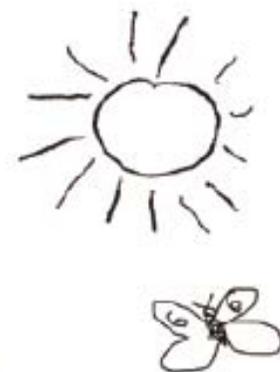


Agenda 21
de la Gironde



1^{er} Programme d'actions 2007-2008 Bilan de la mise en oeuvre



ANNEXE 1



Sommaire

SOMMAIRE	2
-----------------------	----------

DOCUMENT BILAN	6
-----------------------------	----------

GERER DURABLEMENT L'ESPACE GIRONDIN	9
--	----------

Enjeu 1. Mettre en place une politique foncière départementale et maîtriser l'étalement et le mitage	9
G1. Observatoire départemental du foncier	9
G2. Création d'un Établissement Public Foncier Local (EPFL)	9
Enjeu 2. Elaborer une stratégie départementale d'urbanisme visant la mixité sociale et la mixité des activités	10
G3. Elaboration d'un système de référence stratégique départemental	10
G4. Schéma départemental de l'habitat "durable"	10
Enjeu 3. Mettre en place une politique publique de mobilité durable	10
G5. Mise en œuvre d'un référentiel "développement durable" de la voirie	10
G6. Renforcement du dispositif sur MODALIS et communication	11
G7. Elaboration d'un Plan départemental de déplacement à vélo	11
Enjeu 4. Concevoir l'aménagement du territoire dans sa dimension temporelle	11
G8. Réalisation d'une base de données temporelles en Gironde	11

INNOVER ET EXPERIMENTER POUR LES GENERATIONS FUTURES	12
---	-----------

Enjeu 5. Soutenir les micro-projets et l'économie sociale et solidaire	12
I1. Développement des finances solidaires : micro-crédits, fonds d'amorçage...	12
Enjeu 6. Expérimenter des solutions innovantes en matière de transport	12
I2. Créer un système d'information voyageurs - Trans-Gironde	12
Enjeu 7. Expérimenter de nouveaux services pour tous les âges de la vie en favorisant les pratiques intergénérationnelles	13
I3. Expérimentation de modes de garde souples et adaptés pour les enfants des travailleurs saisonniers	13
I4. Soutien aux actions mettant en œuvre l'intergénération	13
Enjeu 8. Viser l'innovation sociale de l'habitat et du vivre ensemble	14
I5. Animation d'ateliers discussion autour des quartiers et de l'exclusion sociale	14
I6. Expérimentation de logement social en maison passive	14
Enjeu 9. Expérimenter sur l'administration électronique	15
I7. Engager des expérimentations locales e-administration, "Zéro papier" sur la thématique de la gestion de l'eau	15

I8. Favoriser et diffuser les logiciels libres	15
I9. Lancement d'une réflexion transversale sur les nouvelles modalités de travail des agents : télé-travail, visio-conférences, conférences téléphoniques	16
I10. Aider les partenaires à se doter d'outils informatiques permettant les liaisons dématérialisées avec le système d'information du CG	16
Enjeu 10. Innover sur le développement éco-industriel	17
I11. Étude sur l'intégration territoriale et le développement éco-industriel	17
I12. Création d'un Prix CREAGIR 33 ciblé développement durable	17
Enjeu 11. Organiser la diffusion d'innovations en impliquant tous les acteurs	18
I13. Organisation de RDV scientifiques	18
I14. Valorisation de l'accueil des stagiaires	18

REPENDRE AUX BESOINS DES GENERATIONS ACTUELLES A COMMENCER PAR LES PLUS DEMUNIS 19

Enjeu 12. Préserver les missions de proximité en allant à la rencontre des girondins et en étant à leur écoute	19
R1. Renforcement de la lisibilité de la présence territorialisée des services départementaux	19
R1.Bis. Solidarité 2010	19
R2. Développement de la consultation des usagers	20
R3. Développement du partenariat en santé : réseau obésité en Gironde et Plan National Nutrition Santé (PNNS)	20
R4. Harmonisation et simplification des aides aux communes et aux structures intercommunales / Mise en œuvre d'un coefficient de solidarité	21
Enjeu 13 Inscrire le développement durable au coeur d'un projet de société plus solidaire en donnant priorité à l'insertion	21
R5. Systématisation et accompagnement du recours aux emplois des personnes en insertion en agissant sur l'offre et la demande	21
R6. Systématisation et accompagnement du recours aux emplois des personnes en insertion en actionnant la clause sociale dans les marchés publics du CG	22
R7. Développement des emplois d'insertion dans les services à la personne	22
R8. Vers un plan d'actions de prévention et de lutte contre les discriminations	23
Enjeu 14. Promouvoir une meilleure qualité de vie pour les plus démunis	23
R9. Vers l'agenda 21 familial, un référentiel global	23
R10. Soumission des subventions et des garanties d'emprunt du logement social et très social à des cibles DD	24
R11. Intégration des cibles DD dans les conventions avec les partenaires	24
R12. Soutien aux actions collectives de médiation sociale autour d'une autre consommation	25

OUVRIER, VALORISER ET PRESERVER NOS RESSOURCES CULTURELLES ET NATURELLES 26

Enjeu 15. Mieux connaître les attentes, les évolutions et les pressions qui s'exercent sur notre environnement naturel	26
O1. Création d'un centre de ressources et d'information sur l'eau	26
O2. Création d'un observatoire partagé des paysages et du patrimoine	27
O3. Création d'un observatoire de la biodiversité	28
O4. Évaluation environnementale des plans et programmes départementaux (directive 2001-42-CE) : application au plan départemental des déchets	28
Enjeu 16. Agir pour préserver les ressources naturelles avec les Girondins	29
O5. Des plans d'actions territoriaux pour les espaces naturels	29
O6. Elaboration d'un programme d'accès aux ENS pour les personnes à mobilité réduite	29
O7. Orientation prioritaire des aides sur des pratiques agricoles durables	29
O8. Systématisation des diagnostics d'économie d'eau sur les réseaux, les bâtiments publics	30

O9. Facilitation de la coopération des syndicats de gestion des eaux pour atteindre les objectifs du SAGE Nappes profondes en matière d'économie d'eau et de recherche de solutions alternatives	30
O10. Coordination de la mise en œuvre du Plan Départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de la Gironde	31
O11. Classement de tout le patrimoine forestier départemental en éco-certification "gestion durable des forêts"	31
Enjeu 17. Promouvoir l'éco-citoyenneté et éduquer, former et informer tous les publics pour un développement durable.	32
O12. Lancement d'un appel à projet pour les Agenda 21 de collègues	32
O13. Des billets courants verts pour l'éducation à l'environnement et à l'éco citoyenneté des jeunes et des collégiens	32
O14. Lancement d'une campagne départementale sur la "Prévention des déchets"	33
O15. Définition collective de principes pour des manifestations durables en Gironde	33
Enjeu 18. Favoriser l'ouverture et la découverte des richesses culturelles de la Gironde	34
O16. La Consolidation du Parcours Professionnel Artistique et Culturel	34
O17. Extension à d'autres publics du dispositif « billets courant d'art » pour favoriser l'accès à la culture de personnes qui en sont éloignées	34
O18. Partage de l'outil Artothèque avec les collègues, les MDSI et l'Hôtel du Département	35
O19. Définition d'une nouvelle approche partagée du patrimoine	35
Enjeu 19. Favoriser le développement d'un tourisme durable en Gironde et le faire savoir	35
O20. Élaboration d'un Agenda 21 du tourisme girondin	35

NOURRIR LES VOLONTES ET LE CHANGEMENT DES PRATIQUES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES PAR L'EXEMPLARITE ET LA MUTUALISATION DES EXPERIENCES 36

Enjeu 20. Sensibiliser et informer les agents, les services, les partenaires et les Girondins	36
N1. 5 Défis internes pour réduire notre empreinte écologique	36
N2. Développement de la formation action aux bonnes pratiques	36
N3. Création d'un trophée Agenda 21 pour les bonnes pratiques DD en Gironde (particuliers, entreprises, scolaires, associations et collectivités) (évènement)	37
N4. Géo référencement des bonnes pratiques en Gironde et recueil des guides "utiles" avec mise en ligne internet	37
N5. Réalisation de fiches techniques thématiques adaptées pour chaque public et des fiches projets exemplaires	38
Enjeu 21. Etre exemplaire sur le mode de fonctionnement interne (démarche de qualité)	38
N6. Développer l'e-administration (...)	38
N7. Organisation d'un accès aux informations internes dématérialisées pour tous les agents du Conseil Général	39
N8. Mise en œuvre d'une "Mission de transmission" pour les personnes partant à la retraite et les mobilités internes	39
N9. Expérimentation de la certification ISO 9001 sur un dispositif du CG : le contrat de développement durable	39
N10. Définition d'un plan d'action santé environnementale	40
Enjeu 22. Etre exemplaire dans nos déplacements : mettre en œuvre le plan de déplacement des agents (professionnels et domicile travail)	40
N11. Incitations à l'utilisation des transports collectifs pour les trajets domicile-travail	40
N12. Diminuer les émissions de gaz à effet de serre des véhicules du Département	41
Enjeu 23. Etre exemplaire sur la politique d'achat en définissant des règles d'achat responsable pour objectiver et maîtriser les besoins	41
N13. Intégration des critères de développement durable dans tous les achats du Conseil Général	41
N14. Suivi des consommations des fournitures administratives	42
Enjeu 24. Etre exemplaire sur les pratiques d'investissement en appliquant des politiques exigeantes sur les questions de l'insertion, de déchets, d'eau et d'énergie sur tout le patrimoine tout en recherchant une diminution des coûts globaux	42
N15. Évaluation de l'application et la contribution des 10 critères d'éco-conditionnalité à la réalisation des grandes priorités du Département (insertion, eau, déchets et énergie)	42
N16. Application des cibles HQE dans les constructions nouvelles du Département et communication	43
N17. Intégration des cibles de développement durable dans l'exploitation des collègues	43

N18. Développement des économies d'énergie sur l'ensemble des bâtiments départementaux existants	44
N19. Visée d'un minimum de 21% d'énergies renouvelables sur les constructions nouvelles du Département	44
N20. Calcul du bilan carbone "patrimoine et service" de l'institution	45

DYNAMISER LES INITIATIVES ET ACCOMPAGNER LES TERRITOIRES GIRONDINS VERS UN DEVELOPPEMENT EQUITABLE, RESPONSABLE ET SOLIDAIRE 46

Enjeu 25. Soutenir de nouvelles activités et de nouveaux emplois liés aux ressources locales et en privilégiant les filières courtes	46
D1. Soutien de la valorisation des agro ressources non alimentaire (VANA)	46
D1 Bis. Soutien de la valorisation des démarches qualité	46
D2. Facilitation de l'expérimentation de cantines bio dans les collèges assurant des débouchés à l'agrobiologie et à l'agriculture de qualité et de proximité	47
D3. Soutien des démarches d'insertion vers les entreprises agricoles et agro-alimentaires, dont l'agrobiologie	47
D4. Soutien aux initiatives rapprochant producteurs et consommateurs (circuits courts)	48
D5. Participation à une plate-forme locale de la consommation responsable en Gironde	48
Enjeu 26. Définir et mettre en œuvre une politique globale en faveur des énergies renouvelables et de la performance énergétique	49
D6. Elaboration d'un schéma départemental des "Énergies Renouvelables"	49
D7. Soutien à l'organisation de la filière des plaquettes de bois dans le département	49
Enjeu 27. Accompagner les acteurs économiques locaux pour répondre à l'évolution de la commande publique : éco-conception et éco-achat	50
D8. Travail avec les organisations professionnelles sur l'évolution de la commande publique responsable et l'éco-conception	50
D9. Soutien aux structures de l'insertion par l'activité économique (IAE) ciblées Développement Durable (éco-conception, agriculture bio, compost, recyclage déchets, déconstruction...)	50
D10. Accompagnement des groupements d'employeurs	51
Enjeu 28. Impulser et pérenniser les démarches de développement durable et d'agenda 21 en Gironde	51
D11. Création d'un Centre de Ressources d'Information Territoriale	51
D12. Définition en partenariat du cadre de la prochaine génération de Contrats de DD	52
D13. Animation du Conseil Départemental des Agenda 21 locaux	52

ENSEMBLE, MIEUX VIVRE ICI ET AILLEURS 53

Enjeu 29. Soutenir le débat citoyen à travers les structures locales	53
E1. Elaboration d'un carnet de la participation citoyenne en Gironde	53
Enjeu 30. Favoriser l'accès pour tous aux savoirs et au débat public	53
E2. Mise en œuvre du projet SAPIENS	53
Enjeu 31. Poursuivre la mobilisation des girondins dans l'Agenda 21	54
E3. Création et animation d'un "Forum 21" pour suivre les engagements de l'Agenda 21 de la Gironde	54
Enjeu 32. Renforcer la communication avec les Girondins via les supports existants	54
E4. Développement de la "e-concertation" via la refonte du site institutionnel	54
Enjeu 33. Etre solidaire au nord, au sud, à l'est et à l'ouest	55
E5 . Échange de savoir-faire liés aux compétences du CG avec les partenaires de la coopération décentralisée (eau, énergies, déchets, éducation...)	55

Document bilan

Ce document présente les actions du 1^{er} programme d'actions de l'Agenda 21 de la Gironde après deux années de mise en œuvre : c'est un bilan nécessaire et préalable à l'évaluation de l'Agenda 21 pour enclencher le 2^{ème} programme d'actions.

Le tableau de bord des actions présente l'ensemble des actions à travers quatre filtres :

- l'état d'avancement,
- la concertation (interne au Conseil Général, avec les partenaires, avec les girondins),
- le niveau d'intégration des finalités et des principes d'actions de l'Agenda 21,
- la définition et le renseignement d'indicateurs d'évaluation, propres à chaque action.

Une vue synthétique de chaque action est ensuite détaillée : rappel des objectifs, pilotage, partenariats, réalisations, priorités pour la suite de l'action. C'est cette vue synthétique qui fait l'objet du présent document.

Contact :

Mission Agenda 21

05.56.99.67.64.

agenda21gironde@cg33.fr

ou www.gironde.fr

Les prochaines étapes de l'Agenda 21 de la Gironde

5 Décembre 2008

Présentation du bilan du 1^{er} programme d'actions de l'Agenda 21 de la Gironde en séance publique

Cérémonie de remise des Trophées de l'Agenda 21

Janvier à Juillet 2009

Evaluation partagée du programme d'actions à partir du référentiel national d'évaluation des Agenda 21

Mars à Juillet 2009

Elaboration du 2^{ème} programme d'actions de l'Agenda 21 de la Gironde

Juillet 2009 à décembre 2011

Mise en œuvre du 2^{ème} programme d'actions

Vous êtes Elus, citoyens, socioprofessionnels, associatifs, techniciens : pour être associé à l'évaluation partagée du programme d'actions et participer à la définition du 2^{ème} programme d'actions, contactez la Mission Agenda 21 !

Rappel des éléments cités lors de la publication du premier programme d'actions :

« Dans leur ensemble, les orientations et les enjeux prioritaires de l'Agenda 21 sont transversaux, pour autant les actions s'inscrivent dans les grandes compétences du Conseil Général et répondent à certains grands enjeux sectoriels de lutte contre le changement climatique et de préservation des ressources :

- **Accent sur l'exemplarité de l'Institution** : notamment en matière d'achats responsables, de construction et de gestion du patrimoine départemental, de déplacements, de développement de l'administration électronique et, plus largement, de bonnes pratiques généralisées : plus d'un tiers des actions (32) de ce premier programme sont relatives à l'exemplarité.
- **Grandes compétences et politiques du Département** :
 - l'aménagement et la gestion du foncier (6 actions) ;
 - le développement économique responsable (12 actions) ;
 - l'agriculture durable (7 actions) ;
 - les politiques territoriales (3 actions) ;
 - l'insertion et le développement social (10 actions) ;
 - l'habitat et le logement social durable (4 actions) ;
 - la culture, l'accès aux savoirs et au débat public pour tous (11 actions) ;
 - l'éducation et l'éco-citoyenneté (10 actions) ;
 - la gestion des espaces naturels (4 actions) ;
 - la famille et la solidarité entre les générations (7 actions) ;
 - la santé et la prévention (6 actions) ;
 - les collèges (7 actions) ;
 - la vie associative (5 actions).
- **Enjeux sectoriels de développement durable** :
 - la mobilité durable (6 actions) ;
 - la gestion de la ressource en eau (10 actions) ;
 - la performance énergétique et les énergies renouvelables (11 actions) ;
 - la prévention et la gestion des déchets (8 actions).
- **Grands projets transversaux de l'Institution** :
 - 8% des actions relèvent de l'intégration d'une approche temporelle, vision novatrice dans lequel le Conseil Général est particulièrement impliqué ;
 - 6% concernent le développement de l'e-administration.

Le total fait plus de 100 % car les actions de l'Agenda 21 sont par essence transversales et peuvent donc relever de plusieurs thématiques. »

En déc. 2006, au moment du vote du premier programme d'actions de l'Agenda 21 : moins d'un quart des actions étaient déjà en cours (24%), 72 % étaient prévues pour un lancement dès 2007 , les autres actions pour un lancement en 2008 (4%).

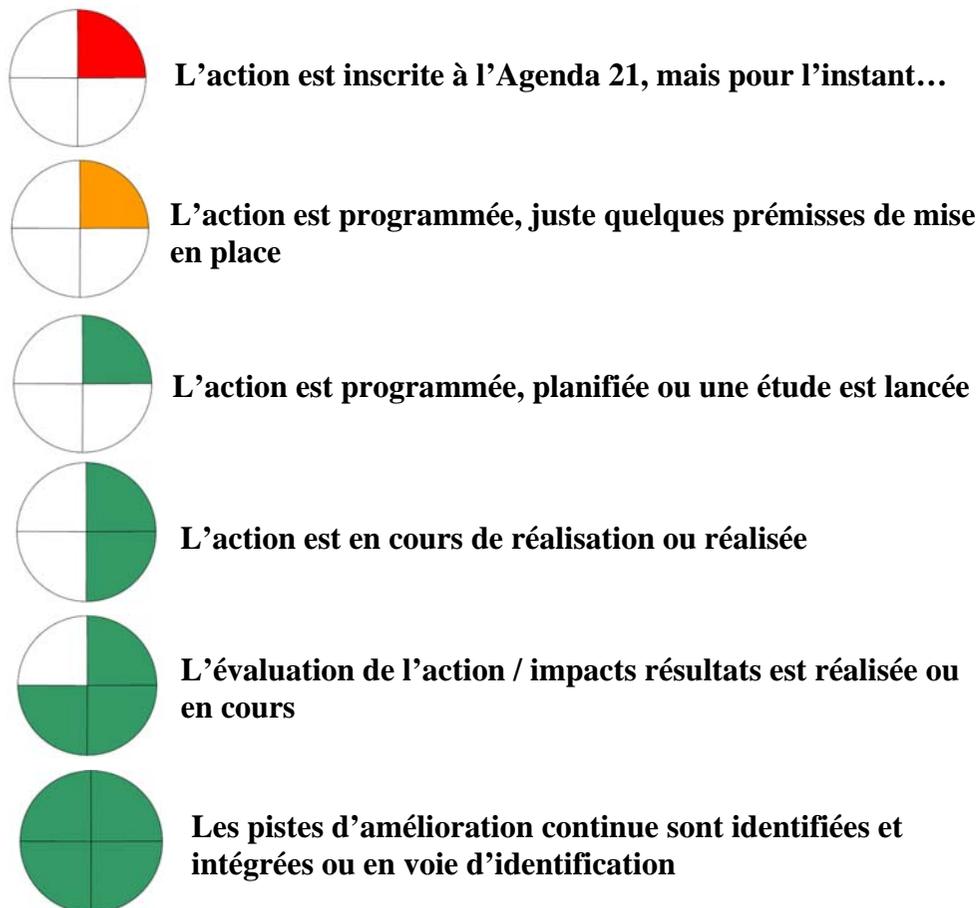
En novembre 2008 : 94 % des actions du premier programme sont engagées ou réalisées.

Lire les pictogrammes du tableau de bord de suivi

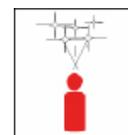
Pour simplifier et aider à la lecture rapide de ce bilan, 2 pictogrammes sont apposés sur chaque action.

Le premier reprend une figure bien connue des démarches qualité et d'amélioration continue, dite 'roue de Deming' ou **PDCA** (Planification, Déploiement, Contrôle, Amélioration)

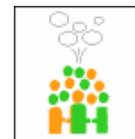
Il comprend 6 déclinaisons dans ce bilan :



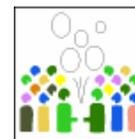
Le second permet de visualiser la **concertation** mise en place pour la réalisation de l'action. La concertation est un des principaux principes d'actions d'un Agenda 21 local



Pas de concertation



Transversalité inter-services et concertation interne au Conseil Général

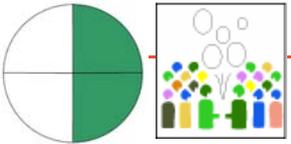


Transversalité et concertation ouverte sur les partenaires extérieurs

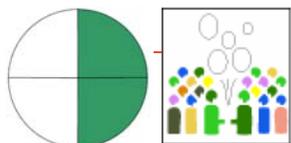
Gérer durablement l'espace girondin

Enjeu 1. Mettre en place une politique foncière départementale et maîtriser l'étalement et le mitage

G1. Observatoire départemental du foncier

Objectifs	Créer un observatoire du foncier partenarial pour permettre de définir et de suivre une politique départementale de gestion du foncier : veille foncière à partir d'indicateurs, synthèses par thématiques et territoires pour définir les enjeux en matière foncière et comprendre les phénomènes observés	
Pilotage	Elus : VP TOUZEAU/ Marie RECALDE – Chef de projet : S PRIVAT / ML BOCCARDO (DGAD-DAT) direction pilote: Direction de l'Aménagement du Territoire	
Partenaires	CUB, Conseil Régional, A'URBA, Sysdau, CAUE, DDE, DRE, SAFER, Chambre des notaires, DRAF, DDAF Universités Bordeaux III et IV CG33 : DGAD (DDT, D2E) ; DGAC – DET ; DGAT ; DGAJ	
Avancement en 2007	Lancement d'une étude sur la mise en place de l'observatoire,	
Bilan 2008	Questionnaire d'analyse des besoins et des attentes des territoires, signature de conventions avec les partenaires pour le partage de données (SAFER, DRE, services fiscaux, DRAF...) et comité d'orientation <u>avec l'ensemble des partenaires</u> . Actualisation diagnostic 2007. Etude foncière Pays Cœur entre 2 mers. Création de l'observatoire	
Priorités 2009-2011	Exploitation des données observées. Coordination interne et avec les partenaires externes. Création d'une plateforme d'échange des analyses.	

G2. Création d'un Établissement Public Foncier Local (EPFL)

Objectifs	Se doter des moyens d'interventions efficaces au service des projets locaux de développement en mobilisant plus facilement le foncier nécessaire à leur réalisation (portage et ingénierie). Définir des objectifs d'intervention foncière et déclinaison dans le plan prévisionnel d'interventions (PPI) de l'EPFL Définir une politique départementale qui favorise l'habitat et le logement social, le développement économique, le renouvellement urbain, la valorisation des espaces agricoles ou naturels.	
Pilotage	Elus : VP TOUZEAU/ Marie RECALDE – Chef de projet : S PRIVAT/ML BOCCARDO (DGAD-DAT) – direction pilote : Direction de l'Aménagement du Territoire	
Partenaires	Conseil Régional, CUB, EPCI et communes, DDE, DRE, Préfecture (DRCT, Trésor) CG33 : DGAD (DDT, D2E) ; ADT	
Avancement en 2007	Lancement d'une étude pour la mise en place de l'EPFL	
Bilan 2008	Elaboration du projet d'observatoire (état du territoire voir Action - G1), besoin des acteurs. Réunions territorialisées présentant le projet d'EPFL aux élus locaux, réunions du groupe de travail avec les Pays et les Communautés de Communes pour élaboration des statuts... Appel à délibérations des EPCI ayant les 3 compétences SCOT, PLH et ZAC et aux communes non membres d'un de ces établissements.	
Priorités 2009-2011	1 ^{er} semestre 2009 : Création de l'EPFL par arrêté préfectoral	

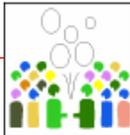
Enjeu 2. Elaborer une stratégie départementale d'urbanisme visant la mixité sociale et la mixité des activités

G3. Elaboration d'un système de référence stratégique départemental

Elaboration du projet « Gironde 2014 », vision stratégique du Département – (2008).

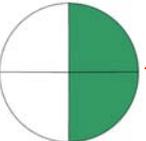
Fusionne avec l'action D12

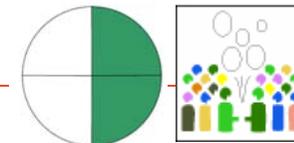
G4. Schéma départemental de l'habitat "durable"

Objectifs	Construire une vision départementale de la politique locale de l'habitat à engager afin d'apporter des réponses adaptées là où se manifestent les besoins et répondre ainsi au souci de maîtrise de l'étalement urbain ; Développer un parc locatif de qualité , permettant de réaliser des économies d'énergie (baisse des charges) et répondant aux attentes des ménages à faibles ressources .		
Pilotage	Elus : VP TOUZEAU/ Martine JARDINE – Chef de projet : JC CHUDZINSKI, (DGAD-DDT) – direction pilote : Direction du Développement Territorial		
Partenaires	EPCI, Bailleurs sociaux, propriétaires privés, ANAH, ADEME, organismes certificateurs (Qualitel par ex), CGH ; CG33 : DGAS-DATDS; DGSD-ADT, DGAD-D2E, DGSD-DQG		
Avancement en 2007	Vote du Schéma Départemental (décembre 2006) ; Mise en place du Conseil Girondin de l'Habitat . Négociation avec les bailleurs sociaux pour la programmation triennale 2008/2010. Développement de partenariat avec l'ANAH et mise en place de diagnostics énergétiques préalables dans le parc privé.		
Bilan 2008	Augmentation de l'offre de logement locatif social , publique = 883 logements en 2007, 974 en 2008. Effort important des bailleurs en matière de performance énergétique (35% des opérations avec le label HPE, 35% avec le label HTPE). Développement conséquent d'une offre de loyer maîtrisé (PDALPD) 71 logements en PLAI en 2007, 285 en 2008, projet de 421 en 2010.		
Priorités 2009-2011	Rencontres avec les territoires et l'A'URBA / observatoire départemental de l'habitat, déploiement des chargés territoriaux de développement de l'offre locative sociale : diagnostics partagés avec les territoires, renforcer l'orientation sur la mobilité au sens large : emploi-services-logement-déplacement. En 2008, le PST a permis de réhabiliter plus de 100 logements de propriétaires bailleurs et plus de 150 logements de propriétaires occupants. Cette action sera poursuivie et amplifiée en 2009 avec l'inscription de la lutte contre la précarité énergétique dans toutes les opérations d'amélioration du parc privé.		

Enjeu 3. Mettre en place une politique publique de mobilité durable

G5. Mise en œuvre d'un référentiel "développement durable" de la voirie

Objectifs	Mettre en place un système de management environnemental pour la maîtrise d'œuvre des opérations routières du CG 33 en prenant en compte les enjeux environnementaux à toutes les étapes du projet routier (des études préalables à l'exploitation et l'entretien de l'ouvrage) et le faire savoir		
Pilotage	Elu : VP PARIS – Chef de projet : D BLANGY, (DGAT-DI) direction pilote : Direction des Infrastructures		
Partenaires	DDE, DIREN, DDAF Conservatoire botanique, Mission vison d'Europe, associations, FRBTP environnement ; CG33 : DGSD-MissionA21 ; DGAC-Dircom, DGAC-DET		
Avancement en 2007	Constitution d'un comité de suivi et présentation d'un référentiel cadre ; Elaboration d'un cahier des charges méthodologique.		
Bilan 2008	Référentiel interne élaboré, phase de mise en œuvre en attente + opérations exemplaires avec nouvelle méthode à l' émulsion de bitume « -27% d'énergie, -34% pour les émissions CO2 », valorisation des déchets de chantier... Réorientation de l'action G5 afin de s'adapter aux opérations routières à venir (réaménagement sur place)		
Priorités 2009-2011	Diffusion d'un outil type grille RST 02 du CERTU aux différents producteurs d'études. Adaptation de la grille type RST 02 aux objectifs poursuivis dans le plan d'actions et diffusion de la version adaptée. Création de 'fiches réflexes communication' ; Evaluation		



G6. Renforcement du dispositif sur MODALIS et communication

Objectifs	Développer une intermodalité et l'usage des transports en commun et créer un titre unitaire en partenariat avec les autorités organisatrices des transports présentes en Gironde
Pilotage	Elus : VP FROUIN - Chefs de projet : J. FANCHON / L. PARIES, (DGAT-DTT) direction pilote : Direction des Transports Terrestres
Partenaires	C.U.B, Région Aquitaine, Transporteurs, CG33 : Dircom
Avancement en 2007	Communication commune sur MODALIS - Offres développées pour circulation libre sur les réseaux Trans-Gironde et TBC (Tram et bus de la CUB) = 70% de réduction, sur le plein tarif de Trans-Gironde et 25% de réduction supplémentaire par rapport à l'achat séparé de 2 abonnements TBC et Trans-Gironde – Tarif évason pour le week-end et jours fériés (-60%), « Avantages 30 » pour les trajets occasionnels. Titre Horizon pour les bénéficiaires des minima sociaux ou les personnes en démarches d'insertion (-90% sur tout le réseau Trans-Gironde).
Bilan 2008	Diversification de l'offre tarifaire pour les jeunes (cartes modalis jeunes mensuelle ou annuelle pour les moins de 28 ans)
Priorités 2009-2011	Enrichissement de la gamme MODALIS et communication

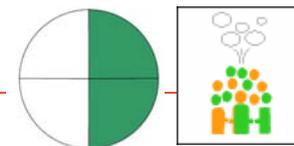
G7. Elaboration d'un Plan départemental de déplacement à vélo

Objectifs	Créer une nouvelle urbanité par l'usage du vélo : cohabitation paisible et civile entre les différents usagers et statut d'outil quotidien du déplacement. Affirmer la pratique du vélo comme maillon d'une chaîne de mobilité : intermodalité et politique tarifaire (plate-forme de transport urbain et inter-urbain)
Pilotage	Elu : VP FROUIN - Chefs de projet : MP THIBAUT / S RADONDY (DGAT-DI)- Direction pilote : Direction des Infrastructures.
Partenaires	ONF, CUB, Région, Etat, Inspection Académique, DDASS, trois intercommunalités significatives (COBAS, Pointe du Médoc, Cestas/Canéjan ou Montesquieu), SNCF, Associations, Ville de Bordeaux, Ville de Créon, ADEME, CG33 : DGAJ-DC ; DGAJ-DSA ; DGSD-ADT ; DGAD-DDT ; DGAT-DI ; DGAT-DTT ; DGAC-DIRCOM ; DGAC-DET ; CDT
Avancement en 2007	Elaboration d'un cahier des charges en étroite concertation avec les services du Conseil Général : état des lieux, diagnostic, définition d'objectifs, programme d'actions
Bilan 2008	Reprise du cahier des charges suite à la concertation interne, finalisation du dossier de consultation des entreprises, appel d'offres ouvert et passation du marché d'étude avec le prestataire retenu.
Priorités 2009-2011	Elaboration et adoption du Plan départemental du déplacement à vélo

Enjeu 4. Concevoir l'aménagement du territoire dans sa dimension temporelle

G8. Réalisation d'une base de données temporelles en Gironde

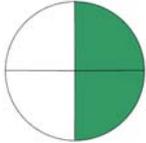
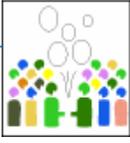
Objectifs	Constituer un outil de connaissance des rythmes de vie des girondins et des territoires en mettant l'accent sur les rythmes : annuels, hebdomadaires, journaliers.
Pilotage	Elu : VP AM KEISER - Chefs de projet : AM MONOMAKHOFF/ E JUPIN (DGSD-MEP) – Mission pilote : mission étude et prospections
Partenaires	TEMPO Territorial – ARTEVER – INSEE – CAF – AURBA – IGN ; CG33 : Comité technique constitué des DGA associées au projet (DGAC, DGAD, DGAJ, DGAT, DGAS) DAGMS , DGAJ/DRT, DGAJ/DC, DGAC/DCC, DGSD/DRH, DGAT/DTT, CRIT, Mission Agenda 21 et autres directions à la demande.
Avancement en 2007	Repérage de la méthodologie existante ou à développer et rédaction d'un cahier des charges en cours, première consultation infructueuse.
Bilan 2008	Deuxième consultation. Jury le 03/10/2008. Réunions effectives depuis 20/10/2008.
Priorités 2009-2011	Mise en œuvre partenariale de la base de données temporelles et appropriation par les directions.



Innovier et expérimenter pour les générations futures

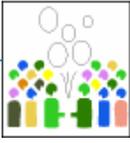
Enjeu 5. Soutenir les micro-projets et l'économie sociale et solidaire

11. Développement des finances solidaires : micro-crédits, fonds d'amorçage...

Objectifs	Poursuivre un partenariat avec les organismes de financement solidaire intervenant auprès de publics en difficulté créateurs d'entreprise Développer un partenariat avec les organismes développant des outils financiers à destination de l'économie sociale et solidaire. Participer à la promotion auprès de tous les acteurs du territoire des dispositifs de financement solidaire existants.	 
Pilotage	Elus :VP TOUZEAU, VP GLEYZE –Chefs de projet : P. RIVAILLE / C. PAULAIS (DGAS-DPLE), E. Gonzalez, (DGAD-D2E) - Directions pilotes : direction des politiques de lutte contre les exclusions et direction de l'économie et de l'emploi	
Partenaires	Gironde Initiative, Fondations d'entreprises, CSDL.ADIE. (Eventuellement associations type Lions's ou Rotary). CRESS, Aquitaine Active, Conseil Régional, CUB CG33 : DGAD-D2E - DGAS-DPLE - DCC	
Avancement en 2007	1995 : Partenariat avec l'ADIE pour faciliter le financement des porteurs de projet bénéficiaires du RMI élargi en 2007 pour augmenter l'accueil de porteurs de projets et du nombre de prêts octroyés ; 2007 : partenariat avec <u>Aquitaine Active</u> : 26 SIAE accueillies, 26 diagnostics, 5 expertises ; ADIE : 1100 porteurs de projets accueillis, 376 micro crédits octroyés dont 200 à des bénéficiaires du RMI, 10 prêts d'honneur, 59 primes ADECE et 164 avances EDEN : mobilisation de plus de 1 122 000 € pour financer des projets portés par des bénéficiaires du RMI Participation financière et humaine à l'opération de la <i>Semaine de l'Epargne Solidaire en Aquitaine</i>	
Bilan 2008	Mise en place du premier volet de la convention 2008-2010 avec <u>Aquitaine active (Insertion et culture)</u> . Développement des produits financiers proposés : fonds régional d'emprunt bancaire, contrat d'apport associatif, contrat d'amorçage associatif pour les petites associations. Co-financement partenarial de la mesure 4-3-2 du FSE : soutien aux associations et coopératives de petites tailles (projet de développement ou de création), portage CRESS.	
Priorités 2009-2011	Développement du micro crédit social pour les personnes en reprise d'emploi qui restent exclues du crédit bancaire (cadre du RSA). Poursuite du travail de recensement entrepris par la direction de l'économie et de l'emploi. Entériner et élargir notre partenariat avec la CRESS dans le cadre de la mesure 4.2.3 du fonds social européen.	

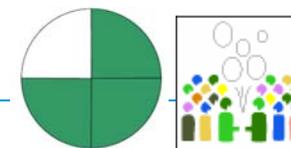
Enjeu 6. Expérimenter des solutions innovantes en matière de transport

12. Créer un système d'information voyageurs - Trans-Gironde

Objectifs	Doter le réseau départemental Trans-Gironde d'un système d' information voyageurs performant et développer une culture réseau : mesurer la faisabilité d'un système d'information voyageurs pour faciliter l'information, gérer la chaîne de déplacement, décliner tous les modes de transports collectifs dans une optique et logique d'intermodalité	 
Pilotage	Elu :VP FROUIN – Chef de projet : J. FANCHON, Directeur (DGAT-DTT), Direction pilote : direction des transports terrestres	
Partenaires	Etat, Europe, Région CUB, Transporteurs, AOT, CG33 : DGAC-DIRCOM, DGAF-DITS	
Avancement en 2007	Définition des besoins et du programme et mise en forme du cahier des charges	
Bilan 2008	Remise de l'étude de faisabilité et mise en forme du projet	
Priorités 2009-2011	Création et animation de l'outil, communication grand public Réflexions sur un outil commun entre Autorités Organisatrices de Transports	

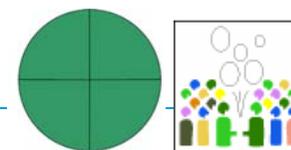
Enjeu 7. Expérimenter de nouveaux services pour tous les ages de la vie en favorisant les pratiques intergénérationnelles

13. Expérimentation de modes de garde souples et adaptés pour les enfants des travailleurs saisonniers



Objectifs	S'adapter aux besoins de la population afin de permettre une activité professionnelle saisonnaire et ainsi favoriser l'économie locale . Développer ces modes d'accueil en veillant à la qualité de l'accueil, faire émerger les projets et les accompagner dans leur réalisation
Pilotage	Elue : VP E. MONCOUCUT – Chef de projet : I BERTRAND-SALLES, (DGAS-DAS), direction pilote : direction des actions de santé
Partenaires	MSA, CAF, CDC, Communes, Associations, CG33 : DGAS-DPLE ; DGSD-MEP ; DGAD -DDT
Avancement en 2007	6 projets locaux en phase d'études de besoins
Bilan 2008	5 projets soutenus et 2 projets en phase d'étude
Priorités 2009-2011	Recherche de moyens pour les nouveaux projets et pour la pérennisation des existants car cet engagement entraîne un surcoût à l'investissement et un surcoût de personnels pour rester aux normes réglementaires dans un contexte national peu favorable ; Nouvelle législation concernant les établissements et services d'accueil pour les enfants de moins de 6 ans offrant la possibilité de réaliser une expérimentation autour des "micro-crèches"; ce dispositif est en cours d'élaboration par la CNAF mais non finalisé

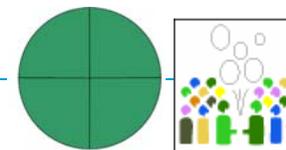
14. Soutien aux actions mettant en œuvre l'intergénération



Objectifs	Favoriser la solidarité entre les générations ; favoriser l' emploi des jeunes dans les métiers auprès des personnes âgées en développant des collaborations entre les acteurs économiques locaux et ceux de la formation initiale et continue.
Pilotage	Elues référentes : E. MONCOUCUT et M. DELAUNAY – Chef de projet : M. DELVOYE (DGAS-DPAPH), direction pilote : direction des personnes âgées et des personnes handicapées
Partenaires	Collèges / Maisons de retraite volontaires / CCAS / Sociétés ou Offices HLM / Associations, CG33 : DGAS-DPLE, DGAS-DADTS, DGAJ, DGAC-DCC, DGAC-Direction de la Communication, DGAD-DDT.
Avancement en 2007	Nombreuses actions menées et initiatives locales soutenues
Bilan 2008	Expérimentation de soutien à domicile des personnes âgées de plus de 60 ans sur le quartier du Grand Parc de Bordeaux. Soutien de 2 projets de création de logements adaptés , soutien de 2 projets de logements solidaires ; Accompagnement de 5 projets culturels (carnets de mémoire, spectacles ...) ; Soutien à la mise en place d'actions d'aide aux aidants naturels ; Organisation de la « Semaine bleue » (Octobre 2008) ; Sessions de découverte des secteurs d'activité en tension dont ceux des services à la personne pour les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires du RMI et les jeunes.
Priorités 2009-2011	Elaboration du plan d'aide dans le cadre de l'expérimentation du Grand Parc. Poursuite des actions expérimentales de logement solidaire

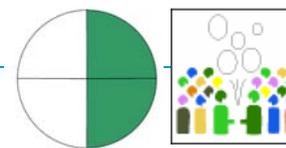
Enjeu 8. Viser l'innovation sociale de l'habitat et du vivre ensemble

15. Animation d'ateliers discussion autour des quartiers et de l'exclusion sociale



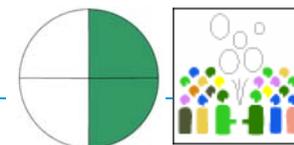
Objectifs	Engager une réflexion en profondeur et mieux comprendre la situation des quartiers en difficultés : Interroger les pratiques sociales et éducatives mises en œuvre ou financées par le Conseil Général ; Avoir une meilleure connaissance des actions existantes ou à développer ; Dégager des orientations politiques et des perspectives
Pilotage	Elus : VP TOUZEAU/ M. JARDINE – Chef de projet : JL GRELIER (DGAS), Direction pilote : direction générale adjointe à la solidarité
Partenaires	LAPSAC (Université Bordeaux II), acteurs sociaux , CG33 : DGAJ-DJEC; DGAJ-DSA ; DGAS-DPLE ; DGAC-DCC
Avancement en 2007	Organisation par les MDSI de réunions avec les acteurs sociaux sur les événements de novembre 2005 : explications, actions à mener Organisation de 10 ateliers discussion impliquant les professionnels (plus de <u>200 participants</u>) Réalisation d'une étude diagnostic à visée opératoire : comprendre l'origine des émeutes dans l'agglomération bordelaise et la faible capacité des diverses politiques menées depuis de nombreuses années à prévenir ces phénomènes (Laboratoire Lapsac, Université de Bordeaux 2)
Bilan 2008	Adoption de la politique départementale de citoyenneté : définition des contrats territoriaux citoyens et solidaires destinés à des territoires ciblés. Seconde étude avec le LAPSAC (Université Bordeaux II) sur les difficultés sociales inhérentes aux villes secondaires ou aux territoires ruraux. L'objectif est de mener une démarche partenariale cohérente autour de 3 objectifs majeurs (relation de confiance avec les services publics et les institutions, citoyenneté active et égalité des chances) Articulation avec le projet gironde 2014, la charte girondine pour un pacte social, citoyen et durable et la future politique territoriale, citoyenne et durable.
Priorités 2009-2011	Mise en œuvre de la politique départementale de citoyenneté (votée au BP 2008) articulée avec la nouvelle politique territoriale du CG33 et premiers programmes locaux de citoyenneté.

16. Expérimentation de logement social en maison passive



Objectifs	Constituer et diffuser un savoir-faire local en matière de réalisation de petites opérations de logements sociaux à faible consommation d'énergie et à faibles charges . Inciter les bailleurs sociaux à l' éco-conception
Pilotage	Elus : VP TOUZEAU/ M. JARDINE – Chef de projet : T. GUERROUDJ (DGAD-DDT) – Direction pilote : direction du développement territorial
Partenaires	CRA, Bailleurs (Gironde Habitat ...), CSTB, Association HQE, Association Océan, CG33 : DGSD-Mission Agenda 21, DGAC-DET
Avancement en 2007	Lancement de l'action. Rencontre préparatoire et veille sur la cohérence inter-institutionnelle de la démarche.
Bilan 2008	Lancement d'un appel à candidature pour identifier des porteurs de projets ; recrutement d'une AMO pour élaborer le cahier des charges, analyser les candidatures, et suivre la phase de travaux et le fonctionnement des logements Participation aux travaux lancés par la CUB dans le cadre de l'Agenda 21 du réseau girondin pour l'élaboration d'un référentiel de qualité environnementale adapté pour le logement social, partagé entre institutions « financeuses ». 1 appel d'offre lancé : 2 opérations retenues répondant au label EFFIENERGIE (consommation : 40 Kwh/m2/an, émission CO2 : 10 kg/m2/an)
Priorités 2009-2011	Relance d'expérimentations avec les bailleurs sociaux en s'appuyant sur les collectivités locales compétentes. Suivi de la construction puis de l'appropriation des habitants et des performances des logements.

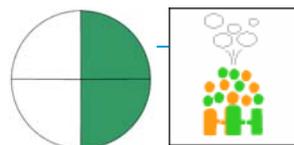
Enjeu 9. Expérimenter sur l'administration électronique



17. Engager des expérimentations locales e-administration, "Zéro papier" sur la thématique de la gestion de l'eau

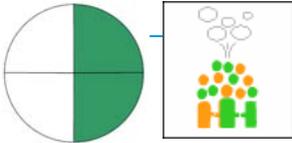
Objectifs	Mettre en œuvre des outils de transmission électronique des informations entre les services du Département et les maîtres d'ouvrages d'alimentation en eau potable et d'assainissement, conformément au projet e-administration.
Pilotage	Elu : VP RENARD – Chef de projet : JM MARTIN, (DGAD-DAT) – Direction pilote : direction de l'aménagement du territoire
Partenaires	Collectivités maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, partenaires institutionnels (services de l'Etat, Agence de l'Eau, SMEGREG), CG33 :DGAF-DITS, DGSD-Mission Agenda 21
Avancement en 2007	Etude de faisabilité de mise en place d'outils de télé-déclaration.
Bilan 2008	Enquête auprès de chaque maître d'ouvrage, exploitants et trésorerie Générale sur le fonctionnement, les missions et les charges : Alimentation en eau potable (130 questionnaires) et assainissement (130 questionnaires). Questionnaire annuel pour connaître les projets d'investissement de l'année.
Priorités 2009-2011	Juin et septembre 2009 : mise en service de systèmes de télé-déclaration permettant l'alimentation du système par les maîtres d'ouvrages interrogés. En lien avec le centre de ressources et d'information sur l'eau (action O1).

18. Favoriser et diffuser les logiciels libres

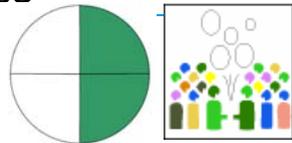


Objectifs	Généraliser l'usage et le développement de logiciels libres auprès de nos partenaires, avec le relais du syndicat mixte Gironde numérique comme relais sur le territoire girondin Utiliser les standards d'échange numériques définis par la DGME Diminuer les coûts d'exploitation, autonomie.
Pilotage	Elue : VP KEISER – Chefs de projet : N. LAURENT, et A. GEORGEVAIL (DGAF-DSI), direction pilote : Direction du Système d'information
Partenaires	ADULLACT, collectivités locales bénéficiant d'aides à l'équipement ou accompagnements techniques, CG33 : DGAF-DITS, DGAS-DAGMS, DGAC-Archives, Gironde numérique
Avancement en 2007	Adhésion à l'Adullact. Renouvelée en 2008 Etudes d'opportunité suivant les projets. Premières expérimentations.
Bilan 2008	Mise en place du système d'information décisionnel intégrant une brique libre. Migration Open Office, en cours de redéfinition. Dématérialisation des actes et transmission via HELIOS. DESI en cours de rédaction. Insérer des Logiciels Libres dans les installations des postes du CG et dans les interfaces logiciels. Recours aux logiciels libres pour le portail www.gironde.fr . Participation à la première réunion du projet de logiciel enfance de l'Adullact Elaboration du schéma directeur de l'information du Département, en concertation avec toutes les Directions
Priorités 2009-2011	Réaliser une rubrique sur le portail sur les logiciels libres lien vers l'Adullact (nécessité validation politique). Rubrique dans l'intranet DSI qui sera en ligne en janvier 2009. Mise en place d'une authentification SSO avec préférence aux Logiciels Libres, mise en place d'un pilote SOA à base de brique libre. Création d'une cellule de développement utilisant des outils et des modules libres.

19. Lancement d'une réflexion transversale sur les nouvelles modalités de travail des agents : télé-travail, visio-conférences, conférences téléphoniques

Objectifs	Changement des pratiques de travail pour une plus grande réactivité au moindre coût : efficacité, gain de temps, réactivité, diminution des frais et des temps de déplacements ainsi que les risques professionnels dûs aux trajets	
Pilotage	Elu : VP RESPAUD – Chefs de projet : M. CONGOSTE / P. SOUDE (DGSD-DRH / DGAF-DITS)- Directions pilotes : direction des ressources humaines et direction de l'informatique	
Partenaires	Opérateur en téléphonie Orange, CG33 : DGAD-DAT ; DGSD-DRH-Communication interne, Mission A21 ; DGSD-MEP ; DGAF-DITS	
Avancement en 2007	Lancement groupes de travail.	
Bilan 2008	Expérimentation et pré requis techniques : Multimédia conférence, Conférence téléphonique, Test avec des sites pilotes : AGI et Pôles Territoriaux Jeunesse Une session des « matinales » dédiée.	
Priorités 2009-2011	Généralisation avec procédure interne et formation des agents et des partenaires.	

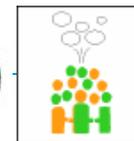
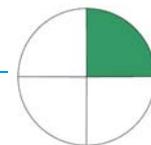
110. Aider les partenaires à se doter d'outils informatiques permettant les liaisons dématérialisées avec le système d'information du CG

Objectifs	Améliorer la qualité, l'efficacité des services de la DGAS en faisant transiter directement les informations d'instruction et de gestion issues des partenaires (CCAS établissements et prestataires de service) et en offrant aux usagers les éléments de constitution de dossiers qui seront, sur le long terme, dématérialisés : éviter la double saisie des dossiers, économiser le papier et les imprimés, réduire les délais d'instruction et de traitement	
Pilotage	Elu : VP KEISER – Chefs de projet : J-M. REGEON / MH LALUCE, (DGAS-DAGMS) – Direction pilote : direction des moyens	
Partenaires	UDCCAS – CCAS - Etablissements et prestataires, administration du trésor (projet helios), CG33 : DGAD-DAT ; DGSD-Mission Agenda21 ; DGSD-MEP ; DGAF-DITS	
Avancement en 2007	Elaboration et évaluation préalable du projet.	
Bilan 2008	Expérimentation avec les établissements volontaires	
Priorités 2009-2011	Généralisation progressive.	

Enjeu 10. Innover sur le développement éco-industriel

111. Étude sur l'intégration territoriale et le développement éco-industriel

Objectifs	Envisager le potentiel de développement de l' écologie industrielle pour limiter les impacts des activités sur l'environnement : rechercher des synergies possibles entre entreprises et acteurs du territoire pour optimiser les consommations et les impacts . Identifier des pistes pour créer de nouvelles activités et emplois, en développant les activités liées au recyclage et autres « niches ».
Pilotage	Elu : VP GLEYZE – Chefs de projet : C. COUTEAUX et J. PASQUIER, (DGAD-D2E) – Direction pilote : direction de l'économie et de l'emploi
Partenaires	CCI, ADEME, AFNOR, CG33 : DGAD-DAT ; DGSD-Mission Agenda 21 ; DGSD-MEP
Avancement en 2007	Lancement de l'action, rencontres internes et externes pour cerner le champ d'investigation.
Bilan 2008	Définition des objectifs départementaux ; rencontre avec les porteurs du projet COMETHE : expérimentation de démarche d'écologie industrielle sur un panel de parcs d'activités en vue d'approfondir les aspects technico-économiques, réglementaires, environnementaux et socio-économiques de ce type de projet et de modéliser une méthodologie et des outils techniques (guide)
Priorités 2009-2011	Lancement d'une étude sur le potentiel d'écologie industrielle en Gironde début 2009.



112. Création d'un Prix CREAGIR 33 ciblé développement durable

Objectifs	Encourager les entreprises soutenues par CREAGIR 33 qui mettent en œuvre un projet de développement durable (projet visant à mieux respecter l'environnement, garantir l'équité sociale tout en contribuant au développement économique et en associant les populations concernées) Favoriser l' éco-innovation par l'attribution d'une bourse
Pilotage	Elu : VP GLEYZE – Chef de projet : N LOUGNON-DEDIEU (DGAD-D2E) – Direction pilote : direction de l'économie et de l'emploi
Partenaires	Collectivités territoriales, chambres consulaires, CG33 : DGSD-Mission Agenda 21; DGAC-DET ; DGAD-DAT , DGAC-DIRCOM
Avancement en 2007	Réflexion pour intégrer un prix DD au concours CREAGIR
Bilan 2008	Remise de 3 bourses CREAGIR 2008 le 5 décembre.
Priorités 2009-2011	Pérenniser le prix Développement Durable CREAGIR 33 en l'intégrant aux trophées de l'Agenda 21 (6 ^{ème} catégorie)

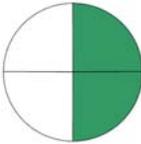


Enjeu 11. Organiser la diffusion d'innovations en impliquant tous les acteurs

I13. Organisation de RDV scientifiques

Objectifs	Organiser des rendez-vous bimestriels, mobilisant l'interne et les partenaires , concernant les missions et les actions du Département à court et moyen terme pour diffuser et partager la connaissance scientifique sur les grandes thématiques du DD Lier ces Rendez-vous avec la diffusion des bonnes pratiques (action N1) et veille scientifique et technique	 
Pilotage	Elu : VP DUSSAUT – Chef de projet : J. BOSREDON (DGSD-MA21). Mission pilote : Mission Agenda 21	
Partenaires	Scientifiques, Universités, collectivités locales, ADEME, CSTB, Chambres consulaires, AFAQ-AFNOR, CG33 : toutes les DGA et DGSD-DRH	
Avancement en 2007	Définition des thématiques ciblées par un questionnaire diffusé en interne. La fréquence bimestrielle annoncée est difficilement tenable.	
Bilan 2008	3 RDV organisés entre novembre 2007 et juin 2008 : énergie dans le bâtiment, qualité de l'air intérieur, papier et déchets.	
Priorités 2009-2011	Cerner les attentes des Directions et des membres du Conseil départemental des Agenda 21 locaux en Gironde, explorer de nouvelles thématiques en lien avec les chantiers phares de l'Agenda 21. Organiser des rendez-vous scientifiques sur chaque finalité de la Charte girondine pour un pacte social, citoyen et durable + thématique de l'évaluation	

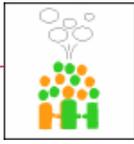
I14. Valorisation de l'accueil des stagiaires

Objectifs	Recenser et rendre accessibles les rapports des stagiaires via Capital Data (base documentaire interne)	 
Pilotage	Elu : VP RESPAUD – Chef de projet : A-M. VILLENAVE (DGSD-DRH). Direction pilote : direction des ressources humaines	
Partenaires	Universités, Ecoles, associations, CG33 : DGAD ; DGAC-DCC ; DGAS ; DGAT; DGSD-DRH	
Avancement en 2007	Consignes auprès des services accueillant pour la récupération des rapports (durée du stage, thème développé...)	
Bilan 2008	Diffusion d'une note pédagogique de sensibilisation de valorisation de ce dispositif et saisie dans Capital Data (base de données consultable sur l'intranet départemental)	
Priorités 2009-2011	Constituer une plaquette de communication recensant les thématiques abordées dans les mémoires (nom du stagiaire-école de provenance)	

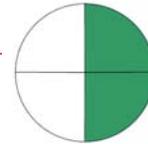
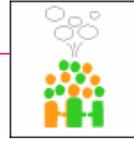
Répondre aux besoins des générations actuelles à commencer par les plus démunis

Enjeu 12. Préserver les missions de proximité en allant à la rencontre des girondins et en étant à leur écoute

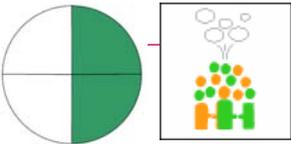
R1. Renforcement de la lisibilité de la présence territorialisée des services départementaux

Objectifs	Organiser la réflexion sur la mise en place d'une organisation territoriale optimale en terme de cohérence et d'équité : affirmer la proximité des services du Conseil Général pour tous les girondins ; Mutualiser les missions déjà territorialisées, renforcer la proximité et la lisibilité de la présence des services du Département.		
Pilotage	Elu : VP DUSSAUT – Chef de projet : AM MONOMAKHOFF Mission pilote : Mission études et prospection		
Partenaires	Pays girondins, communautés de communes et d'agglomération, communes, INET, CG33 : Toutes les DGA en charge de politique d'intervention en faveur de tiers DGSD		
Avancement en 2007	Préparation du cahier des charges. Réponse à l'appel à projet européen ESPON 2013. Ateliers de réflexion interne.		
Bilan 2008	Lancement d'une étude avec l'INET		
Priorités 2009-2011	Publication de l'étude et mise en œuvre des recommandations		

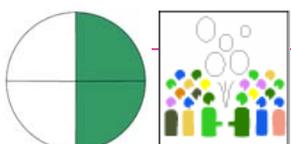
R1.Bis. Solidarité 2010

Objectifs	Actualiser les modes de travail et d'organisation de la Direction Générale Adjointe à la Solidarité dans la continuité d'une présence territoriale forte des services, au plus près des usagers , dans le cadre de la polyvalence qui doit rester le principe de base du travail social, avec la volonté de repenser la relation à l'utilisateur : Regrouper tous les services de la DGAS présents sur le territoire.		
Pilotage	Elus : VP MONCOUCUT – Chef de projet : J-L GRELIER (DGAS) direction pilote : Direction Générale Adjointe chargée de la Solidarité		
Partenaires	Université d'Angers Cabinet en organisation, Université Bordeaux 2, CG33 : DGAS – DGAT – DQG		
Avancement en 2007	Lancement du programme des pôles solidarité (24 établissements sur 5 ans). Validation politique du projet solidarité 2010.		
Bilan 2008	Lancement d'un forum Intranet pour tous les agents de la DGAS sur les valeurs de solidarité du CG ; Cahier des charges pour le partenariat avec l'Université d'Angers : remise à plat des compétences sociales du Conseil Général ; Lancement de l'étude		
Priorités 2009-2011	Elaboration du mode d'organisation territoriale de la DGAS ; Expérimentation sur un ou deux territoires du nouveau mode d'organisation Réécriture des processus d'intervention des missions DGAS : après le « que fait-on » ; « comment le fait-on » ? Elaboration du programme de construction des MDSI		

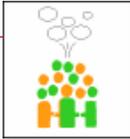
R2. Développement de la consultation des usagers

Objectifs	Systématiser la question de la consultation des usagers en amont ou en aval de modifications envisagées ou apportées à l'organisation des services ou à la mise en œuvre d'un nouveau service ou d'une nouvelle mission ; adapter les modes d'enquêtes et de consultation à tous les types de publics ; expliciter le mode de prise en compte des avis recueillis dans l'évaluation ou la réadaptation des projets ; expliciter les raisons de leur non prise en compte. Rendre compte.	
Pilotage	Elus : VP DUSSAUT – Chefs de projet : MP COLS / J. CHABAUD / S. KEIFF - Directions pilotes : DATDS -DGSD-MA21) direction et mission pilotes : Direction Générales des Services Départementaux et Mission Agenda 21.	
Partenaires	CUB, Conseils d'experts à constituer (Universitaires, consultants), CG33 : Toutes les DGA ; DGSD-MEP ; DGAD-DAT ; DGAS-DEF, DGAT-DTT, DGAS-DPLE	
Avancement en 2007	Premier groupe de travail interne	
Bilan 2008	1 ^{er} Etat des lieux : ressources existantes, expériences (bénéficiaires du RMI, personnes à mobilité réduite pour le schéma d'accessibilité aux transports)	
Priorités 2009-2011	Définition et rédaction d'un protocole intégrant les principes retenus et les procédures adaptées selon les caractéristiques propres des projets (public, type de projet, direction concernée, ...) ; Détermination de quelques actions expérimentales pour mettre en pratique le protocole ; Bilan et généralisation	

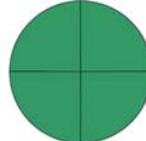
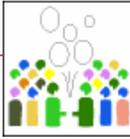
R3. Développement du partenariat en santé : réseau obésité en Gironde et Plan National Nutrition Santé (PNNS)

Objectifs	Positionner de façon plus visible le Conseil général, responsable de politiques de santé publique de prévention, comme acteur de santé complémentaire du système de soins , de proximité et accessible à tous dans le respect des personnes et des règles déontologiques : encourager la mise en place des recommandations du Plan National Nutrition et Santé et signer la charte « Département actif du PNNS »	
Pilotage	Elu : VP MONCOUCUT – Chefs de projet : C STESSIN et E CLEMENT (DGAS-DAS) direction pilote : Direction des Actions de Santé	
Partenaires	Professionnels de santé libéraux, CHU, DDASS, ARH, inspection académique, médecine scolaire, médecine du travail, psychiatrie de secteur adultes et enfants, CPAM, URCAM, MDPH, associations, ISPED (Institut de santé publique), DRASS, Groupement Régional de Santé Publique, Comité régional du PNNS, CG33 : toutes les directions de la DGAS, DGSD-DRH, DGAD, DGAT, DGAC, DGAJ, DGAD-LABSA.	
Avancement en 2007	Copromoteur du réseau santé langage ; Implication dans le réseau périnatal aquitain + réseaux périnataux de proximité, le réseau obésité de l'enfant, le réseau tuberculose gironde, le réseau VIH ville hôpital... Travail de partenariat actif pour l'accompagnement à la santé des publics en situation de précarité Consolidation des réseaux existants. Participation à la rencontre régionale du PNNS du 27/09/07	
Bilan 2008	Participation à la journée organisée par l'ADEA sur le PNNS, et aux journées organisées par la Société Française de Santé Publique à Montpellier, Constitution du dossier d'obtention du label PNNS pour le département de la Gironde ; Signature d'une convention de partenariat avec le réseau RéPOP (réseau de prévention de l'obésité en pédiatrie) 1 ^{er} semestre 2008	
Priorités 2009-2011	Signer la charte « Département actif du PNNS » et mettre en place les actions grâce à la collaboration des directions du Conseil Général.	

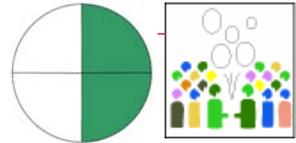
R4. Harmonisation et simplification des aides aux communes et aux structures intercommunales / Mise en œuvre d'un coefficient de solidarité

Objectifs	Redéfinir le soutien aux communes comme levier d'aménagement du territoire et en intégrant les principes de traitement différencié éclairé et responsable, cohérence et simplification portant sur le nombre des interventions, les règles d'octroi des subventions, équité du développement territorial		
Pilotage	Elus : VP DUSSAUT – Guy MARTY – B CASTAGNET – Chef de projet : C. PERTUIS (DGAD-DDT) direction pilote : Direction du Développement Territorial		
Partenaires	CG33 : Toutes les Vice-présidences, Présidences de commission et directions concernées par les aides aux communes, DGSD et DGA, (DGAD-CRIT/DDT, DGAF-DFI, DGSD- ADT ...)		
Avancement en 2007	Diagnostic / Expertise des politiques départementales non contractuelles d'aides aux communes ; Point sur la collecte des informations déjà réalisées		
Bilan 2008	Identification des logiques d'intervention , mise à plat des aides et identification des logiques supports d'un nouveau cadre d'intervention – Simulations. Elaboration des orientations susceptibles de favoriser l'émergence d'un nouveau cadre d'intervention . Visite au Département du Finistère (retour d'expérience).		
Priorités 2009-2011	Mise en place de nouveaux critères d'intervention.		

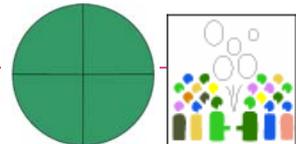
Enjeu 13 Inscrire le développement durable au coeur d'un projet de société plus solidaire en donnant priorité à l'insertion**R5. Systématisation et accompagnement du recours aux emplois des personnes en insertion en agissant sur l'offre et la demande**

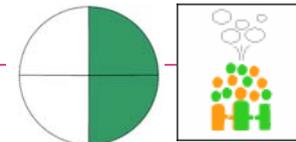
Objectifs	Insérer professionnellement les bénéficiaires du RMI sur un emploi durable (CDD ou CDI de plus de 6 mois) avec un objectif de placement minimum		
Pilotage	Elus : VP TOUZEAU/Hervé GILLÉ – Chef de projet : P. VILLETORTE (DGAS-DPLE) - Direction pilote : Direction des politiques de la Lutte contre l'Exclusion		
Partenaires	CCAS/ MAIRIES/ EMPLOYEURS DU SECTEUR MARCHAND/ DRTEFP/ TRANSFER/ANPE/DDASS ; CG33 : DGAS/DPLE/DATDS ; DGAD en cours/DGSD-DRH		
Avancement en 2007	Intégration dans le projet européen avec objectifs de résultat (suivi, contrôle action /dépenses, résultat attendu/obtenu) : déploiement sur le territoire girondin ; augmentation des capacités d'accueil : 150 pour 2005 et 200 pour 2006 dans le cadre du projet PROGRES (FSE). Déploiement de l'action en cours sur l'ensemble du territoire girondin		
Bilan 2008	7 antennes girondines d'insertion créées, expérimentation de recrutement au travers d'un agent d'intérim. Action qui tend à atteindre les publics les plus éloignés de l'emploi et dans les zones reculées de Gironde . Démarchage important des équipes IOD profitant aux bénéficiaires RMI. Mise en place de tableaux de bords permettant au CG/FSE de suivre et contrôler cette action. Augmentation constante des bénéficiaires du RMI sur cette action et notamment les femmes. Mise en place d'un suivi à plus de 6 mois après signature, par les personnes, d'un CDD ou CDI.		
Priorités 2009-2011	Déploiement du programme pour toucher plus de bénéficiaires.		

R6. Systématisation et accompagnement du recours aux emplois des personnes en insertion en actionnant la clause sociale dans les marchés publics du CG

Objectifs	Créer une synergie entre les entreprises, les acteurs de l'insertion et les structures de l'IAE au bénéfice de l'emploi de personnes en difficulté (bénéficiaires du RMI notamment) et du développement local ; intégrer les clauses sociales dans les marchés du Conseil Général	
Pilotage	Elu : J. TOUZEAU/H. GILLE – Chef de projet :H. MINVIELLE (DGAS-DPLE), direction pilote : Direction des politiques de la Lutte contre l'Exclusion	
Partenaires	Pour la mise en œuvre : CRA, CUB, Réseau Aquitain des Achats Responsables - GARIE + réseaux IAE - CAPEB – FFB (Fédération Française du Bâtiment) – FTP (Fédération des Travaux Publics) Structures de l'IAE, PLIE CG33 : DGAT, DGAD-D2E, DGAF-DAJ, DGAC-DCC, DGAT-DI, DGAS-DPAH, DGAF-DASJ-Bureau de la commande publique, DGAS-DATDS- DGAT-DP, DGSD-Mission Agenda 21	
Avancement en 2007	Création d'un poste de chargé de mission pour accompagner les Directions à l'intégration des clauses sociales et mobiliser les partenaires sociaux	
Bilan 2008	Création d'un guide pour le recours aux clauses sociales (DPLE - Service de la commande publique) ; <u>Bilan fin 2008</u> : 21 marchés selon l'article 14, 7 marchés selon l'article 30, 2 marchés réservés selon l'article 15. Nombre de marchés identifiés avec projet clause d'insertion : 30 ; Nombre d'heures de travail réservées à l'insertion : 50 000 ; Nombre d'heures de travail réalisées par la clause : 12 000. Nombre de personnes en difficulté ayant travaillé par la clause d'insertion : 84 dont 65 bénéficiaires du rmi, 14 Chômeurs longue durée et 5 jeunes peu qualifiés. Part des personnes embauchées dans les SIAE dans le cadre de la clause : 85 %. 17 Structures de l'IAE ont travaillé en 2008 (au 30/09/08) via la clause d'insertion pour plus de 10 000 heures de travail (5 ETTI, 5 Associations Intermédiaires, 1 GEIQ, 1 Régie de quartier, 1 Entreprise d'Insertion, 4 Ateliers Chantiers d'Insertion)	
Priorités 2009-2011	Pérenniser, systématiser sur tous les marchés publics du CG supérieur à 150 000€ l'action et mobiliser les maîtres d'ouvrage publics girondins	

R7. Développement des emplois d'insertion dans les services à la personne

Objectifs	Pérennisation du projet Gisement : faciliter l'accès au marché du travail pour les publics en difficulté en les formant pour accéder plus facilement aux emplois dans les services aux personnes	
Pilotage	Elus : VP TOUZEAU/Hervé GILLÉ – Chef de projet : C. PAULAIS (DGAS-DPLE) direction pilote : Direction des politiques de la Lutte contre l'Exclusion	
Partenaires	DDTEFP. CONSEIL REGIONAL. DDAS. Mutuelles. MSA communes et intercommunalités, CG33 : DGAS-DPAH/DEF. DGAD-DDT, DGAS-MDPH	
Avancement en 2007	2006 : Mise en place de 2 modules de formation d'employé familial polyvalent (30 stagiaires bénéficiaires du RMI) ; formation professionnalisante dans l'aide à domicile ; Projet mise en place module supplémentaire (15 places supplémentaires)	
Bilan 2008	Evaluation et pérennisation du dispositif en lien avec la pérennisation de Gisement Articulation des relations avec les prestataires de service Mise en place de 4 sessions de formation au titre d'employé familial polyvalent, (12 +15 bénéficiaires du RMI ont participé) Mise en place d'une qualification « d'assistant » de vie aux familles et (VAE et/ou VAP) proposée à 12 bénéficiaires du RMI, de novembre 2007 à fin mars 2008 Création d'un groupe de travail interinstitutionnel pour le « <i>développement des emplois d'insertion dans les services à la personne</i> » autour de 3 axes à traiter : information, mobilisation, sélection des publics, (Quelles pratiques développer ?, formation adaptée au public et à la spécificité des métiers, quelles modalités, quels financements ?) Action auprès des employeurs : promouvoir la mutualisation ou toute forme de regroupement.	
Priorités 2009-2011	Pérenniser l'action et envisager de nouvelles modalités d'actions concertées en matière de passerelles entre les bénéficiaires du RMI et les emplois de service aux personnes.	



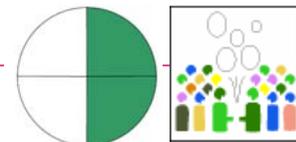
R8. Vers un plan d'actions de prévention et de lutte contre les discriminations

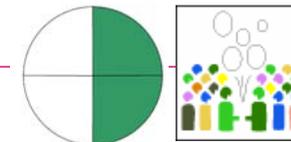
Objectifs	Engager avec les agents du Conseil Général une sensibilisation au processus de discrimination et définir grâce à un travail transversal entre les Directions un plan d'action de prévention et de lutte contre les discriminations à long terme impliquant nos partenaires institutionnels et notre environnement économique
Pilotage	Elus : VP TOUZEAU/ Martine JARDINE – Chef de projet : D. LUBY (DGAS-DPLE-SCAT) direction pilote : Direction des Politiques de Lutte contre l'Exclusion
Partenaires	ANPE, DDTEFP, Boulevard des potes mission Locale de Libourne, Hauts de Garonne - CG33 : DGAD-D2E ; DGAJ-DJEC ; DGAD-DDT ; DGAT-DC ; DGAC-DSVA ; DGAS-DATDS/DPLE ; DGSD-DRH (formation + vigilance dans les pratiques de recrutement) ; DGAF-DASJ ; DGAS-MDPH
Avancement en 2007	Etat des lieux sur le cadre juridique de la lutte contre les discriminations, les institutions et les acteurs de lutte contre ces phénomènes Repérage des acteurs pertinents du groupe de travail interne dans un souci de transversalité
Bilan 2008	Définition d'une formation au management et repérage des agents à impliquer dans la formation action et du relais de formation (DRH et service de la formation) Projet de communication interne sur la question avec les services de Documentation et veille documentaire. Sensibilisation des agents par les outils de communication interne (Parlons-en, Mascaret, Axiales)
Priorités 2009-2011	Réflexion sur une charte pour impliquer les partenaires dans les conventions (Organismes de formation accueillant des bénéficiaires du RMI, PLIE, Dispositif CREAGIR , IAE, Marchés publics) ; Devenir une collectivité pilote dans la lutte contre les discriminations dans les domaines de compétence (insertion, handicap, logement, prévention, collèges...) ; Lancement d'un diagnostic partagé sur l'ensemble du territoire girondin (à présenter au directeur DGAS) : état des lieux, recherche-action sur le territoire ; soutien aux acteurs politique de la ville investis sur cet axe ; Formation du management et des agents. Mobilisation des partenaires territoriaux : 1ere finalité de la Charte Girondine pour un pacte social, citoyen et durable en Gironde, axe prioritaire de la politique de citoyenneté.

Enjeu 14. Promouvoir une meilleure qualité de vie pour les plus démunis

R9. Vers l'agenda 21 familial, un référentiel global

Objectifs	Elaborer un référentiel applicable sur la base du volontariat pour intégrer la gestion du budget familial, l'éco-citoyenneté, le changement des pratiques, le soutien à la fonction parentale, l'inclusion sociale, la prévention de la délinquance, la santé, l'éducation civique.
Pilotage	Elus : VP DUSSAUT/H.GILLE – direction et mission pilotes : MP COLS / J. CHABAUD / J. BOSREDON (DGAS-DATDS , Mission Agenda 21)
Partenaires	CAF, MSA, Associations, CDA21 CG33 : DGAS (toutes les directions), DGAJ, DGAC, DGAD
Avancement en 2007	Action nouvelle. Prévention impayés énergie et eau dans les MDSI et centres sociaux (FSL)
Bilan 2008	Liens avec chantier EDD du CDA21 ; Réunion des partenaires - Etat des lieux des projets existants - Définition des projets retenus dans le cadre de cette fiche action et lancement d'une mission diagnostic et prospective dans le cadre d'un stage : conseillère en économie sociale et familiale (Mama El YAAGOUBI).
Priorités 2009-2011	Elaborer un référentiel et repérer des familles engagées pour « tester » avec les membres du Conseil Départemental des Agenda 21 locaux et les MDSI et acteurs sociaux ; étude de faisabilité sur les actions retenues ; diffusion des expériences en appui des acteurs sociaux volontaires

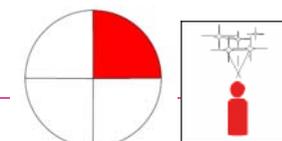




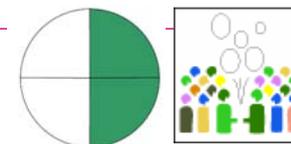
R10. Soumission des subventions et des garanties d'emprunt du logement social et très social à des cibles DD

Objectifs	Développer avec les bailleurs sociaux et les collectivités un parc locatif répondant aux exigences du développement durable tant en termes de conception, de réalisation et d'utilisation : prise en compte systématique de critères d'éco conditionnalité dans la conception et la réalisation des programmes de logements conditionnant l'accès aux aides financières du Conseil Général.
Pilotage	Elus : VP TOUZEAU/ Martine JARDINE – Chef de projet : C. BERTEAU (DGAD-DDT) - direction pilote : Direction du Développement Territorial
Partenaires	Bailleurs sociaux, EPCI, communes ; CG33 : Direction du Patrimoine, DGAS-DATDS, DGSD-Mission Agenda 21
Avancement en 2007	Définition du nouveau règlement d'intervention du CG et des nouvelles exigences en matière de développement durable Organisation de réunions avec les bailleurs en février et mars pour fixer les modalités d'application du critère « maîtrise des charges d'eau et d'énergie » pour 2007.
Bilan 2008	Rencontres individuelles avec chaque bailleur pour évoquer l'évolution de ce critère pour la programmation 2008 : début septembre ; Maintien des critères identiques à la programmation 2007, dans l'attente d'une réflexion plus approfondie en matière d'éco-construction et deuxième génération de critères d'éco-conditionnalité ; Evolution du critère de financement « maîtrise des charges d'eau et d'énergie » pour la programmation 2009
Priorités 2009-2011	Publication du référentiel sur le logement social de qualité en partenariat avec la CUB et application progressive dans les marchés du CG

R11. Intégration des cibles DD dans les conventions avec les partenaires



Objectifs	Partager les critères du développement durable avec les organismes contribuant à la mise en œuvre de services publics ; Susciter dans ces organismes une démarche qualité ; Encadrer et contrôler l'utilisation des fonds affectés à ces missions
Pilotage	Elu : VP DUSSAUT – Chef de projet : Mme SAM-GIAO (DGAF-DASJ) direction pilote : Direction de l'Administration et Sécurité Juridique
Partenaires	Associations, entreprises, partenaires conventionnés, collectivités locales ; CG33 : DGAS-DPLE; DGAS-DPAH; DGAT-DTT ; DGAJ-DJEC; DGSD-Mission Agenda 21; DGAF-DFI ; DGAD-D2E ; DGAC-DCC
Avancement en 2007	
Bilan 2008	<i>Action difficile à mettre en place</i> car il n'y a pas de centralisation des conventions – Responsabilité de chaque Direction. Evolution des conventions dans le sens du Développement Durable mais pas d'harmonisation.
Priorités 2009-2011	A définir

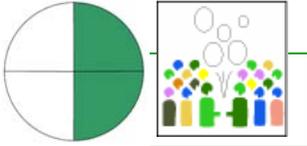
R12. Soutien aux actions collectives de médiation sociale autour d'une autre consommation

Objectifs	<p>Soutenir des projets d'économie solidaire portant sur des actions de valorisation des personnes et de développement de potentiels d'activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> -redéfinir une politique et les dispositifs autour de l'aide alimentaire visant à préserver la dignité et la citoyenneté des personnes, passer d'une logique de distribution à une démarche éducative et responsable -renforcer les partenariats avec les porteurs de projet et inciter à la mise en place d'actions respectant ces principes -mettre en place des réseaux et soutenir méthodologiquement et financièrement des actions s'appuyant sur les logiques de l'économie sociale et développer en particulier les épiceries solidaires -travailler sur des apprentissages (jardinage, cuisine, modes d'achats) renforçant l'autonomie des personnes.
Pilotage	Elus : VP TOUZEAU/ Martine JARDINE – Chef de projet : P VILLETORTE / MP COLS (DGAS-DPLE/DATDS) direction pilote : Direction des Actions Territorialisées et développement social et direction des politiques de lutte contre l'exclusion
Partenaires	Expert ou consultant (Université), Associations d'économie solidaire développant des actions favorisant la promotion, l'éducation, l'autonomie des publics, Mairies, Associations caritatives, Association de jardinage ; CG33 : DGAD-DAT; DGSD-Mission Agenda 21; DGAS-DPLE
Avancement en 2007	Lancement de la démarche : analyse des potentialités de chaque territoire, réflexion et redéfinition des dispositifs départementaux dans le domaine de l'aide alimentaire ; réflexion sur l'évolution des pratiques sociales.
Bilan 2008	Expérimentation et accompagnement d'une mise en place de plusieurs épiceries sociales : Eysines/Bordeaux/Blanquefort/Médoc... ; Accompagnement à la création d'un jardin de Cocagne à Ambarès (Biosève) ; Partenariat avec les jardins d'aujourd'hui pour former les référents insertions et des usagers à l'agriculture potagère ; Ateliers cuisine sur l'AGI rive gauche ; Utilisation de la CAPED pour le financement des achats sur l'épicerie de Bordeaux St Michel.
Priorités 2009-2011	Consolider les actions en cours ; Accompagner de nouveaux projets.

Ouvrir, valoriser et préserver nos ressources culturelles et naturelles

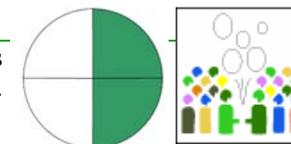
Enjeu 15. Mieux connaître les attentes, les évolutions et les pressions qui s'exercent sur notre environnement naturel

O1 : Création d'un centre de ressources et d'information sur l'eau

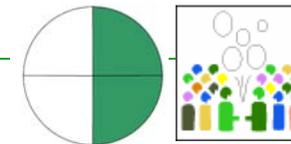
Objectifs	Permettre une meilleure lisibilité et une plus grande efficacité de la politique départementale sur la gestion de l'eau en créant un outil d'aide à la décision destiné aux élus et services du Département pour assurer la valorisation et la mise à disposition de l'information sur l'eau	
Pilotage	Elu : VP RENARD – Chef de projet : C GAFFORY (DGAD-DAT) –Direction pilote : Direction de l'Aménagement du Territoire	
Partenaires	Agence de l'Eau, BRGM, EPTB, Région Aquitaine, collectivités maîtres d'ouvrage dans le domaine de l'eau, CG33 : DGAC-DET ; DGAD-D2E/DDT ; DGAF-DITS	
Avancement en 2007	Rencontre du SMEGREG pour organiser la coordination en matière de gestion de données ; Elaboration d'un premier catalogue des données disponibles en interne ; réflexion sur les ressources / outils informatiques pertinents	
Bilan 2008	Création d'un Espace Collaboratif sur l'Eau pour appuyer les missions d'assistance aux tiers extérieurs, servir de relais d'information (perspective de la semaine sur l'eau 2009) et favoriser le suivi partagé de dossiers transversaux en interne (mise en service en janvier). La proposition d'espace collaboratif paraît répondre aux attentes des maîtres d'ouvrage sur l'alimentation en eau potable et l'assainissement. Intégration prévue des données issues de l'étude eau potable dans le système actuel (pilote Inf'Eau).	
Priorités 2009-2011	Mise en service de systèmes de télé déclaration permettant l'alimentation du système par les maîtres d'ouvrages interrogés (2 ^{ème} semestre 2009) Alimentation et animation du centre de ressources sur l'eau via l'espace collaboratif.	

O2. Création d'un observatoire partagé des paysages et du patrimoine

Fusionne avec la O19. Définition d'une nouvelle approche partagée du patrimoine



Objectifs	<p>Développer les connaissances sur le(s) paysage(s) et suivre leur évolution à travers la collecte, la mise en valeur et la diffusion des données : échanger, communiquer afin de constituer un réseau de partenaires. Sensibiliser tous les publics au moyen d'outils adaptés. Elaborer des outils d'aide à la décision.</p> <p>Fédérer autour de l'observatoire les opérateurs existants et à venir de démarche paysagère.</p>
Pilotage	<p>Pilotage : Vices Présidents et Présidents de commissions, élus en charge de l'environnement, de la communication..., DGSD – DGAC – DGA concernées, élus, partenaires extérieurs</p>
Partenaires	<p>Comité technique partenarial : Etat : DIREN, DDE, DDAF, DRAC, éducation nationale, Ecole de l'Architecture et du Paysage de Bordeaux, collectivités, Etablissements publics, Chambres consulaires, Associations.</p> <p>Comité technique : interne au CG33, composé de représentants des directions suivantes : Direction de l'environnement et du Tourisme, Direction de la Culture, Direction des infrastructures, Direction de l'Aménagement du territoire, Direction du développement Territorial, Archives départementales, Direction de l'informatique, des télécommunications et du système d'information, Direction du développement économique, Agence d'Appui au développement Territorial, Mission Agenda 21 et le CAUE de la Gironde..</p>
Avancement en 2007	<p>Mise en place d'un comité technique et d'un groupe de pilotage, chargés de la mise en œuvre et du suivi de l'Observatoire, réunions du comité technique, recueil informations et documents, recherche financement, contacts porteurs de projets liés à l'Observatoire, rédaction cahier des charges + lancement de la consultation</p>
Bilan 2008	<p>Etude pour l'élaboration d'une méthodologie relative à la construction de l'observatoire confiée à l'Ensap (consultation des services du CG33, définition d'une méthode de sélection de sites d'observation et d'un protocole d'observation, test de la méthode sur le territoire du libournais). Début de collecte de données pour l'observatoire (accompagnement CGJ commission envt, territoire du libournais). Participation à la création d'un réseau d'acteurs du paysage en Aquitaine et participation au réseau Midi Pyrénées.</p> <p>Définition d'une politique plus globale d'intervention sur le paysage</p>
Priorités 2009-2011	<p>Mise en place progressive de l'outil informatique (base de données) et site internet de l'observatoire ; collecte, saisie, et traitement et analyse des données ; Réalisation d'outils de sensibilisation et de communication, de programmes de formation, d'actions pédagogiques en milieu scolaire, création d'événements culturels, création d'un annuaire des acteurs du paysage.</p> <p>Fin 2011 : Bilan évaluation, réorientation éventuelle des dispositifs en fonction des résultats des bilans/évaluation. Elargir la prise en compte du Paysage dans les projets, sur la base d'éléments objectivés (y compris projets menés par le CG).</p>

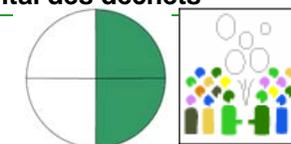


O3. Création d'un observatoire de la biodiversité

Objectifs	Développer les connaissances sur la biodiversité , organiser et faire connaître le suivi de son évolution ; maintenir et améliorer la qualité biologique du territoire de la Gironde pour préserver l'intégrité de sa biodiversité ; accompagner l'essor de la gestion du patrimoine naturel ; Adapter le montant de la TDENS à l'essor des politiques
Pilotage	Elu : VP RENARD – Chef de projet : F. DUPUY (DGAC-DET) direction pilote : Direction de l'Environnement et du Tourisme.
Partenaires	CBN, CELRL, DIREN, CAUE, Agence de l'eau, Communes & Intercom, entreprises privées, CM, ONF Associations, DET+CAUE + Entreprises privées : paysagistes, pépinières + PNRLG, DIREN, DDAF, DDAR, Région, Conservatoire des races menacées d'Aquitaine, ONC, LPO, SEPANSO, MHN de Bordeaux , Fédération régionale des chasseurs, CSRPN, Universités, Chambre agriculture, CELRL, CRPF, ONF. CG33 : DGAD/DAT, DGSD/MA21
Avancement en 2007	Création du Conservatoire Botanique National Sud Atlantique ; Etat des lieux sur la conservation des races animales domestiques menacées ; Définition d'un Observatoire de la diversité faunistique et de la connectivité de ses habitats (notion de corridor écologique) ; Etude de potentialité de mise en place d'un observatoire des espèces invasives ayant un impact sur le milieu aquatique.
Bilan 2008	Mise en œuvre d'une réflexion avec l'Etat et la Région pour la création de l'outil Observatoire de la biodiversité : Compilation des données, mise en forme et validation des données, stockage et restitution, début d'inventaire départemental du patrimoine naturel
Priorités 2009-2011	-Schéma départemental des espaces naturels sensibles (élaboration d'une Stratégie foncière départementale des espaces naturels, charte des ENS, stratégie départementale sur Natura 2000, définition d'un réseau départemental, objectifs de gestion et les modalités de suivi/évaluation de l'état de conservation des habitats et des espèces), -Contribuer à la préservation des 5 Réserves naturelles, des Zones humides, partager et intégrer la nécessité de préserver la biodiversité dans les espaces considérés « de nature ordinaire », -Inciter les collectivités (communes et communautés de communes) à gérer des espaces naturels et à intégrer les finalités de la préservation de la biodiversité dans le cadre d'une démarche Agenda 21

O4. Évaluation environnementale des plans et programmes départementaux (directive 2001-42-CE) : application au plan départemental des déchets

Objectifs	Evaluer les impacts environnementaux des politiques, programmes et dispositifs d'aides aux collectivités , selon les domaines considérés (voir ordonnance 2004-489 du 03/06/2004). Affiner ou corriger, préciser ou réorienter des politiques, programmes ou dispositifs d'aides aux collectivités en fonction de l'évaluation des impacts environnementaux <u>mesurés</u> et de l'état de l'environnement.
Pilotage	Elu : VP RENARD – Chef de projet : L. VITRY (DGAC-DET) direction pilote : Direction de l'Environnement et du Tourisme
Partenaires	Les partenaires des différents programmes CG33 : Direction Qualité Gestion, Mission Agenda 21, DGAD-DAT-SET
Avancement en 2007	Recensement de tous les plans et programmes départementaux susceptibles de relever de l'ordonnance 2004-489 : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Nappes profondes de Gironde (responsable : DAT/SET), Programme d'action pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates : programme P029 « Traitement des effluents » et « Modernisation des exploitations » (responsable : DAT/SAGES).
Bilan 2008	Suivi environnemental du Plan de gestion des déchets ménagers et assimilés et réflexion sur les indicateurs environnementaux et leur reproductibilité.
Priorités 2009-2011	Création du groupe de travail pour : faire le point sur les démarches menées par les services en charge des plans et programmes recensés, définir des objectifs et une méthode de travail, définir un calendrier prévisionnel. Réalisation d'une étude pour mettre en place une procédure d'évaluation et de suivi environnemental autonome et reproductible (méthode, tableaux de bord et indicateurs) pour tout plan ou programme départemental concerné ou amené à être concerné. Mise en place, au sein de chaque direction concernée, des procédures d'évaluation et de suivi environnemental à la lumière de l'expérience du Bureau de la Maîtrise Environnementale.

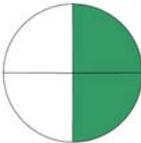
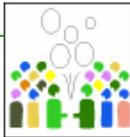


Enjeu 16. Agir pour préserver les ressources naturelles avec les Girondins

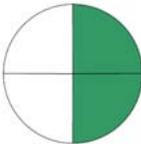
O5. Des plans d'actions territoriaux pour les espaces naturels

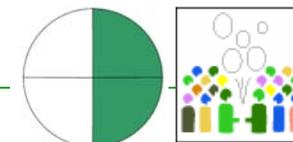
Lancement d'une démarche sur les bords de la Garonne en 2007 – Action rapprochée de l'observatoire de la biodiversité (O3).

O6. Elaboration d'un programme d'accès aux ENS pour les personnes à mobilité réduite

Objectifs	<p>Favoriser l'accessibilité des personnes handicapées aux espaces naturels, y compris les plages et contribuer à la prise en compte des personnes handicapées dans les animations sur les espaces naturels</p> <p>Intégrer les Espaces Naturels dans une stratégie de marketing touristique (notamment écotouristique) dans le cadre du nouveau schéma départemental du tourisme</p> <p>Créer une offre touristique globale girondine accessible aux personnes handicapées dans le cadre du nouveau schéma départemental du tourisme et du projet d'Agenda 21 du tourisme girondin.</p>	 
Pilotage	Elu : VP RENARD – Chef de projet : F. GRISSER (DGAC-DET) direction pilote : Direction de l'Environnement et du Tourisme	
Partenaires	ONF ; Conseil Régional ; Etat ; Collectivités territoriales ; associations environnementales, touristiques, de handicapés ; CDT, Conservatoire du littoral. CG33 : DGAC-DET ; DGAS-DEF ; DGAJ-DJEC ; DGAJ-Dicoll ; DGAT-DTT ; DGAS-DPAH.	
Avancement en 2007	Réalisation d'une étude sur « l'accessibilité du littoral aux personnes handicapées » menée par l'ONF. Proposition en septembre 2007 d'un projet test sur le Petit Nice porté par l'ONF.	
Bilan 2008	<p>Elargissement de l'étude menée par l'ONF par une réflexion menée au sein du SAETT par une stagiaire ENGREFE pendant 5 mois et demi sur l'accès handicapé des ENS (8 sites étudiés)</p> <p>Proposition d'une hiérarchie des sites au regard du label « tourisme et handicap » et proposition d'un site test pour 2009 à savoir la lagune de Contaut (proposée au BP 2009)</p> <p>Aménagement pilote d'accès handicapé du Petit Nice par l'ONF attendu suite à la révision nécessaire du PLU de la Teste.</p>	
Priorités 2009-2011	<p>Proposition d'aménagement handicapé de la lagune de Contaut courant 2009</p> <p>Proposition d'animations en direction des mal entendants sur l'Ile Nouvelle dès le printemps 2009 + autres propositions (notamment ouverture à tous les publics de la forêt de Migelanne sur les communes de Saucats, la Brede et Martillac).</p>	

O7. Orientation prioritaire des aides sur des pratiques agricoles durables

Objectifs	<p>Renforcer le soutien aux pratiques agricoles durables. Lancer une réflexion pour identifier des territoires prioritaires sur lesquels des améliorations pertinentes et pérennes des modes de production seront proposées. Les objectifs poursuivis sont d'économiser la ressource en eau, de maîtriser les pollutions diffuses et de favoriser la biodiversité de la faune et de la flore.</p>	 
Pilotage	Elu : VP GLEYZE – Chef de projet : ML BOCCARDO / M.CRETE (DGAD-DAT) direction pilote : Direction de l'Aménagement du Territoire.	
Partenaires	Agence de l'eau, Etat, Europe, Conseil Régional, associations de protection de l'environnement, OPA, syndicats de bassin versant, CG : DGAC-DET; DGSD-Mission A21, DGAD-SET	
Avancement en 2007	Lancement de l'action.	
Bilan 2008	Soutien à la réalisation d'un diagnostic de territoire sur le bassin versant de l'Engranne porté par la Chambre d'Agriculture. Participation au bilan intermédiaire de l'étude inondation sur le bassin versant des coteaux Macariens : phase diagnostic.	
Priorités 2009-2011	Accompagnement des initiatives individuelles et des projets de territoire menant à une orientation vers des pratiques agricoles durables selon les modalités définies par le CG33. Lancement d'une étude de définition des territoires prioritaires à enjeux agricoles spécifiques et élaboration de plans d'actions locaux pertinents.	

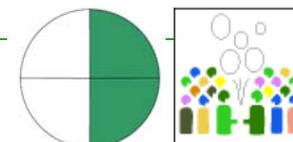


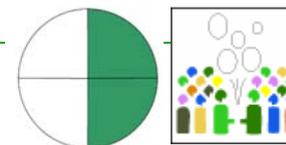
O8. Systématisation des diagnostics d'économie d'eau sur les réseaux, les bâtiments publics

Objectifs	Réalisation de diagnostics des réseaux d'alimentation en eau potable afin d' améliorer et de pérenniser leur fonctionnement. Amélioration du suivi des consommations d'eau dans les bâtiments publics.
Pilotage	Elu : VP RENARD, Chef de projet : JM MARTIN (DGAD-DAT) direction pilote : Direction de l'Aménagement du Territoire.
Partenaires	Collectivités/SMEGREG/CUB/AEAG, CG33 : DGAJ-DC, DGAF-DP
Avancement en 2007	Etude pilote sur les collèges et sur les bâtiments départementaux. (Réalisation de 80 études diagnostics (2/3 des communes du Département sur celles situées en zone centre du SAGE)).
Bilan 2008	Elaboration du guide sur la gestion et la maîtrise de la consommation d'eau dans les collectivités ; Définition d'un programme de soutien aux collectivités qui développent une approche globale de gestion de l'eau ; Création de la Cellule d'Appui Technique pour l'Eau Potable (CATEP) ; Mise en application un site pilote : un collège de Pessac. Expérimentation « économie d'eau » à l'échelle du Pays Cœur entre Deux Mers. Application du SAGE nappe profonde : 80 maîtres d'ouvrage (2/3 des communes du département) doivent réaliser des études diagnostics de leurs ouvrages de production, traitement et distribution de l'eau potable avant la fin 2010. En août 2007, 18 audits sont terminés et 17 en cours, sur la partie modélisation du fonctionnement, 13 études sont terminées et 4 en cours et sur la partie sectorisation et recherche de fuites, 8 sont terminées et 6 en cours
Priorités 2009-2011	Poursuivre le programme et renouveler l'expérimentation sur 1 autre pays. Généraliser les audits et études sur tout le patrimoine départemental (dont collèges) = comité de suivi des économies d'eau sur le patrimoine départemental = semaine de l'eau 2009 + renforcer la sensibilisation et inciter aux comportements aquacitoyens des girondins. Création d'un comité de Pilotage "Patrimoine CG" avec les Directions Patrimoine, Collèges et DAT + propositions au BP 2009 ; possibilité de financer le matériel hydroéconome pour les particuliers

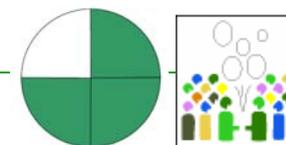
O9. Facilitation de la coopération des syndicats de gestion des eaux pour atteindre les objectifs du SAGE Nappes profondes en matière d'économie d'eau et de recherche de solutions alternatives

Objectifs	Réduction des prélèvements dans les nappes profondes à hauteur de 30 millions de m ³ par an dont 15 par économies d'eau et 15 par substitution de ressource (SDAGE) Trouver des ressources de substitution et veiller globalement à orienter les prélèvements d'une ressource déficitaire (nappes profondes) à la ressource non déficitaire
Pilotage	Elu : VP RENARD – Chef de projet : C LADURELLE (DGAD- DAT) direction pilote : Direction de l'Aménagement du Territoire.
Partenaires	CLE, SMEGREG, CUB, Agence de l'Eau, EPCI et communes à Maîtrise d'Ouvrage d'Approvisionnement en Eau Potable, CG33 : DFI-DAJ
Avancement en 2007	Mise à l' étude d'un schéma départemental pour la mise en oeuvre des solutions structurantes pour l'Alimentation en Eau Potable (SMEGREG). Réalisation d'une étude juridique et économique de faisabilité pour la création d'une structure départementale.
Bilan 2008	Après l'étude, l'idée d'une structure départementale de gestion n'est pas retenue, l'accent est mis sur la mutualisation et la création des structures de gestion par territoire . Réalisation de l'étude et des prospections sur le terrain (essais de pompage) par la Lyonnaise des Eaux dans les secteurs de Portets, Podensac et Barsac.
Priorités 2009-2011	Résultats de l'étude du procédé "bi'eau" de la Lyonnaise des eaux pour l'approvisionnement de la CUB (1er trimestre 2009). Concertation entre le CG33 et la CUB pour proposer un organe de régulation des ressources de substitution : il s'agit d'obtenir une répartition équitable des ressources entre la CUB et les territoires hors CUB et de mettre en place des modalités pratiques de compensation des surcoûts d'accès à l'eau pour permettre une tarification de la fourniture d'eau supportable par tous les abonnés de Gironde.



O10. Coordination de la mise en œuvre du Plan Départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de la Gironde

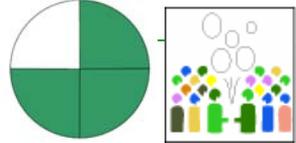
Objectifs	Créer une organisation départementale regroupant toutes les structures ayant la compétence du traitement des déchets ménagers et assimilés afin de réaliser des actions communes à tous et d'optimiser les coûts de traitement ; Appliquer le Plan de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Gironde ; Viser une péréquation des coûts de traitement des déchets sur l'ensemble du territoire.
Pilotage	Elu : VP RENARD Chef de projet : F. ARPIN/L.VITRY (DGAC-DET) direction pilote : Direction de l'Environnement et du Tourisme
Partenaires	Cabinet juridique Matharan, Structures publiques en charge du traitement des déchets CG33 : DASJ/SAJA
Avancement en 2007	Accord de principe sur l'organisation départementale et le regroupement des collectivités girondines. Analyse des différents modes d'organisation départementale. Choix du syndicat mixte d'études et proposition de projet de statuts.
Bilan 2008	Adoption des projets de statuts par les structures publiques en charge du traitement des déchets et par l'Assemblée Départementale : 14 membres (dont le Conseil Général) sur 17 ont délibéré pour adhérer au syndicat mixte, représentant plus de 90% de la population girondine .
Priorités 2009-2011	Création du Syndicat mixte départemental d'études ; lancement d'études pour la mise en œuvre du Plan : étude de recherche des sites de traitement et de stockage prévus par le Plan, étude sur le transport alternatif des déchets.

O11. Classement de tout le patrimoine forestier départemental en éco-certification "gestion durable des forêts"

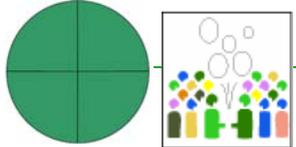
Objectifs	Eco-certification du domaine forestier départemental et intégration des pratiques dans les cahiers des charges pour l'exploitation, y compris les forêts du Conservatoire des Espaces Littoraux et des Rivages Lacustres
Pilotage	Elu : VP GLEYZE – Chef de projet : F. DUPUY (DGAC-DET) direction pilote : Direction de l'Environnement et du Tourisme.
Partenaires	CTBA, Organisme certificateur, ONF, AFNOR CG33 : DAT, Mission Agenda 21
Avancement en 2007	Rencontre avec l'ONF et le CIBA
Bilan 2008	Certification de tout le domaine forestier départemental (label PEFC)
Priorités 2009-2011	Pérennisation de la certification après 5 ans ; Ouverture des forêts au grand public comme espaces naturels ; Réviser les documents d'aménagement et de gestion en intégrant la dimension biodiversité à l'objectif de production

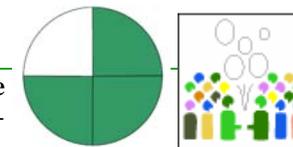
Enjeu 17. Promouvoir l'éco-citoyenneté et éduquer, former et informer tous les publics pour un développement durable.

O12. Lancement d'un appel à projet pour les Agenda 21 de collèges

Objectifs	Impulser la mise en place d' Agenda 21 de collèges sur la base d'un référentiel concerté en interne et externe (négociable et adaptable par chaque établissement) Faire du nouveau contrat de chauffage (maîtrise des consommations d'eau et d'énergie), un levier de sensibilisation et d'actions des collèges vers un « Agenda 21 » (dont volet « pédagogique »)	
Pilotage	Elu : VP MAROIS – Chef de projet : M COURTE (DGAJ-DC) J. BOSREDON (DGSD-Agenda 21) direction et mission pilote : Direction des Collèges, mission Agenda 21.	
Partenaires	Collèges, Exploitants, Education Nationale/Rectorat, Inspection Académique, DRDJS, ADEME, Conseil Régional, CUB, Comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté, Conseil Départemental des Agenda 21, universités, Comité 21. Association d'éducation populaire et d'éducation alternative (ligue de l'enseignement, GRAINE d'Aquitaine, CREAQ, Petites débrouillards, HSEN...) CG33 : DC, DJEC (CGJ), DP, DET, DSA, DAS-PMI, DRH, DAT, Mission Agenda 21, DJEC, DRT.	
Avancement en 2007	Analyse de l'existant (contrat de chauffage, prévention et tri des déchets) Concertation interne des directions concernées et analyse des interventions et politiques du Département liées directement et indirectement aux collèges et à l'éducation nationale. Lancement du premier appel à projet pour les Agenda 21 de collèges. Rédaction et diffusion à tous les collèges d'un référentiel Agenda 21 (Rectorat, Ademe, Comité 21) en cohérence avec la CUB et la Région.	
Bilan 2008	Accompagnement de l' expérimentation sur les 11 collèges volontaires avec les partenaires associatifs ; constitution d'un groupement d'associations qui s'auto-forme ; 2^{ème} appel à projet (clôture des candidatures en décembre 08) : objectif de 10 nouveaux collèges . Signature d'une convention partenariale CUB – Conseil Régional – Conseil Général sur la coordination institutionnelle pour l'éducation pour un développement durable.	
Priorités 2009-2011	Accompagnement et évaluation des démarches en cours. Poursuivre l'accompagnement à de nouveaux établissements scolaires. Mise en place d'un Conseil Départemental des Agenda 21 scolaires piloté par le Rectorat de Bordeaux. Mise en œuvre du programme d'actions commun sur l'EDD défini dans le cadre de la convention CG-CRA-CUB et de l'Agenda 21 du réseau.	

O13. Des billets courants verts pour l'éducation à l'environnement et à l'éco citoyenneté des jeunes et des collégiens

Objectifs	Rendre plus accessible aux jeunes et aux collégiens l'éducation à l'environnement et à l'éco-citoyenneté par le biais d'aides financières aux projets pédagogiques développant ces thématiques ; Déclencher au sein des établissements des projets pouvant intégrer ou introduire les futurs Agenda 21 de collège.	
Pilotage	Elu : VP RENARD – Chef de Pojet : J. DUFOUR (DGAC-DET) – direction pilote : Direction de l'Environnement et du Tourisme.	
Partenaires	Inspection Académique, Graine Aquitaine, une quinzaine d'association d'éducation à l'environnement bénéficiaires du dispositif CG33 : DGAC-Dir Culture ; DGAJ-DJEC	
Avancement en 2007	Actualisation du dispositif « Billets courant vert » et information des établissements scolaires concernés.	
Bilan 2008	Bilan du dispositif à compter du printemps 2009 et élargissement aux centres de loisirs (CLSH) à envisager d'ici fin 2009	
Priorités 2009-2011	Intégrer ce dispositif dans une politique plus large en faveur de l'écocitoyenneté, l'éducation à l'environnement et le DD regroupant l'ensemble des dispositifs départementaux (clubs environnement, billets courant vert...).	

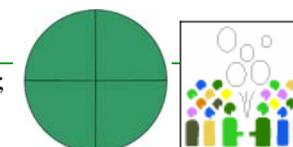


O14. Lancement d'une campagne départementale sur la "Prévention des déchets"

Objectifs	Mettre en œuvre le volet sur la prévention des déchets du plan départemental des déchets en soutenant les actions d'éducation et de responsabilisation des habitants , en faveur d'une production éco-responsable, d'achats éco-responsables, d'une utilisation éco-responsable et les actions d'évitement à la collecte. Changement des comportements.
Pilotage	Elu : VP RENARD – Chef de Projet : F. ARPIN / L SALAUN (DGAC-DET) direction pilote Direction de l'Environnement et du Tourisme.
Partenaires	Membres de la commission consultative du Plan, réseau maîtres composteurs, Conseil Régional, Education nationale, ADEME CG33 : DGAC-Dircom ; DGAS-DATDS ; DGAJ-DC, Mission A21, DGAC-DCC, DGAJ-DC
Avancement en 2007	Création d'un label et d'un slogan prévention à l'échelle départementale ; Création supports de communication (site Internet, espace partagé, magazines locaux...) ; Création et diffusion du guide pratique CG33 ; la campagne média sur la suppression des sacs de caisse et la Charte pluriacteurs.
Bilan 2008	Campagne de Communication grand public sur la Prévention (avec un focus sur les 18-35 ans) ; campagne composteur, formation et mise en réseau de maîtres composteurs. Campagne dématérialisée http://www.lesecomatismes.com/
Priorités 2009-2011	Poursuite de la mise en oeuvre du plan prévention ; mobilisation des habitants pour des changements de comportement. Suivi des impacts de la campagne sur la production de déchets ; Relance régulières de campagnes d'information. Dématérialisation avec les petites collectivités, formation des ambassadeurs du tri, développement des partenariats notamment dans le cadre de l'éducation à l'environnement.

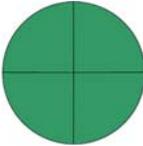
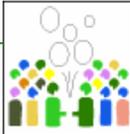
O15. Définition collective de principes pour des manifestations durables en Gironde

Objectifs	Intégrer le développement durable au cœur des stratégies de communication des associations ou collectivités rencontrant le public ; Développer, soutenir les projets, manifestations participant au projet de développement durable du territoire. Co-construire une charte regroupant préconisations et bonnes pratiques pour la gestion et le déroulement des manifestations.
Pilotage	Elu : VP DEXPERT, Chef de Projet : E. DES GARETS (DGAC)/G. TUDAL (DGSD-Agenda 21) direction et mission pilote : Direction Générale Adjointe Chargée de la Culture, Mission Agenda 21.
Partenaires	Collectivités : Artigues, Blanquefort, Pays cœur entre 2 mers, Pessac, Pays de la Haute Gironde, CC Bourg, CC Estuaire, CC du Réolais, CC Cubzagais, Pays des Landes de Gascogne, Pays Bassin, CUB, CC du Vallon de l'Artolie, Organisateurs de manifestations en capacité de transférer / mobiliser d'autres acteurs du territoire : Music' Action, Drop de béton, Musiques de nuits, Rock School de Barbey, Concordia, Atlantic Aventure, Via La Rue ; Têtes de réseau départementales : RAMA, Ligue de l'enseignement, UFOLEP 33, USEP33, CDOS, IDDAC ; Membres du Copil du CDA21 : DDJS, ADEME, Conseil Régional CG33 : Mission A21 ; DGAC- DIRCOM ; DGAJ-DSA ; DGAC-DCC ; DGAJ-DSA ; DGAC-DET, DGAC-DRP
Avancement en 2007	Lancement de l'action – Premiers groupes de travail inter-services.
Bilan 2008	Orientation prioritaire de l'Agenda 21 du réseau girondin : partenariat régional (CRA, ADEME, CG), Convention avec l'association Meduli Nature, mise en place de <u>15 sessions</u> de formation avec la collaboration des collectivités, <u>175 personnes touchées</u> , suivi de 5 festivals par un régisseur développement durable , Publication et diffusion du guide pratique et de la charte girondine – Lancement d'un appel à projet – Questionnaire « manifestations responsables » dans tous les dossiers du CG33.
Priorités 2009-2011	Poursuivre la sensibilisation des acteurs locaux, pérenniser les expérimentations, mettre en place un réseau départemental lié à un réseau régional et aux autres réseaux régionaux. Intégrer des critères dans le cadre des manifestations conventionnées ; Glisser vers des Agenda 21 de structures d'animations ; Promouvoir l'Agenda 21 de la culture.

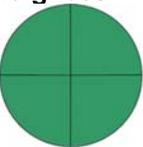


Enjeu 18. Favoriser l'ouverture et la découverte des richesses culturelles de la Gironde

O16. La Consolidation du Parcours Professionnel Artistique et Culturel

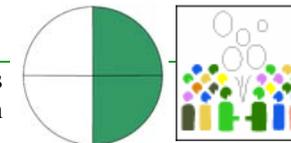
Objectifs	Mettre en place les outils proposés par le groupe d'artistes du dispositif Itinéraires de Réalisations Artistiques : Baliser les conditions de réussite d'un projet artistique professionnel notamment des RMIstes. Accompagner, viabiliser et sécuriser les projets artistiques individuels jusqu'à leur réalisation, au plus près de leur spécificité. Mobiliser et responsabiliser le secteur professionnel autour de l' insertion économique et sociale des porteurs de projets.	 
Pilotage	Elu : VP DEXPERT – Chef de projet : S. GAUTHIER /C. CAUDRON (DGAC-DCC) direction pilote : Direction de la Culture et de la Citoyenneté	
Partenaires	IDDAC, ANPE, DDTEFP, AFDAS, DRAC, Missions Locales, CRA, CRESS Aquitaine, CG33 : DPLE	
Avancement en 2007	Mise en place de l'Action expérimentale « <i>Itinéraire de Réalisation Artistique</i> » : Constitution d'un groupe d'artistes témoin, du groupe des entreprises culturelles partenaires. Elaboration des outils : grille d'évaluation, protocole d'accompagnement. Structuration du dispositif définitif.	
Bilan 2008	Evolution des IRA vers les parcours de consolidation pour <u>25 artistes</u> porteurs de projets. Recrutement d'une structure coordinatrice de l'action. Recrutement d'un prestataire de formation informatique. Recrutement d'intervenants pour journées de formation thématique.	
Priorités 2009-2011	2011 : Mise en place de la convention de professionnalisation ; Négociations avec les autres partenaires dans le cadre du Fond Social Européen 2010-2013	

O17. Extension à d'autres publics du dispositif « billets courant d'art » pour favoriser l'accès à la culture de personnes qui en sont éloignées

Objectifs	Faciliter l'accès aux pratiques culturelles de personnes éloignées de la vie culturelle et favoriser la découverte complète de la vie culturelle par des parcours organisés pour les publics des MDSI : participation à des spectacles, ateliers de pratique, rencontres avec des artistes, visites de lieux... Co-construction des parcours par le Conseil Général (DCC, DATDS, MDSI), l'IDDAC, les structures culturelles, les partenaires sociaux (centres sociaux, associations d'accompagnement social) et les usagers	 
Pilotage	Elu : VP DEXPERT – Chef de Projet : D. BIONDINI (DGAC-DCC) direction pilote : Direction de la Culture et de la Citoyenneté	
Partenaires	partenariats externes : centres sociaux, associations du secteur social, associations et opérateurs culturels CG33 : DGAC – DCC, DGAS – DATDS, DGAD – DTT, IDDAC	
Avancement en 2007	Concertation avec les partenaires et expérimentation	
Bilan 2008	<u>12 parcours réalisés</u> (4 en 2007 en expérimentation, 8 en 2008) : entre 5 et 7 actions par parcours, 120 à 150 personnes touchées. <u>8 MDSI</u> , <u>6 structures d'accompagnement</u> social et <u>10 partenaires culturels</u> ont participé aux parcours 2007 et 2008.	
Priorités 2009-2011	Bilan – évaluation des premiers parcours Pérenniser le dispositif	

O18. Partage de l'outil Artothèque avec les collèges, les MDSI et l'Hôtel du Département

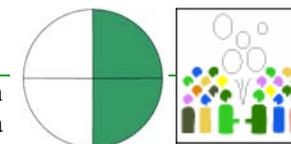
Objectifs	Prendre en compte et valoriser la création artistique girondine ; Favoriser le rapprochement entre les créateurs, les territoires et les populations, développer des projets innovants ; Etendre ce dispositif en constituant un réseau d'échange, de partage et de mutualisation des connaissances et des expériences relatives à la création artistique en Gironde.
Pilotage	Elu : VP DEXPERT – Chef de Projet : F. ALEXANDRE-CHAPIN (DGAC-DCC) direction pilote : Direction de la Culture et de la Citoyenneté
Partenaires	DRAC, Inspection Académique, Rectorat, IUFM, Associations, Médiathèques, Artistes, animateurs, Médiathèques, publics, Association Nouaison, Etablissements scolaires, médiathèques, organismes divers, DRAC, Inspection académique, associations arts plastiques et visuels, BDP, MDSI, Collège de Véric - association d'Asques et d'Ailleurs - Archéopole, IDDAC. CG33 : DATDS, DGSD-Mission TIC ; DGAF-DITS, DIRCOM, DGAC-DCC, DGAS, BDP, services techniques, DPLE.
Avancement en 2007	Projet pilote de création d'animations et d'échanges d'expériences entre les médiathèques de St Médard en Jalles, Gujan-Mestras et Blanquefort autour de l' artothèque virtuelle ; Gestion directe des emprunts d'œuvres par Nouaison-Résidence d'Artistes dans le cadre de l'artothèque-relais ; Délivrance progressive de codes d'accès à l'attention des emprunteurs identifiés dans le cadre de projets pédagogiques ; Pré-figuration d'un projet liant des associations de plasticiens et des associations maîtrisant la fabrication de l'image à l'attention des scolaires et publics élargis.
Bilan 2008	Organisation de la commission d'acquisitions d'œuvres de l'artothèque . Extension des réseaux des médiathèques autour de l'artothèque virtuelle et des projets ; développement des projets habituels de diffusion et de médiation de l'artothèque. Constitution d'un groupe test de MDSI autour de la réception de l'art actuel à partir des animations et des artistes de l'artothèque. Réactualisation logiciel pour rétablissement d'accès aux salles 3D et interactivité.
Priorités 2009-2011	Projet d'éducation à l'image à l'attention des collèges (présenté à la fête des collégiens juin 08). Programme de relogement des œuvres de l'artothèque. Rédaction des fiches et notices de l'artothèque virtuelle intégrant la clause sociale.

**O19. Définition d'une nouvelle approche partagée du patrimoine**

FUSIONNE avec la O2- Observatoire partagé du paysage

Enjeu 19. Favoriser le développement d'un tourisme durable en Gironde et le faire savoir**O20. Élaboration d'un Agenda 21 du tourisme girondin**

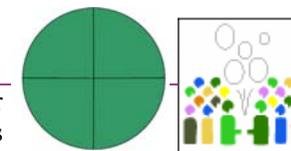
Objectifs	Elaborer, dans le cadre du nouveau schéma d'aménagement et de développement touristique, un Agenda 21 du tourisme girondin en associant les Pays, les offices de tourisme et syndicats d'initiative, les hébergeurs, les prescripteurs... développement économique à partir des recommandations de la charte européenne du Tourisme durable et du schéma départemental du tourisme.
Pilotage	Elu : VP RENARD – Chefs de Projet : J.-F. DESSERT/ G. FRANCOIS (DGAC-DET-CDT) direction pilote : Direction de l'Environnement et du Tourisme.
Partenaires	Pays, UDOTSI, les labels (Gîtes de France, Clévacances, Logis de France) les fédérations, les offices du tourisme, les chambres consulaires, les professionnels et l'Université. CG33 : DGAD-DAT, DGAD-DDT, CDT, Mission Agenda 21.
Avancement en 2007	Elaboration du Schéma de développement touristique de la Gironde : concertation interne et concertation partenariale. Lancement des premiers groupes de travail interne.
Bilan 2008	Mise en place d'un groupe de travail partenarial (opérateurs et collectivités), appels à contribution auprès des membres du groupe, analyse croisée des priorités du schéma départemental avec les priorités de l'Agenda 21 du tourisme européen, mise en débat des priorités
Priorités 2009-2011	Présentation de l'Agenda 21 du tourisme girondin aux assises du tourisme (mars 2009) Mise en œuvre et suivi.



Nourrir les volontés et le changement des pratiques individuelles et collectives par l'exemplarité et la mutualisation des expériences

Enjeu 20. Sensibiliser et informer les agents, les services, les partenaires et les Girondins

N1. 5 Défis internes pour réduire notre empreinte écologique



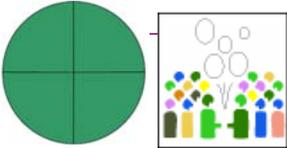
Objectifs	Détecter collectivement des « bonnes pratiques » individuelles et collectives et les valoriser. Impulser une dynamique positive autour du « faire ». Mobiliser des agents pour l'élaboration et la diffusion d'un guide ; Impliquer le site central de Mériadeck et les antennes territoriales (des MDSI, DDE, collègues et collégiens ...)
Pilotage	Elu : VP RESPAUD – Chefs de Projet : E LOEB/ R HEITZ / F. RIVES et J CHABAUD / J. BOSREDON (DGSD-MA21/DRH) direction et mission pilotes : Direction des Ressources Humaines (communication interne), Mission Agenda 21.
Partenaires	ADEME, CREAQ, SMEGREG, CG33 : DGSD-SG, DGAT-DP-DI, DGSD-DRH-Comm Interne, DGAC-DET
Avancement en 2007	Premiers groupes de travail inter-services. Définition de la campagne 5 défis lancée officiellement en 2007 en présence de Nicolas VANNIER. Engagements en peinture (mur de « mains » dans les salons de l'hôtel du Département) 1 ^{ère} semaine consacrée à l'énergie (novembre 2007) : expositions, démonstration, conférences, visites du site.
Bilan 2008	Bilan quantitatif et qualitatif de la campagne par défi : relevé des compteurs et restitution aux Elus et Agents du CG33 – Résultats : défi papier atteint (8 ramettes par agent en 2006, 7 en 2007, <u>150 arbres équivalent épargnés</u> – défi déplacement : <u>47% des agents abonnés à TBC</u> (objectif de 50%) – défi déchet : <u>75 tonnes de papier récupéré</u> (objectif 100 tonnes) – défi Eau et Energie : relevés en cours. « Prix du Management public » de la Gazette des communes 2008 pour cette campagne de communication interne (janvier 2008) Définition et affichage d'une stratégie interne marquant la volonté institutionnelle : objectifs, cibles, supports, calendrier, moyens techniques et financiers => Initialisation de la Campagne 5 défis via Flash 33 : défis Eau, énergie, déchets, papier et déplacement : identification des pratiques « phares » à faire évoluer et d'objectifs stratégiques pour l'institution
Priorités 2009-2011	Poursuite des défis. Création et diffusion d'un livret de valorisation des expositions thématiques

N2. Développement de la formation action aux bonnes pratiques

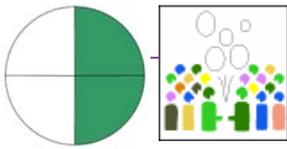
Action menée dans le cadre de l'Action N1- 5 Défis internes pour réduire notre empreinte écologique

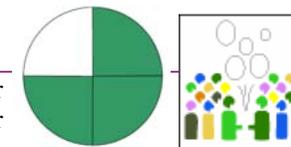


N3. Création d'un trophée Agenda 21 pour les bonnes pratiques DD en Gironde (particuliers, entreprises, scolaires, associations et collectivités) (événement)

Objectifs	Favoriser le repérage et l'expérimentation de projets innovants en matière de Développement Durable portés par les girondins. Encourager la diffusion des projets pilotes et des pratiques « exemplaires » menées par des acteurs girondins : « Organiser la contagion » et partager les expériences. Amorcer des réseaux d'acteurs locaux impliqués sur le champ de l'innovation et de l'expérimentation développement durable	
Pilotage	Elu : VP KEISER – Chef de projet : J BOSREDON – Comité pilote : Comité de suivi opérationnel de l'Agenda 21	
Partenaires	partenariats externes : (ADEME, DIREN, Académie de Bordeaux, DDJS, Chambres consulaires, ...) CDA21. CG33 : DGAC-Dircom; DCC, DGAD ; DGAJ -DSA / Dicoll / Djec ; DGSD-ADT ; DGSD-DRH-Doc, Com Interne ; DGSD-DRH / DE	
Avancement en 2007	Définition d'un groupe de travail (comité technique interne) pour identifier le système de management de l'appel à projet. Lancement du premier appel à projets Trophées Agenda 21 : <u>80 candidatures</u> .	
Bilan 2008	2 ^{ème} édition des trophées, 5 catégories distinguées : Associations, entreprises, collectivités, particuliers, établissements scolaires en 2008, 3 distinctions par catégories (trophée (distinction de 1.500€), coup de cœur, mention spéciale). Mise en place d'un jury partenarial. Lancement d'un marché auprès des artistes girondins pour la réalisation des trophées remis aux lauréats. Valorisation des candidatures et des lauréats dans le classeur des bonnes pratiques en Gironde (action N4) et dans les supports de communication du Département	
Priorités 2009-2011	Poursuite du concours annuel en ouvrant une nouvelle catégorie pour les entreprises soutenues dans le cadre du dispositif CREAGIR 33 (V-I 12)	

N4. Géo référencement des bonnes pratiques en Gironde et recueil des guides "utiles" avec mise en ligne internet

Objectifs	Favoriser la diffusion des projets exemplaires . Permettre la mutualisation de ces bonnes pratiques. Promouvoir la diffusion du développement durable à l'échelle départementale à partir d'un repérage territorial des initiatives. Favoriser l'accès à l'information sur la prise en compte du DD dans les projets territoriaux . Favoriser la montée en expertise et l'autonomie des girondins .	
Pilotage	Elu : VP DUSSAUT – Chef de projet : J BOSREDON – mission pilote : Mission Agenda 21.	
Partenaires	ADEME, DIREN, Chargés de mission Agenda 21, CUB, CRA, CDA21. CG33 : DGAD-DAT ; DGAD-CRIT; DGAD-DDT ; DGSD-ADT ; DGSD-DRH-Doc ; DITS	
Avancement en 2007	Lancement de l'action et du groupe de travail interne – Géoréférencement des opérations réalisées avec les 3 critères DD du Conseil Général (stage de Anaïs MARSAN)– classeurs des réalisations exemplaires. Recensement de référentiels et guides et diffusion à la demande	
Bilan 2008	Recensement des bonnes pratiques sur le territoire girondin Ouverture de l' espace collaboratif CDA21 (400 membres) et mise en ligne de documents et référentiels. Poursuite du recensement et enrichissement des classeurs des réalisations exemplaires en Gironde.	
Priorités 2009-2011	Création de l'outil de Géoréférencement. Actualisation de la base de données Mise en ligne sur le portail www.gironde.fr pour une accessibilité grand public	



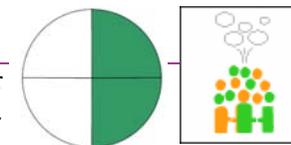
N5. Réalisation de fiches techniques thématiques adaptées pour chaque public et des fiches projets exemplaires

Objectifs	Permettre la mise en action des principes et des valeurs du DD par la constitution de bases de données vivantes ; Montrer et expliquer comment « on peut faire » et lutter contre les idées reçues (plus lourd, plus cher...) en valorisant des exemples concrets réalisés ; Créer de l' émulation entre les acteurs girondins et faciliter les transferts d'expériences en Gironde.
Pilotage	Elu : VP KEISER – Chef de projet : J BOSREDON – mission pilote : Mission Agenda 21.
Partenaires	ADEME, membres du CDA21 ; CG33 : Toutes les directions – DGSD-ADT ; DGSD-DRH-Doc ; DGSD-DirCom.
Avancement en 2007	Lancement du groupe de travail interne.
Bilan 2008	Définition de la notion de « projets exemplaires » et de « bonnes pratiques » en Gironde (objectifs, type d'actions, gouvernance, impacts ...), des publics destinataires (collectivités ... voire autres). Création de <u>60 fiches</u> , sur la base du recensement des initiatives des membres du CDA21 et de l'appel à projets liés aux trophées de l'Agenda 21, mise en ligne pour le 5 décembre 2008.
Priorités 2009-2011	Alimentation et actualisation de la base de données.

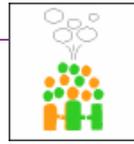
Enjeu 21. Etre exemplaire sur le mode de fonctionnement interne (démarche de qualité)

N6. Développer l'e-administration

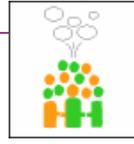
Objectifs	Mieux connaître et répondre plus efficacement aux demandes des citoyens. Faciliter les relations avec nos partenaires. Développer des échanges numériques avec les collectivités et les fournisseurs. Accélérer les marchés, les traitements des dossiers de subventions. Faciliter et rendre plus lisibles les actions des Conseillers Généraux
Pilotage	Elu : VP KEISER –Chefs de projet : N. LAURENT / P. CAMBOURS (DGAF-DSI) – Direction pilote : direction du système d'information
Partenaires	Etat, EPCI, CRA, organismes nationaux, associations. CG33 : toutes les directions
Avancement en 2007	Consultation de l'état civil (Tables décennales et actes) à partir du site internet des Archives Départementales. Recouvrement des prestations médicales avec la carte VITALE. Expérimentation de la dématérialisation de la gestion des temps des agents. Consultation dématérialisée des délibérations par les élus et les agents. Lancement des Espaces Collaboratifs ; Sensibilisation des élus et des agents aux TIC et à l'e-administration.
Bilan 2008	Mise en œuvre du portail avec décentralisation de la saisie dans les directions. Suivi dématérialisé des courriers signalés pour la DGAD. Déploiement d' Espaces Collaboratifs (9 espaces collaboratifs – 600 accès sécurisés) . Lancement de l' Extranet Collèges (optimisation des relations entre les collègues et le Conseil Général grâce à une plate-forme d'échanges d'informations favorisant la dématérialisation : documents, plans, formulaires de demandes et suivi des demandes). Dématérialisation du traitement des demandes de subventions en intranet. Sensibilisation des agents aux TIC et à l'e-administration, en particulier par les Matinales. Prototype de Bureau Virtuel des Elus . Participation aux groupes de travail du PASI (Pôle Aquitain pour la Société de l'Information).
Priorités 2009-2011	Déploiement de l'Extranet Collèges. Suivi dématérialisé des courriers signalés pour les directions de la DGSD. Développement des espaces collaboratifs (Bureau virtuel des élus, déchets Sapiens, eau, estuaire, etc.). Extranet Social : dans le domaine de l'action sociale, faire circuler les informations plutôt que les personnes en utilisant les TIC. Expérimentation de la dématérialisation des flux de bulletins de salaire vers la paie départementale. Suite de la participation aux groupes de travail du PASI (Pôle Aquitain pour la Société de l'Information). Réflexions de groupes de travail interne sur les besoins et une stratégie « système d'information » globale par la définition et la mise en œuvre du schéma directeur du système d'information orienté e-administration



N7. Organisation d'un accès aux informations internes dématérialisées pour tous les agents du Conseil Général

Objectifs	Augmenter le nombre potentiel d'agents pouvant accéder à « <i>Mascaret</i> » (intranet CG33). Identifier si un contenu spécifique doit être préparé pour les nouvelles populations accédant à Mascaret. Mettre en ligne de nouvelles populations suivant une stratégie de communication globale. S'organiser pour rendre l'information accessible à ceux qui n'utiliseront pas Internet (réduction de la fracture numérique).		
Pilotage	Elu : VP RESPAUD – Chef de projet : D. POUROL (DGSD-DRH-Com Interne) – direction pilote : Direction des Ressources Humaines		
Partenaires	CG33 : DGAJ-DC, DGAS-DAGMS, DGAS-DPLE, DGAS-DATDS		
Avancement en 2007	Premières réunions internes.		
Bilan 2008	Mise à disposition de bornes d'accès dans les MDSI et d'autres antennes territorialisées		
Priorités 2009-2011	Sécuriser l'accès externe à Mascaret, puis l'autoriser.		

N8. Mise en œuvre d'une "Mission de transmission" pour les personnes partant à la retraite et les mobilités internes

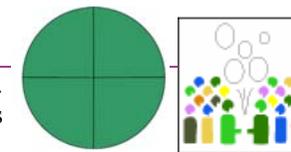
Objectifs	Promouvoir la capacité d'adaptation à des situations de travail différentes de celles d'aujourd'hui et à des emplois plus qualifiés. Révéler des capacités d'initiative inemployées . Développer des connaissances acquises à ce jour non mobilisées au regard de l'activité de la direction. Favoriser une mobilité interne plus solidaire au regard des besoins fondamentaux. Favoriser une promotion interne plus construite autour des prises de postes qualifiés.		
Pilotage	Elus : VP RESPAUD – Chef de projet : A-M. VILLENAVE (DGSD-DRH) direction pilote : Direction des Ressources Humaines		
Partenaires	DGAJ-DC, DGAJ-DET, DGAS-DAGMS, DGAS-DPLE, mission agenda 21.		
Avancement en 2007	Lancement de l'action – Mise en place de Tutorat avec les anciens pour transmission des savoirs. Développement des stages d'immersion		
Bilan 2008	Repérage des secteurs à risque et analyse des forces et faiblesses des agents en place. Réflexion sur le legs que peut faire le « retraitant » : quels outils – procédures de travail. Expérimentation sur des cas concrets de remplacements à effectuer Construire des parcours professionnels avec des agents ayant vocation à des changements de grade ; Finaliser les procédures de travail en collaboration avec la DQG afin de mettre en place des guides de procédures ; Construire un document définissant les étapes clés de la prise de fonction ; Mettre en place des communautés de pratiques favorisant la rencontre de personnes afin d'échanger sur des expériences professionnelles et constituer ainsi un réseau		
Priorités 2009-2011	Poursuite et renforcement du recours au contrat d'apprentissage et bourses d'études, objectifs : 15 contrats d'apprentissage et déjà 6 tuteurs formés, 7 bourses d'étude pour 2009. Séminaires internes sur la culture institutionnelle, les bonnes pratiques administratives et projets structurants.		

N9. Expérimentation de la certification ISO 9001 sur un dispositif du CG : le contrat de développement durable

En 2007 :

1ere rencontre avec l'AFNOR. Diagnostic du processus, ressources humaines, satisfaction partenaires dans le cadre de l'évaluation de la première génération des contrats de développement durable. Evaluation de la politique Territoriale de Développement Durable.

Cette action est abandonnée, elle rejoint l'action D12 et la mise en œuvre de la nouvelle politique Territoriale citoyenne et durable du Département.



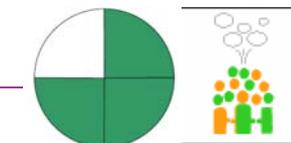
N10. Définition d'un plan d'action santé environnementale

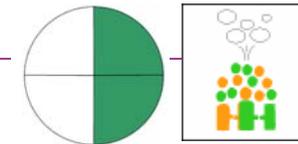
Objectifs	Rédiger avec les partenaires de la santé et de l'hygiène le cahier des charges d'un marché « diagnostic de santé durable ». Sensibiliser les agents sur les questions de santé au travail . Diagnostic : recenser les produits et les pratiques. Améliorer nos pratiques sur des sites pilotes. Etendre cette démarche à l'ensemble des services du Département .
Pilotage	Elu : VP RESPAUD – Chef de projet : G. TUDAL (DGSD-MA21) - mission pilote : Mission Agenda 21.
Partenaires	Cabinet de consultants spécialisés (Association Habitat Santé Environnement), fournisseurs et prestataires. CG33 : DGSD- MA2, DGAD-Labsa, DGAJ-DC, DGSD-DRH-MT, DGSD-DRH-CHSC, DGAS-DAGMS, DGAS.
Avancement en 2007	Lancement d'un marché « Santé et exemplarité au Conseil Général » pour 3 sites : un immeuble (Croix du Palais), un collège (Cadillac), imprimerie départementale en vue modernisation du service en 2008.
Bilan 2008	Réalisation de 4 diagnostics et suivi : <u>80 agents</u> d'entretien formés à 3 reprises au nettoyage écologique et sain des locaux, conférence sur la qualité de l'air intérieur (100 participants), réduction du nombre de produits d'entretien disponibles (15 au lieu de 150) , 15 jours d'exposition sur l'action intégrée à une démarche globale éco-citoyenne de l'institution, création d'un jardin d'intérieur à vocation 'purification de l'air intérieur' du nouvel hôtel du Département : économie financière liée aux nouvelles méthodes d'entretien (-50% envisagé sur 2 ans) ; Expérimentation au Collège de Cadillac : nettoyage écologique des locaux intérieurs et des extérieurs, <u>formation de 10 agents TOS</u> à 2 reprises, communication et sensibilisation des enseignants et des élèves, témoignage du collège vers ses pairs.... Imprimerie départementale : Substitution des produits les plus nocifs, amélioration du stockage des produits chimiques et de la gestion des déchets, obtention de la marque Imprim'Vert en janvier 2008. Introduction de critères de santé environnementale dans les contrats d'Aménagement des écoles .
Priorités 2009-2011	Etendre le nettoyage écologique à tous les collèges (6 collèges en 2009) et introduire des critères de santé environnementale dans la 2 ^{ème} génération des critères de Développement Durable et dans la politique habitat ainsi que dans tous les bâtiments accueillant du public, envisager l'action dans les MDSI et autres antennes territorialisées ; intégrer la problématique dans la construction et la réhabilitation de bâtiments.

Enjeu 22. Etre exemplaire dans nos déplacements : mettre en œuvre le plan de déplacement des agents (professionnels et domicile travail)

N11. Incitations à l'utilisation des transports collectifs pour les trajets domicile-travail

Objectifs	Favoriser explicitement l' utilisation de tous les transports en commun au détriment de l'usage individuel de l'automobile. Volonté départementale affirmée dès 1994 (parking insuffisant par rapport à la demande).
Pilotage	Elu : VP RESPAUD – Chef de projet : M CONGOSTE / Y BONNENFANT (DGSD-DRH). Direction pilote : Direction des Ressources Humaines
Partenaires	CUB et Préfecture, AOT et leurs opérateurs (SNCF, Citram, Connex).
Avancement en 2007	Enquête auprès de <u>230 agents</u> de Mériadeck habitant hors CUB (résultats remis fin août) Achat de vélos pour prêt aux agents (8 demandes en 2006) Lancement du défi déplacement en septembre 2007. objectif = 50% des agents se rendant sur la CUB en utilisant le réseau des Tram/Bus
Bilan 2008	Décembre 2008 : relevé des compteurs du défi déplacement : 47,3% des agents travaillant sur l'agglomération bordelaise utilisent les transports en commun (44% en 2007). Ouverture d'une plate-forme interadministrative de covoiturage (http://www.moijecovoiture.com/ septembre 2008) : CUB, Mairie de Bordeaux, CR Aquitaine, CG33 et Préfecture (<u>5.000 emplois sur Mériadeck, 15.000 agents</u>) ; prestataire : Ecolutis Sensibilisation des agents aux enjeux de la mobilité durable lors de Semaine Européenne de la Mobilité depuis 2006, en partenariat avec la CUB, Auto'com, la Petite Reine, la Police Municipale... une semaine d'exposition visites démonstrations dans le cadre des 5 défis en septembre 2008.
Priorités 2009-2011	Mise en place de l'offre Modalis pour les agents hors CUB. Communication sur la plateforme de covoiturage. Sensibilisation et communication interne des agents et des élus.



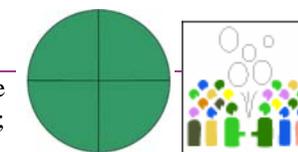


N12. Diminuer les émissions de gaz à effet de serre des véhicules du Département

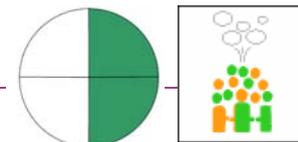
Objectifs	Etre exemplaire dans les déplacements professionnels des agents : moins de voiture, plus de modes de déplacement « doux » ; Diminuer le coût des déplacements professionnels, en favorisant la mutualisation du parc véhicule à l'échelle de l'institution ; Diminuer les émissions de gaz à effets de serre liés aux déplacements professionnels
Pilotage	Elu : VP RESPAUD – Chef de projet : P. NADAL (DGAT-DP) direction pilote : Direction du Patrimoine
Partenaires	ADEME CG33 : DGSD-DRH, Y. Bonnenfant (DITS), mission Agenda 21 et tous utilisateurs de véhicules.
Avancement en 2007	Mutualisation des véhicules de service sur le site de Mériadeck Renouvellement partiel du parc de véhicules en 2007 priviliégiant les véhicules les moins émetteurs de CO2 (baisse de gamme des voitures).
Bilan 2008	Achat d'un véhicule hybride pour le Président. Lancement de la consultation pour rélier l'étude de notre parc du CG et de la DDE (qui sera intégré en 2010) et de son optimisation
Priorités 2009-2011	Etablir un système performant de gestion du parc ; Poursuivre le renouvellement du parc en privilégiant les petits véhicules les moins émetteurs des gaz à effet de serre ; Prendre en compte les résultats et les préconisations du bilan carbone de l'institution

Enjeu 23. Etre exemplaire sur la politique d'achat en définissant des règles d'achat responsable pour objectiver et maîtriser les besoins

N13. Intégration des critères de développement durable dans tous les achats du Conseil Général



Objectifs	Prise en compte des critères « développement durable » et exemplarité de l'Institution en interne et en externe ; Multiplication de fournisseurs qualifiés pour diversifier et consolider les offres à des prix concurrentiels ; Réduire les coûts grâce à la concurrence ; Sensibilisation du personnel administratif à la nécessité de consommer plus durablement les fournitures
Pilotage	Elu : VP GAUBERT – Chef de projet : B. BOURREC / JY BOUTET (DGAF-DASJ / MA21) – Direction pilote : direction de l'administration et sécurité juridique
Partenaires	ADEME ; HSEN ; Réseau Aquitain des Achats Responsables CG33 : toutes les directions qui réalisent des achats, Mission Agenda 21, DGAC-DRP-Dircom interne et externe, DASJ-SCP
Avancement en 2007	Délibération sur les Achats responsables permettant d'introduire des critères de développement durable dans les cahiers des charges des marchés (Vote de l'Assemblée Départementale, Décembre 2005) Création d'une procédure interne « Fiche verte achat » analysant <u>tous les marchés</u> à l'aune de critère de Développement Durable - préalable indispensable à la publication sur la plateforme des marchés publics (visa mission Agenda 21) ; Recensement des achats départementaux et qualification des critères de Développement durable adaptés par produits ; Recensement des produits non conformes / à améliorer (en cours)
Bilan 2008	Obtention des Trophées de la commande publique (groupe le Moniteur et achat public info), Catégorie « achats durables » - Remise des Trophées le 27 novembre 2008 à Paris au salon des maires – <u>430 marchés concernés</u> de octobre 2006 à août 2008.
Priorités 2009-2011	Consolider et renforcer l'intégration des cibles Développement Durable - préalable indispensable à la publication sur la plateforme des marchés. Augmenter le niveau d'exigence en prise avec les réalités des fournisseurs et des maîtres d'œuvre, surtout locaux. Recensement des MAPA et introduction des critères dans les marchés à paraître, transfert du visa au service de la Commande Publique ; Analyse par type de marché en MAPA de la pertinence des critères utilisés et augmentation du niveau d'exigence ; Opérations de communication autour de ces engagements



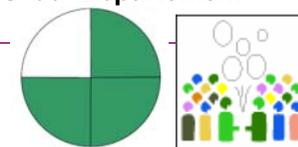
N14. Suivi des consommations des fournitures administratives

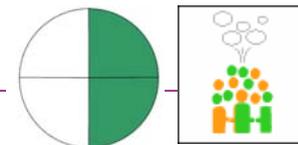
Objectifs	Suivre les quantités consommées, en évaluer le coût global à l'année ; mesurer l'écart global constaté entre les dépenses réelles et le budget prévisionnel à travers les écarts liés au volume, à la quantité ou au prix.
Pilotage	Elu : VP GAUBERT – Chef de projet : M. SAM GIAO / B. BOURREC (DGAF-DASJ) direction pilote : Direction de l'administration et Sécurité Juridique
Partenaires	CG33 : Economat et service de la commande publique de la DASJ ; Mission Agenda 21
Avancement en 2007	Lancement de l'action.
Bilan 2008	Identifier les achats « responsables » dont on peut suivre la consommation par les services ou les biens ou fournitures impactés par une démarche « développement durable » <u>Campagne 5 défis</u> : défi papier et défi déchets : objectif d'économie d'une ramette par agents atteint ; <u>diminution de 20 %</u> des coûts d'achat de papier lié aux changements de produit ; Publication de l'étude « fournitures courantes responsables » ainsi que d'une liste de fournitures courantes intégrant le DD. Communication auprès des services.
Priorités 2009-2011	Bilan, analyse et information des services sur leur consommation et les écarts constatés (notamment par rapport à une moyenne)

Enjeu 24. Etre exemplaire sur les pratiques d'investissement en appliquant des politiques exigeantes sur les questions de l'insertion, de déchets, d'eau et d'énergie sur tout le patrimoine tout en recherchant une diminution des coûts globaux

N15. Évaluation de l'application et la contribution des 10 critères d'éco-conditionnalité à la réalisation des grandes priorités du Département (insertion, eau, déchets et énergie)

Objectifs	Définir et hiérarchiser les grands objectifs des plans et programmes départementaux (plan départemental des déchets ménagers et assimilés, SAGE Nappes profondes, plan départemental de l'insertion) ; Evaluer l' adéquation et la pertinence des critères d'éco-conditionnalité aux regards des grandes priorités départementales ; Définir des niveaux de performance adaptés pour encadrer et promouvoir la réalisation des plans et programmes départementaux
Pilotage	Elu : VP DUSSAUT – Chefs de projets : JY BOUTET/J CHABAUD - mission pilote : Mission Agenda 21
Partenaires	Etat, CRA ; CG33 : Toutes les directions
Avancement en 2007	1 ^{er} Bilan quantitatif et qualitatif de l'application de la mesure dans le cadre de l'aide aux collectivités et sur les maîtrises d'ouvrage départementales. Proposition d'évolution de la mesure en renforçant les incitations à aller vers les cibles énergétiques et clause sociale . Lancement d'un marché pour réaliser le bilan et les perspectives de la mesure en 2007 (infructueux)
Bilan 2008	Définition de l'éco-construction comme orientation prioritaire de l'Agenda 21 de réseau – groupe de travail dédié à la cohérence des dispositifs d'éco-conditionnalités, articulé avec celui du Plan Climat Régional Organisation d'un atelier sur l'éco-construction et les éco conditionnalité de la Région ; Analyse du dispositif régional et européen et déclinaison girondine pour le BP 2008
Priorités 2009-2011	A définir dans le cadre du 2 ^{ème} programme d'actions de l'Agenda 21 Evolution des critères de conditionnalité durable à débattre dans le cadre des conférences Territoriales pour la mise en œuvre de la politique TCD. Evolution des critères, renforcement du conseil et du contrôle.



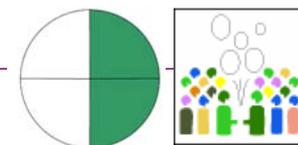


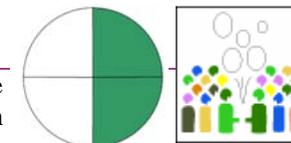
N16. Application des cibles HQE dans les constructions nouvelles du Département et communication

Objectifs	Améliorer les performances environnementales des constructions du CG 33 ; Lancer les premières opérations en certifications NF Démarche HQE®
Pilotage	Elu : VP GAUBERT – chef de projet : M. IPUTCHA (DGAT_DA) direction pilote : Direction de l'Architecture.
Partenaires	ALE, ADEME, Réseaux nationaux des bâtisseurs responsables, CAUE, organisations professionnelles. CG33 : Toutes les directions « Bâtisseuses », Mission Agenda 21
Avancement en 2007	Délibération pour l' introduction de critères de développement durable dans les investissements du Conseil Général votée à l'unanimité (décembre 2005) Introduction de la Fiche verte dans les procédures de validation des marchés publics pour les constructions du département
Bilan 2008	Recensement des opérations en cours dans les directions « bâtisseuses » avec niveau de performance environnementale et tableau de suivi ; proposition d'un profil environnemental type pour servir de cadre à l'expression d'exigences plus précises. Une opération en certification NF-HQE® au stade programme (domaine de Certes). Lancement d'une consultation d'AMO pour l' élaboration d'un référentiel de Qualité Environnementale et Sociale des Bâtiments du Département (novembre 2008) L'objectif affiché dans l'Agenda 21 était de 80% des bâtiments du CG en HQE. Avec 14 opérations en démarches HQE, <u>50% des investissements</u> sont effectivement HQE fin 2008.
Priorités 2009-2011	Adoption du référentiel HQEES en Commission Permanente. Généralisation de la démarche sur 80% des opérations sous Maîtrise d'Ouvrage Départementale. Communication par des fiches « Bonnes pratiques » au fur et à mesure de la réalisation des opérations Elaboration du référentiel en mobilisant les directions concernées.

N17. Intégration des cibles de développement durable dans l'exploitation des collèges

Objectifs	Mettre en œuvre les politiques du Conseil Général, en priorité sur l'eau, les déchets, l'énergie au travers d'un contrat de chauffage et de gestion des fluides ; Objectif : réduire de 25% les émissions de gaz à effet de serre en 10 ans , grâce une gestion partagée des fluides, économiser les ressources (-10% sur l'électricité et - 25% sur l'eau potable)
Pilotage	VP MAROIS – Chef de projet : V. MORIN (DGAI-DC) – Direction pilote : direction des collèges
Partenaires	Collèges + Exploitants ; CG33 : DGSD-Mission Agenda 21 ; DGAT-DP ; Service Environnement
Avancement en 2007	Analyse de l'existant ; Montage d'un nouveau marché d'exploitation de chauffage et de gestion des fluides
Bilan 2008	Attribution et mise en œuvre du marché d'exploitation ; Pose des compteurs à partir de l'été 2007 et fin au 1 ^{er} trimestre 2008 ; Mise en œuvre d'un suivi de facturation des énergies , d'un suivi des indicateurs de performance ; Affichage énergétique des bâtiments ; Actions de sensibilisation auprès des collèges ; Réalisation du premier bilan des performances Résultats en 2008 : 1.654k€ HT investis (<u>20% du montant marché engagés</u>) ; 194k€ an de charges économisées (<u>38% objectif global</u>) soit 14% de l'attendu sur 10ans
Priorités 2009-2011	Mise en place des plans de prévention. Affichage énergétique des bâtiments. Mise en œuvre d'un suivi de facturation des énergies. Mise en œuvre d'un suivi des indicateurs de performance. Mise en œuvre des actions de sensibilisation auprès des collèges. Réalisation du premier bilan des performances. Mise en place d'une plateforme d'échanges et d'information entre le Conseil Général et les collèges. Clôture de la tranche ferme du plan de progrès. Lancement de la deuxième tranche conditionnelle du plan de progrès.

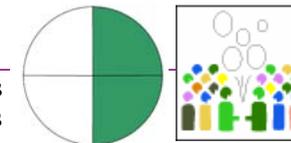


N18. Développement des économies d'énergie sur l'ensemble des bâtiments départementaux existants

Objectifs	Connaître précisément les consommations d'énergies et d'eau des bâtiments départementaux. Développer des outils de <u>suiti</u> , de <u>mesure</u> et d' <u>alerte</u> de dépassement par télé-comptage. Dégager les marges de manœuvres . Fixer des objectifs en matière de réduction des consommations et les afficher. Etablir un programme de réduction à court et moyen terme
Pilotage	Elu : VP GAUBERT – Chef de projet : P. MATHIEU (DGAT-DP) – Direction pilote : direction du patrimoine
Partenaires	ADEME, ALE, autres collectivités, Espaces infos énergies... CG33 : Direction des collèges, Direction du Patrimoine et mission agenda 21, Comité technique Energies
Avancement en 2007	13 % d'économies ont été réalisées entre 2005 et 2006 et et encore 7,4 % d'économies de 2006 à 2007 (à saison égale). En 2007, la consommation moyenne annuelle équivalait à 165 kW/m ² , dans le cadre des 5 défis pour réduire son empreinte écologique, l' engagement a été de baissér à 150 kw/m² soit -5 % . Et pour mieux faire, il faut d'abord connaître toutes les consommations : fiches des consommations des 136 sites suivis par des contrats de chauffage et engagement d'un bureau d'étude / affichage énergétique des bâtiments de plus de 1000m ² .
Bilan 2008	Poursuite des mesures d'économie d'énergies. Recrutement d'un référent énergie. Poursuite du défi énergie.
Priorités 2009-2011	Animer une cellule « économie d'énergie » pour tout le patrimoine départemental en lien avec le bilan carbone (action N20). Suivi des consommations sur tous les bâtiments. Mettre en place un programme pluriannuel d'investissement sous forme de plan de progrès : investir dans les actions avec un temps de retour court à la fois financier et environnemental, financer ces investissements par les économies réalisées à euro constant et par les économies réalisables à court et moyen terme

N19. Visée d'un minimum de 21% d'énergies renouvelables sur les constructions nouvelles du Département

Objectifs	Atteindre les objectifs nationaux et européens d'indépendance énergétique (<u>21% en 2010</u> de production électrique ou thermique d'origine renouvelable) et respect des engagements de Kyoto (<u>5.2% de réduction des gaz à effet de serre d'ici à 2012</u>). Pour chaque nouvelle construction, systématiser les études de recours aux énergies renouvelables (alimentations électrique et thermique) Engager le Département à consommer progressivement 100% de son électricité certifiée « verte » (adhésion à la bourse européenne d'achat d'électricité verte) Elargir les subventions octroyées dans le cadre de la convention avec l'ADEME (Programme Régional Aquitaine Environnement avec la Région) au financement d'équipements « énergie renouvelables »
Pilotage	Elu : VP GAUBERT – Chef de projet : I DUPRÉ / P. MATHIEU (DGAT-DP) – Direction pilote : direction du patrimoine
Partenaires	Europe, Région, ADEME CG33 : DGAT-DA ; DGAD-DAT, DGAC-DET; Mission Agenda 21
Avancement en 2007	Création d'une cellule interne regroupée d'études de faisabilité technique rattachée à la DGAT
Bilan 2008	Opérations en cours d'études et de réalisation « 21% ENERGIES RENOUVELABLES » : <u>11 collèges</u> , <u>11 MDSI</u> (selon principes Maisons Passives) ; 4 centres routiers départementaux, Domaine de Certes, domaine de Blasimon ; Mériadeck : raccord de l'immeuble Gironde à la boucle géothermale de MERIADECK, en projet pour la Tour Croix du Palais ; île nouvelle (installation d'un site autonome en énergie (photovoltaïque et/ou éolien - A définir). C'est une exigence présente dans 100 % des études lancées pour les nouvelles opérations . Direction des collèges : <u>57% réalisés</u> , 43% en cours d'étude ou de réalisation, Direction du patrimoine : <u>23% réalisés</u> , 77% en cours d'étude ou de réalisation.
Priorités 2009-2011	Mise en œuvre des programmes Maintien des objectifs pour les nouveaux programmes



N20. Calcul du bilan carbone "patrimoine et service" de l'institution

Objectifs	Quantifier et qualifier les émissions de Gaz à Effet de Serre par l'activité du Conseil Général. Proposer des orientations stratégiques pour réduire l'impact environnemental du Conseil Général et de son territoire et limiter sa vulnérabilité. Sensibiliser les agents et les élus aux enjeux du réchauffement climatique.
Pilotage	Elu : VP GAUBERT – Chef de projet : P. MATHIEU (DGAT-DP) – Direction pilote : direction du patrimoine
Partenaires	ADEME, Espaces infos énergies, ALE, Cabinet de consultants, CG33 : DGAD-DAT, Mission Agenda 21, DGAC-DET, DGSD-DRH, DGAF-DITS, DGAS-DAGMS, DGAT-DA, DGAJ-DC, communication interne (DRH)
Avancement en 2007	Préparation de l'étude 'bilan carbone' comprenant un bilan carbone « patrimoine et service » et un bilan carbone territorial . Recrutement d'un prestataire d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le bilan carbone de l'institution.
Bilan 2008	Recrutement d'un référent énergie. Lancement du bilan Carbone (nov 2008)
Priorités 2009-2011	Réalisation du bilan carbone Elaboration et mise en œuvre du Plan Climat Energie Gironde

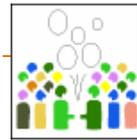
Dynamiser les initiatives et accompagner les territoires girondins vers un développement équitable, responsable et solidaire

Enjeu 25. Soutenir de nouvelles activités et de nouveaux emplois liés aux ressources locales et en privilégiant les filières courtes

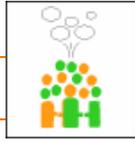
D1. Soutien de la valorisation des agro ressources non alimentaire (VANA)

Objectifs	Afin de favoriser le changement de modes de cultures et de productions respectueuses de l'environnement il est envisagé d' accompagner les exploitants agricoles sous signe officiel de qualité qui mettent en œuvre des projets utilisant ou permettant de produire des énergies renouvelables à partir de biomasse (bois-énergie, biocarburant, utilisation des céréales ou des marcs de raisin à des fins énergétiques...).	 
Pilotage	Elu : VP GLEYZE – Chef de projet : D. BEAUTE / M.CRETE (DGAD-DAT) – Direction pilote : Direction de l'aménagement du territoire	
Partenaires	Chambre d'agriculture, ADEME, Etat, Europe, Conseil Régional, Agence de l'eau, SIBV, FD CUMA, CG33 : DGAD-DEE - DGAC-DET; DGSD-Mission A21, DAT-SET (Mission EnR)	
Avancement en 2007	Bilan interne sur les potentialités de valorisation de la biomasse agricole en biocarburants	
Bilan 2008	Après le bilan interne sur les potentialités de « valorisation des agro-ressources en biocarburants », le changement de conjoncture a conduit le Conseil Général à recentrer son action sur la valorisation de la biomasse combinant les ressources agricoles et forestières (EDM, exploitations ou serres...). De tels projets ont été soutenus dès 2008. Réalisation du premier volet du Schéma départemental des énergies renouvelables (Cf action D6)	
Priorités 2009-2011	Elaboration d'un plan d'actions « Valorisation de la biomasse agricole et forestière », en cohérence avec le schéma départemental des énergies renouvelables. Accompagnement des initiatives locales (collectivités et acteurs économiques).	

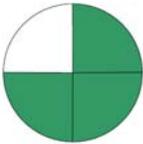
D1 Bis. Soutien de la valorisation des démarches qualité

Objectifs	Mobilisation des producteurs sur les questions de qualité : Pratiques de production raisonnées. Mettre l'accent sur la formation.	 
Pilotage	Elu : VP GLEYZE – Chef de projet : D. BEAUTE / A.HERMANN (DGAD-DAT) – Direction pilote : Direction de l'aménagement du territoire	
Partenaires	Chambre d'Agriculture, AMAP, CIVAM BIO 33, FRCIVAM, SVBA, ARBIO, CDT, collectivités, Conseil Régional, Associations et syndicats représentant les productions de qualité, CG33 : DAT-SAGES, DEE, DGAS-DATDS, DGSD-Mission A21, DET (Tourisme), DGAJ	
Avancement en 2007	Le Conseil Général a renforcé son soutien aux démarches de production de qualité depuis le BP 2007. Ces démarches certifiées de production de qualité sont par exemple : les labels agrobio, bœuf de Bazas, agneau de Pauillac ; les certificats de conformité produits ou des démarches reconnues de pratiques agricoles durables : les labels « bienvenue à la ferme »...	
Bilan 2008	Financements de projets agricoles. Le Conseil Général a formalisé son accompagnement en lien direct avec les productions de qualité : par le soutien aux exploitants agricoles et structures collectives certifiés en agriculture biologique et autres signes officiels de qualité et par le soutien à ceux valorisant leur produits de qualité en circuit court.	
Priorités 2009-2011	Réalisation d'un état des lieux de la dynamique et des potentiels de production de ces différentes démarches de qualité et définition d'un plan d'action « qualité ». Information et accompagnement des producteurs vers les démarches de qualité. Mobilisation de nos dispositifs d'aide au conseil et à l'investissement Les exploitations peuvent solliciter le CREAG33. Création d'un prix « pratiques agricoles innovantes ».	

D2. Facilitation de l'expérimentation de cantines bio dans les collèges assurant des débouchés à l'agrobiologie et à l'agriculture de qualité et de proximité

Objectifs	Assurer la santé préventive des collégiens. Repenser globalement l'alimentation : consommer « autrement » et impulser une dynamique territoriale sur cette nouvelle approche. Faciliter les regroupements de producteurs bio en garantissant des débouchés en aval		
Pilotage	Elu : VP MAROIS – Chef de Projet : P. SENEGAS (DGAJ- DC) – Direction pilote : Direction des collèges		
Partenaires	Parents d'élèves, associations d'agriculture biologique, association des cuisiniers de restauration collective, Centrales d'achat, Chambre d'Agriculture, CG33 : DGAD-DAT-D2E ; DGAC-Dircom; DGAJ-Djec; DGAS-DAS, Mission Agenda 21		
Avancement en 2007	Lancement de l'action.		
Bilan 2008	Analyse de l'existant : état des lieux des restaurants des collèges et perspectives. Identifications des filières locales avec les organisations agricoles.		
Priorités 2009-2011	Création d'un syndicat mixte regroupant 14 cuisines centrales. Expérimentation d'introduction de 20% d'aliments biologiques sur 5 sites, puis 15 nouveaux sites 2011 : extension à tous les collèges		

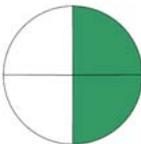
D3. Soutien des démarches d'insertion vers les entreprises agricoles et agro-alimentaires, dont l'agrobiologie

Objectifs	Repérer les niches d'emploi dans ce secteur d'activité et favoriser son ouverture aux bénéficiaires du RMI : Placer 10 bénéficiaires RMI par an ;		
Pilotage	Elu : VP TOUZEAU/Hervé GILLÉ et Jean-Luc GLEYZE – Chef de Projet : L. PRIOUL (DGAS-DPLE) – Direction Pilote : direction des politiques de lutte contre l'exclusion		
Partenaires	Chambres d'agriculture, CRA et lycées agricoles AMAP, CIVAM-bio, CG33 : Mission Agenda 21, DGAD-DAT, DGAD-D2E,		
Avancement en 2007	Evaluation des besoins d'emplois, de leur localisation, des qualifications recherchées. Construction des partenariats		
Bilan 2008	3 actions avec des structures d'insertion par l'activité économique dans le secteur agricole.		
Priorités 2009-2011	Redéfinir les contours de l'action, débouchés insatisfaisants en l'état (cf action D9).		

D4. Soutien aux initiatives rapprochant producteurs et consommateurs (circuits courts)

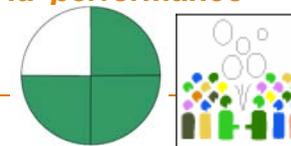
Objectifs	Rapprochement des consommateurs et des producteurs agricoles : découverte du milieu agricole par les urbains. Accès à des nouveaux marchés pour les agriculteurs : commercialisation de produits frais ou transformés répondant aux attentes des consommateurs. Installation de porteurs de projets prenant en compte ces modes de commercialisation et inscrits dans des démarches de production de qualité soutenues par le Conseil Général. Maintien d'une agriculture en zone péri-urbaine : préservation d'espaces de production et d'une activité agricole économiquement viable et respectueuse de l'environnement.	 
Pilotage	Elu : VP GLEYZE – Chef de projet : A. Hermann et S. Privat (DGAD-DAT) – Direction pilote : direction de l'aménagement du territoire	
Partenaires	collectivités concernées, Conseil Régional, Chambre d'agriculture, CIVAM BIO 33, FRCIVAM, Réseau AMAP, Relais Agriculture et Tourisme, CG33 : DGAD-DAT-SAGES, DGAD-D2E, DGAS-DATDS; DGSD-Mission A21	
Avancement en 2007	Lancement de l'action. Convention avec la chambre d'agriculture pour accompagner notamment les initiatives rapprochant producteurs et consommateurs : marchés à la ferme sur des exploitations du réseau bienvenue à la ferme, marchés des producteurs, aménagement de points de vente/dégustation pour l'oenotourisme	
Bilan 2008	Soutien au FR CIVAM (mise en place du réseau AMAP en Gironde) : état des lieux et besoins en Gironde, potentiels de développement des AMAP en lien avec les producteurs. Soutien au relais « agriculture et tourisme » en charge du réseau « Bienvenue à la ferme » (labellisation) : accompagnement annuel. Mise en place du contrat de développement agricole triennal « creagri » pour le développement des démarches de qualité. Action pendant la semaine nationale du développement durable organisée avec la mission Agenda 21 sur la promotion des circuits courts au restaurant administratif CG-Préfecture : promotion des réseaux AMAP et bienvenue à la ferme vers élus et agents, dégustations. Travail sur l' installation d'agriculteurs s'inscrivant dans un type de commercialisation en circuit court et production de qualité.	
Priorités 2009-2011	Communication vers les restaurations collectives sur les pratiques rapprochant producteurs et consommateurs (PNNS : promouvoir l'approvisionnement des collèges en circuits courts). Aides à l'installation. Mise en réseau des différentes formes de circuits courts. Identification des producteurs locaux.	

D5. Participation à une plate-forme locale de la consommation responsable en Gironde

Objectifs	Promouvoir auprès du consommateur une attitude responsable, sociale et solidaire : consommateur public et privé ; Former une dynamique locale de la consommation responsable en structurant et fédérant les différents acteurs du secteur : agir sur l'offre et sur la demande	 
Pilotage	Elu : VP DUSSAUT – Chef de projet : JY BOUTET – Mission pilote : Mission Agenda 21	
Partenaires	CRESS, ADEME, RAAR, Conseil départemental des Agenda 21 locaux CG33 : DGAD-DAT ; DGAD-D2E ; DGAF-DASJ ; DGSD-DRH-Doc, DGAF-DASJ	
Avancement en 2007	Participation du Conseil Général au comité de pilotage du réseau aquitain des achats responsables Lancement d'un marché à procédure adaptée concernant l'assistance juridique et méthodologique à la mise en place d'achats responsables collectifs => infructueux	
Bilan 2008	Participation à la définition d'un cahier des charges pour la création d'une plate-forme électronique du Réseau Aquitain des Achats Responsables Participation à la rédaction collective d'un guide d'achats sur les produits d'entretien . Participation à la rédaction d'un cahier des charges pour la création d'un site d'échanges d'expériences . Lancement d'un groupe de travail régional sur les marchés de déménagement (question du déménagement vers l'immeuble Gironde). Nombreux témoignages dans les réseaux nationaux et au réseau aquitain des acheteurs responsables (RAAR).	
Priorités 2009-2011	Participer à la « plate forme locale » regroupant l'ensemble des acteurs de la consommation responsable sur ces produits phares. Encourager les achats groupés ou mutualisés.	

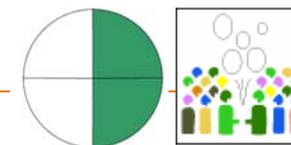
Enjeu 26. Définir et mettre en œuvre une politique globale en faveur des énergies renouvelables et de la performance énergétique

D6. Elaboration d'un schéma départemental des "Énergies Renouvelables"



Objectifs	Impulser le développement et l'utilisation des énergies renouvelables en Gironde . Contribuer au développement économique de la filière sur le territoire Girondin. Favoriser la démocratisation des conditions d'accès aux équipements individuels.
Pilotage	Elu : VP GLEYZE – Chef de projet : A SOLIVERES (DGAD-DAT), Direction pilote : direction de l'aménagement du territoire
Partenaires	ADEME/Région : PRAE, CUB-ALE (agence locale de l'énergie), associations, SIPHEM, CdC Estuaire, Pays cœur E2M, PNR Landes Gascogne, ONF, CRPF, DRAF, Communes forestières, Pays Libournais; CG33 : DGAT-DP, DGAT-DA, DGAD-DDT-D2E-DAT, DGAJ-DC, Mission Agenda21, DGAC-DET
Avancement en 2007	Recrutement d'un prestataire pour l' Etude des potentiels et premières actions
Bilan 2008	Validation du premier volet de l'étude Schéma départemental des énergies renouvelables. Repérage des potentiels pour toutes les communes de Gironde . Construction d'un système d'information géographique. Voyage d'études et d'échange d'expériences en Allemagne (juin 2008) et en Espagne (Novembre 2008).. Le Schéma constitue l'essentiel de l'axe « développement des énergies renouvelables » du Plan Gironde Energie 2007-2008, préfiguration du Plan Climat Energie de la Gironde
Priorités 2009-2011	Communication sur le schéma permettant la mise à disposition cartographique des potentiels par territoire. Lancement de la phase 2 sur l'étude des filières « porteuses » : bois énergie, solaire, biogaz, petite hydro, géothermie . Etude de projets pilotes par filières et de pôles démonstratifs locaux . Validation du schéma définitif (objectif : BP 2010). Mettre en œuvre les recommandations du schéma (2010) dans le cadre du Plan Climat Energie de la Gironde.

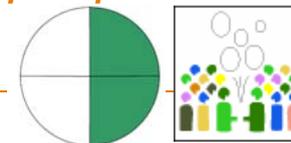
D7. Soutien à l'organisation de la filière des plaquettes de bois dans le département



Objectifs	Analyse de l' émergence de la filière d'approvisionnement en Gironde (ressources utilisables, producteurs, besoins, coût de mise en œuvre et de fonctionnement...).
Pilotage	Elu : VP GLEYZE – Chef de projet : S. PASCAL (DGAD-DAT) – Direction pilote : direction de l'aménagement du territoire
Partenaires	ADEME, Conseil Régional, FD CUMA, CRPF, CAFSA, Bureau d'étude AXENNE, collectivités, professionnels, Parc Naturel Régional, SIPHEM, CG33 : DGAC – DET ; Mission agenda 21 ; DGAT- DA et DP ; DGAJ-DC
Avancement en 2007	Lancement de l'action. Etude sur 3 zones pilotes où des initiatives émergent : le Haut Entre-Deux-Mers, le Sud Gironde, la Haute Gironde et le Nord Libournais. Propositions de scénarii et définition de la politique départementale à mettre en œuvre pour favoriser et accompagner la structuration de cette filière d'approvisionnement et assurer sa pérennité.
Bilan 2008	Réalisation du schéma départemental des énergies renouvelables (Phase 2 – cf Action D6). Mise en place d'une politique en faveur de la structuration de la filière bois énergie et soutien des projets.
Priorités 2009-2011	Mise en œuvre de la politique départementale de structuration de la filière bois énergie.

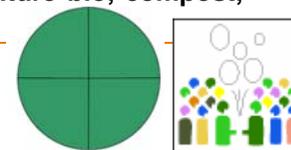
Enjeu 27. Accompagner les acteurs économiques locaux pour répondre à l'évolution de la commande publique : éco-conception et éco-achat

D8. Travail avec les organisations professionnelles sur l'évolution de la commande publique responsable et l'éco-conception

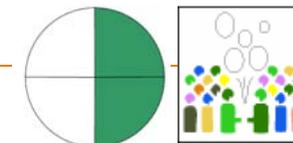


Objectifs	Informier les entreprises des critères de développement durable choisis par le Département par secteur d'activité (bâtiment, Travaux Publics, environnement etc), en privilégiant les organisations professionnelles. Envisager une charte de respect de bonnes pratiques .
Pilotage	Elu : VP GLEYZE – Chef de projet : J PASQUIER (DGAD-D2E) – Direction pilote : direction de l'économie et de l'emploi
Partenaires	Chambres consulaires, Organisations professionnelles afférentes aux secteurs d'activités retenus, CRA, ADEME, CG33 : DGAD-D2E, DGAT-DI, DGAT-DP, DGAD-DAT, Mission Agenda 21
Avancement en 2007	Lancement de l'action. Actions d'information avec les organisations professionnelles et les chambres consulaires.
Bilan 2008	Participation aux travaux du Réseau Aquitain des Achats responsables. Rencontres des entreprises à travers les quinze semaines de l'éco-construction organisée par Hauts de Garonne Développement (juin et novembre 2008) avec le réseau des Agenda 21 de Gironde (CDA21).
Priorités 2009-2011	Elaboration de Chartes de bonnes pratiques à adosser aux marchés du Conseil Général Poursuivre le dialogue avec les acteurs

D9. Soutien aux structures de l'insertion par l'activité économique (IAE) ciblées Développement Durable (éco-conception, agriculture bio, compost, recyclage déchets, déconstruction...)



Objectifs	Permettre aux bénéficiaires du RMI de recourir à des emplois d'insertion ciblés DD dans la perspective à terme d'accéder à des emplois durables dans le secteur économique ordinaire . Réservation sur les territoires de postes d'insertion accompagnés repérés par les Agences Girondines de l'Insertion (AGI) par le biais de convention individuelle avec les Structures d'Insertion par l'Activité Economiques (SIAE)
Pilotage	VP : TOUZEAU/Hervé GILLÉ & Jean-Luc GLEYZE – Chef de projet : C. PAULAIS (DGAS-DPLE) – Direction pilote : direction des politiques de lutte contre les exclusions
Partenaires	GARIE, Réseaux IAE (UNAID33, UREI, CRCE-GEIQ, CEA), Etat, CRA; CG33 : DGAC-DET-BME ; DGAD-D2E-DAT; DGSD-Mission A21 ; DGAF-DITS
Avancement en 2007	Nouvelle révision du règlement concernant les Acteurs de l'Insertion (Entreprise d'insertion, groupement d'employeurs, RQ rurales ainsi que les Association d'Insertion...). <u>19,5 %</u> des SIAE girondines ont bénéficié du « bonus développement durable » dont une nouvelle structure créée en 2007. <u>22%</u> des postes IAE accompagnés financièrement par le Conseil Général sont issus des SIAE estampillées DD.
Bilan 2008	<u>108 postes en SIAE</u> ont profité du bonus financier proposé par le CG pour un offre d'insertion qualifiée DD : 43 parcours en ateliers et chantiers d'insertion (ACI) vers des activités de maraîchage biologique, de production de compost, de piégeage de ragondins et de tri des déchets ménagers ; <u>65 postes en entreprises d'insertion</u> sur les activités de nettoyage voiture « sans eau », de recyclage d'ordinateurs, de recyclage de D3E et de tri des déchets ménagers. La disposition « production ciblée DD » est entérinée et non remise en cause depuis 2007 même si elle s'avère plus symbolique qu'incitative.
Priorités 2009-2011	Repositionner les réflexions et les actions dans le cadre de la nouvelle politique d'insertion départementale liée au RSA.



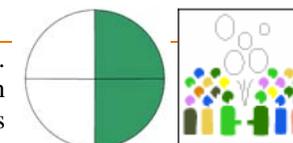
D10. Accompagnement des groupements d'employeurs

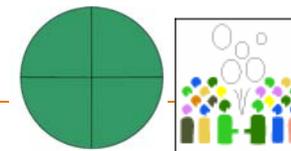
Objectifs	Accompagner la constitution des groupements d'employeurs par l'intermédiaire d'associations d'entreprises et des clubs d'entreprises existants ; Identifier les besoins de main d'oeuvre et les potentiels . Accompagner en amont pour la structuration de groupements d'employeurs. Regrouper les entreprises autour de l'emploi partagé
Pilotage	Elu : VP GLEYZE - Chefs de projet : D DEVILLE / E. GONZALEZ (DGAD-D2E) – Direction pilote : direction de l'économie et de l'emploi.
Partenaires	Un partenariat extérieur est essentiellement le monde économique d'un bassin concerné : les acteurs économiques, les clubs d'entreprises, les associations économiques et d'insertion. CG33 : DGAS-DPLE; DGAD-DAT ; DGSD-Mission A21
Avancement en 2007	Accompagnement des projets en émergence.
Bilan 2008	Soutien des groupements d'employeurs à leur démarrage : fonds d'amorçage et étude de faisabilité et d'évaluation des besoins ; soutien au fonctionnement de la structure et des frais d'installation Il existe <u>2 groupements d'employeurs</u> en Gironde mais plusieurs sont en gestation ou projet (pré-projet ou projet avancé)
Priorités 2009-2011	Poursuivre l'accompagnement à la création et soutien ponctuel des groupements d'employeurs existants pour des actions nouvelles.

Enjeu 28. Impulser et pérenniser les démarches de développement durable et d'agenda 21 en Gironde

D11. Création d'un Centre de Ressources d'Information Territoriale

Objectifs	Mutualiser et rendre accessible l'information géographique et territoriale de référence disponible à l'échelle départementale. Accompagner les stratégies de connaissance et de développement territorial en s'appuyant sur une politique de données et d'information pertinentes. Alimenter la réflexion et la prise de décision des élus et des acteurs locaux du développement territorial au travers d'analyses et d'études partant d'un croisement des indicateurs pertinents.
Pilotage	Elu : VP DUSSAUT – Chef de projet : A CUISINIER-RAYNAL (DGAD-CRIT)
Partenaires	Collectivités locales, services de l'Etat, IGN, Direction Générale des Impôts, INSEE, A'urba, CCI, etc., CG33 : CRIT – DITS et toutes DGA et directions demandeuses (référents CRIT dans les Directions)
Avancement en 2007	Création d'une interface visant à rendre accessibles les données géographiques de référence . Réalisation d'un premier diagnostic compétitivité-emploi en Gironde voué à être actualisé annuellement sur la base d'indicateurs pertinents pour suivre l'évolution des grandes thématiques socio-économiques . Structuration d'une base de données socio-économiques devant être rendue accessible.
Bilan 2008	Acquisition des données géographiques de référence non disponibles en 2006 et capitalisation des bases de données statistiques de référence dans le domaine socio-économique. Développement de la fonction d'expertise territoriale en interne . Développement de conventions d'échanges de données spécifiques en vue de l' alimentation régulière du système d'informations territoriales . Premières notes de synthèse du CRIT.
Priorités 2009-2011	Mise en place de portraits de territoire dynamiques. Actualisation annuelle des jeux/lots de données statistiques de référence permettant d'appréhender la dynamique et la diversité des territoires girondins. Création d'indicateurs territoriaux ciblés dans le cadre du Système de référence Stratégique Départemental, du Projet Gironde 2014 et de la politique territoriale, citoyenne et durable. Déclinaison Convention opérationnelle Intelligence Territoriale CG33/CCI. Suivi du Plan d'action Cadastre 2008-2010. Mise en oeuvre d'un Plan d'action du Système d'Information Territorial (SIT). Administration du système d'informations géographiques (SIG) Départemental.





D12. Définition en partenariat du cadre de la prochaine génération de Contrats de DD

Objectifs	Donner plus de contenu « Développement Durable » aux contrats : sensibilisation et formation des agents au Développement Durable. Simplification et harmonisation des procédures.
Pilotage	Elu : VP DUSSAUT – Chef de projet : A BERTHIER (DGAD-DDT) – Direction pilote : direction du développement territorial
Partenaires	Collectivités locales (pays, communautés de communes, communes de la CUB), Région, Etat, CG33 : Toutes les DGA
Avancement en 2007	Définition d'un marché d'étude pour l'évaluation de la première génération de Contrats de développement durable (CDD). Evaluation partagée avec les territoires girondins menée par le cabinet PROSCOT. Réflexion sur le règlement d'intervention financier. Propositions pour la nouvelle politique territoriale (déc. 2007).
Bilan 2008	Adoption de la Charte Girondine pour un pacte social, citoyen et durable (juin 2008). Définition de la vision départementale stratégique dans le projet Gironde 2014. Refondation de la politique territoriale en Politique Citoyenne et Durable permettant le croisement des projets d'intérêts locaux et des projets d'intérêt départemental : définition d'axes stratégiques forts d'après les priorités départementales. Simplification des procédures.
Priorités 2009-2011	Mise en place des conférences territoriales pour favoriser le dialogue avec tous les acteurs locaux. Elaboration et mise en œuvre des conventions territoriales citoyennes et durables multipartenaires

D13. Animation du Conseil Départemental des Agenda 21 locaux

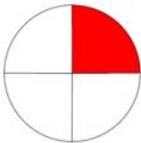
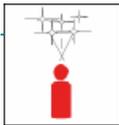
Objectifs	Favoriser l' émulation et le transfert d'expérience entre les collectivités locales en Agenda 21 . ; Permettre lisibilité et cohérence de l'action publique en articulation avec l'Agenda 21 du Département et les démarches globales régionales (Agenda 21), nationales (stratégie nationale de développement durable et cadre de référence projets territoriaux de DD et agenda 21 locaux), européennes (stratégie européenne de DD) et mondiales (Agenda 21, Millenium, Kyoto, Décennie UNESCO...). Inciter les collectivités à inscrire les principes du développement durable dans leurs politiques publiques , notamment sur les aspects de la <u>participation</u> , de la <u>transversalité</u> et de l' <u>évaluation</u> . Pérenniser l'engagement contractuel entre le Département et les collectivités locales Agenda 21 en s'inscrivant dans la Stratégie Nationale de Développement durable
Pilotage	Elu : P. PLISSON – Chefs de projet : G. TUDAL / J. CHABAUD (DGSD-MA21) – Mission Agenda 21
Partenaires	Pays Bassin , Pays Cœur entre deux mers*, Pays Libournais, Pays Médoc, Pays Haute Gironde, Pays Landes de Gascogne*, CDC Créonnais, CDC vallon de l'Artolie, CDC Villandraut, CDC Captieux Grignols, CDC Fronsac, CDC Réolais, CDC Blaye, CDC Cubzaguais, CDC Estuaire*, CDC Bourg, CDC de Montesquieu, CDC de Coutras, St Médard en Jalles, Blanquefort, Mérignac*, Talence, Pessac*, Cenon, Ambarès et Lagrave, Bassens, Carbon-Blanc, Lormont, Artigues, Branne, Bazas, Hourtin, Bordeaux, Bègles, Salles, St Aubin du Médoc, CUB ; Conseil Régional Aquitaine, ADEME, SGAR, Préfecture, et services déconcentrés de la DIREN, DDE, DDTEFP, DRIRE, DRDJS, DDASS ;ADEME, CCI Bordeaux et Libourne, Chambre des Métiers, Chambre d'Agriculture ; Ch. Régionale d'économie sociale et solidaire, CAF, MSA, INSEE, Météo-France, IRTS, Rectorat, Inspection Académique, Cap Sciences, PQA, AFAQ-AFNOR, Universitaires (Bordeaux II, Bordeaux III, Bordeaux IV), CAUE, ALE, Graine Aquitaine, HSEN ; CG33* : DGAD-DDT, toutes les directions en lien avec les territoires ou concernées par les actions de l'Agenda 21 du réseau.
Avancement en 2007	Lancement d'un appel à projet pour le soutien aux Agenda 21 locaux en mars 2005 (<u>25 collectivités lauréates</u>). Inauguration du Conseil Départemental des Agenda 21 locaux (mai 2005). Premier comité de pilotage en déc 2005. En 2007, le Comité de pilotage décide de passer de l'échange d'expériences et de la mutualisation à l'action collective sur une première orientation commune : l'éco-construction.
Bilan 2008	<u>Un atelier technique par mois et 2 comités de pilotage par an</u> . Elaboration et mise en œuvre d'un Agenda 21 de réseau avec 3 orientations partagées (1. éco-construction, 2. manifestations responsables, 3.éducation pour un développement durable pour tous les publics, à tous les âges de la vie) et 2 chantiers prioritaires (concertation de tous les publics et évaluation) : <u>17 actions collectives</u> coordonnées dans le premier programme d'actions de l'Agenda 21 du réseau (validation juillet 2008). Des productions communes (guide des manifestations responsables en dec 08). Ouverture d'un espace collaboratif sur le portail Gironde (400 membres) ; 38 collectivités ont délibéré le lancement d'un Agenda 21 en Gironde dont 6 sont aujourd'hui reconnues « Agenda 21 local de France » par l'Etat
Priorités 2009-2011	Relance d'un appel à projet pour accompagner les Agenda 21 en cours et initier de nouvelles démarches (30 démarches accompagnées), dispositif coordonné avec l'Etat, la Région et la CUB. Mettre en œuvre l'Agenda 21 de réseau collectivement, l'évaluer et le pérenniser.

* 6 collectivités girondines lauréates de l'appel à reconnaissance national « Agenda 21 local France », label pour la qualité de la démarche et le contenu du programme d'actions.

Ensemble, mieux vivre ici et ailleurs

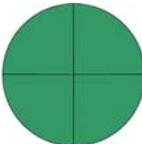
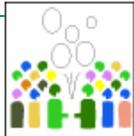
Enjeu 29. Soutenir le débat citoyen à travers les structures locales

E1. Elaboration d'un carnet de la participation citoyenne en Gironde

Objectifs	Réalisation d'un document synthétique sur les lieux et les moyens d'expression citoyens en Gironde , à partir d'un recensement large, notamment auprès des partenaires du Conseil Général (collectivités, pays, associations, fédérations ...); Information des bénévoles sur les « droits et devoirs » d'un bénévole, des lieux d'information et de formation, de sites Internet ressource ... dans un document unique et facilement actualisable, en identifiant les questions clés les plus courantes		
Pilotage	Elus : VP KEISER – Chef de projet : Alain KIRAT (DGAC-DIRCOM) – Direction pilote : direction de la communication		
Partenaires	-		
Avancement en 2007	Premier groupe de travail		
Bilan 2008	Redéfinition du site portail www.gironde.fr , profilé. Réflexions sur les modalités de participation citoyenne. Action non menée dans les objectifs annoncés.		
Priorités 2009-2011	A redéfinir dans le cadre de la mise en place des conférences territoriales pour la politique territoriale, citoyenne et durable.		

Enjeu 30. Favoriser l'accès pour tous aux savoirs et au débat public

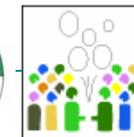
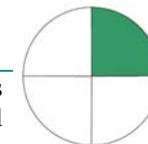
E2. Mise en œuvre du projet SAPIENS

Objectifs	Favoriser l' insertion des populations girondines dans la Société de l'information , développer le lien social et faciliter l' accès aux savoirs, à l'emploi, aux services, à la culture et aux loisirs . Développer les compétences et la professionnalisation et aider à l'émergence de nouveaux métiers dans le réseau départemental des bibliothèques afin de développer et pérenniser, au sein des territoires, des emplois liés à l'accès aux savoirs, aux services et à la culture numériques. Structurer et animer un réseau départemental de Services d'Accès Public à Internet : renforcer l' égalité d'accès de tous les Girondins aux services numériques , aider les médiateurs dans leur mission d'accompagnement auprès des usagers, encourager les projets liés aux usages numériques, en particulier à valeur culturelle.		
Pilotage	Elue : VP DEXPERT – Chef de projet : M BAUDOUIN (DGAC-DCC) – Direction pilote : direction de la culture		
Partenaires	Union Européenne / Etat / Région (financement); Territoires girondins : Pays, CDC, communes; Structures et organismes dans le domaine de la médiation numérique; Formateurs et intervenants; Personnes-ressources, bibliothécaires, Gironde Numérique CG33 : groupe technique : DGAC-DCC, DGAC-BDP, DGAC-Dir Com, DGAF-DITS, DGAD-CEP		
Avancement en 2007	Sensibilisation des représentants des pays et territoires; Etat des lieux des besoins des territoires en matière de TIC; Lancement de l'espace partenaire SAPIENS sur le site du CG; Lancement appel d'offres des formations, communication auprès des territoires des offres de formation		
Bilan 2008	<u>9 séminaires + 11 sessions de formation en 2007</u> et autant de partenariats. Nb de stagiaires formés / sensibilisés : environ <u>200 pour les séminaires</u> , <u>200 pour modules</u> . Satisfaction des stagiaires = prolongement des formations en 2009. Mise en place de « blogosapiens » et projet de création d'outils numériques. Signature d'une convention d'objectifs pour un partenariat avec la Région Aquitaine (accès et participation des Girondins à la Société de l'Information)		
Priorités 2009-2011	Organisation de la « 1 ^{ère} journée d'échanges de la médiation et de l'accompagnement numérique » (fév 09). Mise en œuvre du programme de développement des compétences : 14 modules thématiques, à destination des bibliothécaires et des animateurs multimédia. Signature de plusieurs partenariats pour l'accueil des modules. Mise en place et animation d'un groupe de personnes-ressources, organe de débats et de propositions. Réalisation d'un diagnostic territorial et étude de faisabilité en vue d'un projet de structuration d'un réseau départemental de Services d'Accès Public à internet.		

Enjeu 31. Poursuivre la mobilisation des girondins dans l'Agenda 21

E3. Création et animation d'un "Forum 21" pour suivre les engagements de l'Agenda 21 de la Gironde

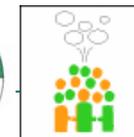
Objectifs	Mobiliser les citoyens girondins et les acteurs autour de la mise en œuvre de l'Agenda 21 de la Gironde ; Rendre compte des initiatives et des actions Agenda 21 menées par le CG 33 et de leur évaluation ; Partager et diffuser les actions menées par le Conseil Général, mais aussi par les acteurs impliqués
Pilotage	Elu : H. GILLE – Chefs de projet : S. KEIFF/ J CHABAUD, Mission Agenda 21
Partenaires	Pays et territoires girondins, conseil de DD de la CUB, communauté d'agglomération, conseils de développement urbains et ruraux, CESR CG33 : toutes les directions
Avancement en 2007	Elaboration participative de l'Agenda 21 de la Gironde. Création d'un listing de <u>1500 contacts</u> .
Bilan 2008	Etude sur le recrutement des membres du forum, via notamment les conseil de développement existants sur le Département, les Commissions départementales thématiques, les membres du Comité de Pilotage de l'Agenda 21 de la Gironde, du conseil départemental des Agenda 21 locaux. Analyse des expériences d'ailleurs.
Priorités 2009-2011	Relancer la participation citoyenne des acteurs et des citoyens pour l'évaluation du premier programme d'actions et la construction d'un deuxième programme d'actions. Définir les modalités d'une concertation pérenne de tous les publics.



Enjeu 32. Renforcer la communication avec les Girondins via les supports existants

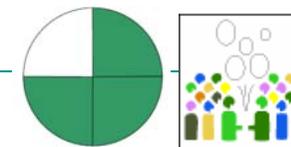
E4. Développement de la "e-concertation" via la refonte du site institutionnel

Objectifs	Recueillir les avis et les propositions citoyennes. Impliquer le citoyen dans le processus démocratique pour un meilleur développement local. Participer à l'évaluation des politiques publiques.
Pilotage	Elue : VP KEISER – Chef de projet : MC. Clemares (DGAC-DIRCOM) – Direction pilote : direction de la communication
Partenaires	Partenaires européens, Université Toulouse Le Mirail CG33 : Vice-Présidents, direction de la communication, DITS, Mission MAELIS, Mission Agenda 21
Avancement en 2007	Dépôt du projet d'e-participation My Agenda (Fonds européens - rejeté). Définition du contenu du portail www.gironde.fr
Bilan 2008	Ouverture du portail en juin 2008, ouverture d'espaces collaboratifs (<u>500 membres</u> en novembre 2008). Structuration de la partie forum (problèmes de sécurisation en cours de résolution)
Priorités 2009-2011	Mettre en œuvre les forums et développer des outils de e.participation.



Enjeu 33. Etre solidaire au nord, au sud, à l'est et à l'ouest

E5 . Échange de savoir-faire liés aux compétences du CG avec les partenaires de la coopération décentralisée (eau, énergies, déchets, éducation...)



Objectifs	Permettre la formation et l' échange d'expériences via l'accueil de fonctionnaires et d'élus de nos partenaires de la coopération décentralisée Favoriser les échanges entre nos partenaires externes et les territoires avec lesquels le CG33 conventionne.
Pilotage	Elu : VP MITTERRAND – Chef de projet : PH LEDRU – Mission de Coopération décentralisée
Partenaires	Université Bordeaux I, II, III, IV (Modules de formations proposées ...); IUTB ,IUFM Ecole Nationale des Enseignants du Primaire de Bobo-Dioulasso (ENEP); Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso; Université de Szczecin; Alliance Française de Bordeaux et de Szczecin; Université d'Adrar, Valt 33; Collectif des Associations et Mouvements de Jeunesse du Houët; Centre des Manuscrits d'Adrar, Voïvodie de Poméranie Occidentale, CG33 : DGAD-DAT; DGAT; DGSD-DRH; DGAC-DCC; DGAC-BDP; Mission Agenda 21, DGAD-DDT; DGAJ-DSA; Archives Départementales; DRP
Avancement en 2007	Signataire de la Charte de coopération décentralisée pour un développement durable . Elaboration d'un cadre d'échange de fonctionnaires, autour des axes de la coopération décentralisée pérennisés (Eau, collège, informatique, artisanat, environnement, développement durable ...)
Bilan 2008	<u>28 stagiaires et fonctionnaires</u> accueillis et envoyés en 2007, dont 21 dans le cadre des échanges entre l'IUFM et les territoires partenaires; 2 dans le cadre du partenariat avec l'Alliance Française. <u>10 directions du CG33 impliquées</u> directement dans l'accueil de stagiaires. <u>4 programmes CG</u> découlant de ces échanges (hors actions menées directement entre les partenaires externes et les territoires conventionnés : Conservation des manuscrits d'Adrar; Extension du Concours Citoyenneté Européenne à la Pologne; Création d'une classe bilingue dans un collège de Poméranie Occidentale; Projet de formation Sportive en province du Houët).
Priorités 2009-2011	Poursuivre ces échanges et mesurer les effets induits. Projets d'échanges autour de l'éducatif / la connaissance / projet pédagogique commun : la finalité est la rencontre physique. Co-financement du voyage d'un responsable de la Délégation Académique aux Relations Européennes et Internationales et à la Coopération : formation des principaux de collèges en Pologne pour le montage de projets européens de partenariat (COMENIUS). Appui de l'Institut Régional des Sourds et des Aveugles : mission d'expertise demandée par l'ADRAR sur l'éducation spécialisée pour les jeunes sourds.

Glossaire et Sigles

Sigles des directions du Conseil Général de la Gironde et Chefs de projet

DGSD : Direction Générale des Services du Département,

Directeur Général : M. Gérard MARTY, ☎ @ dgsd@cg33.fr

ADT : Agence d'Appui au Développement Territorial,

☎ 05 56 99 57 88 @ dgsd-adt@cg33.fr

DRH : Direction des Ressources Humaines,

Directrice : Mme Martine CONGOSTE, ☎ 05 56 99 34 21 @ dgsd-drh@cg33.fr

Martine CONGOSTE, chef de projet actions I9 et N11,
Emmanuelle LOEB et Renaud HEITZ, chefs de projet action N1,
Yves BONNENFANT, chef de projet N11,
Denis POURROL, chef de projet action N7,
Anne-Marie VILLENAVE, chef de projet actions I14 et N8.

MAELIS : Mission Administration Electronique Innovation et Services,

Responsable : Mme Nathalie LAURENT, ☎ 05 56 99 53 59 @ dgaf-dits@cg33.fr

MA21: Mission « Agenda 21 »,

Responsable : Melle Julie CHABAUD, ☎ 05 56 99 67 64 @ dgsd-agenda21@cg33.fr

Justine BOSREDON, chef de projet actions I13, R9, O12, N3, N4 et N5,
Jean-Yves BOUTET, chef de projet actions N13, N15 et D5,
Julie CHABAUD, chef de projet actions R2, R9, N15, D13 et E3,
Sébastien KEIFF, chef de projet actions R2 et E3,
Gwénaëlle TUDAL, chef de Projet actions O15, N10 et D13.

MEP : Direction de la Mission Etudes et Prospective,

Directrice : Mme Anne-Marie MONOMAKHOFF, ☎ 05 56 99 35 07 @ dgsd-etudes@cg33.fr

Éric JUPIN, chef de projet actions G8,
Anne-Marie MONOMAKHOFF, chef de projet actions G8 et R1.

DQG : Direction de la Qualité de Gestion,

Directrice : Mme Laurence BERTIN, ☎ 05 56 99 65 11 @ dgsd-dqq@cg33.fr

MCD : Mission de Coopération Décentralisée

Responsable : M. Philippe LEDRU, ☎ 05 56 99 35 94 @ dgaj-drt@cg33.fr

Philippe-Henri LEDRU, chef de projet action E5.

DGAF : Direction Générale Adjointe chargée des Finances, de l'Informatique et des Affaires Juridiques ,

Directeur Général Adjoint : M. Jacky LEBEAU, ☎ 05 56 99 33 20 @ dgaf@cg33.fr

DITS : Direction du Système d'Information,

Patrick CAMBOURS, chef de projet action N6,
Antoine GEORGEVAIL, chef de projet action I8,
Nathalie LAURENT, chef de projet actions I8 et N6,
Pierre SOUDE, chef de projet action I9.

Directrice : Mme Nathalie LAURENT, ☎ 05 56 99 53 59 @ dgaf-dits@cg33.fr

DASJ : Direction de l'Administration et Sécurité Juridique,

Bruno BOURREC, chef de projet actions N13 et N14,
Muriel SAM-GIAO, chef de projet actions R11 et N14.

Directrice : Mme Muriel SAM-GIAO, ☎ 05 56 99 65 05 @ dgaf-dasj@cg33.fr

DGAS : Direction Générale Adjointe chargée de la Solidarité,

Jean-Louis GRELIER, chef de projet I5 et R1bis.

Directeur Général Adjoint : M. Jean-Louis GRELIER, ☎ 05 56 99 34 18 @ dgas@cg33.fr

DAGMS : Direction des Affaires Générales et des Moyens de la Solidarité,

Jean-Michel REGEON et Marie-Hélène LALUCE, chefs de projet action I10.

Directeur : M. Jean-Michel REGEON, ☎ 05 56 99 34 90 @ dgas-dagms@cg33.fr

DEF : Direction de l'Enfance et de la Famille,

Directeur : M. Pierre-Étienne GRUAS, ☎ 05 56 99 35 06 @ dgas-def@cg33.fr

DPLE : Direction des Politiques de Lutte contre l'Exclusion,

Danielle LUBY, chef de projet action R8,
Hervé MINVIELLE, chef de projet action R6,
Corinne PAULAIS, chef de projet actions I1, R7 et D9,
Laurence PRIOUL, chef de projet action D3,
Peggy RIVAILLÉ, chef de projet action I1,
Philippe VILLETORTE, chef de projet actions R5 et R12.

Directeur : M. Philippe VILLETORTE, ☎ 05 56 99 57 59 @ dgas-dple@cg33.fr

DAS : Direction des Actions de Santé,

Isabelle BERTRAND-SALLES, chef de projet action I3,
Catherine STESSIN et Evelyne CLEMENT, chefs de projet action R3.

Directrice : Mme le Docteur Catherine STESSIN, ☎ 05 56 99 34 17 @ dgas-das@cg33.fr

DPAH : Direction des Actions pour les Personnes Agées et les Personnes Handicapées,

Myriam DELVOYE, chef de projet action I4.

Directeur : M. Hervé BOUCHAIN, ☎ 05 56 99 34 48 @ dgas-dpah@cg33.fr

MDPH : Maison départementale des personnes handicapées <http://www.mdph33.fr/>

Directrice : Mme Gilberte LISSE, ☎ 05 56 99 33 42 @ mdph-accueil@cg33.fr

DATDS : Direction des Actions Territorialisées et du Développement Social,

Marie-Paule COLS, chef de projet actions R2, R9 et R12.

Directeur : M. Claude HAMONIC, ☎ 05 56 99 33 24 @ dgas-datds@cg33.fr

DGAT : Direction Générale Adjointe chargée des Services Techniques ,

Directeur : M. Jean-Marc PINCEMY, ☎ 05 56 99 35 00 @ dgat@cg33.fr

DA : Direction de l'Architecture,

Maritchu IPUTCHA, chef de projet action N16.

Directeur : M.Philippe CASTAGNE, Contact : ☎ @ dgat-da@cg33.fr

DI : Direction des Infrastructures,

Daniel BLANGY, chef de projet action G5,
Marie-Paule THIBAUT et Stéphane RADONDY, chefs de projet action G7.

Directeur : M. Jean-Paul COUFFINHAL, ☎ 05 56 99 68 12 @ dgat-di@cg33.fr

DP : Direction du Patrimoine,

Philippe NADAL, chef de projet action N12,
Pierre MATHIEU, chef de projet actions N18, N19 et N20,
Isabelle DUPRÉ, chef de projet action N19.

Directeur : M. Pierre MATHIEU, ☎ 05 56 99 34 36 @ dgat-dp@cg33.fr

DTT : Direction des Transports Terrestres,

Jean FANCHON, chef de projet actions G6 et I2,
Laurence PARIÉS, chef de projet action G6.

Directeur : M. Jean FANCHON, ☎ 05 56 99 33 74 @ dgat-dtt@cg33.fr

DGAC : Direction Générale Adjointe chargée de la Vie Culturelle, de l'Environnement et du Tourisme,

Éric DES GARETS, chef de projet action O15.

Directeur Général Adjoint : M. Eric DES GARETS, ☎ 05 56 99 34 96 @ dgac@cg33.fr

DCC : Direction de la Culture et de la Citoyenneté,

Fabienne ALEXANDRE-CHAPIN, chef de projet action O18,
Marianne BAUDOUIN, chef de projet action E2,
Dominique BIONDINI, chef de projet action O17,
Sylvain GAUTHIER et Corinne CAUDRON, chefs de projet action O16.

Directeur : M. Sylvain GAUTIER, ☎ 05 56 99 67 63 @ dgac-dcc@cg33.fr

BDP : Bibliothèque Départementale de Prêt,

Directeur : M. Alain DUPERRIER, ☎ 05 56 16 13 80 @ dgac@cg33.fr

DET : Direction de l'Environnement et du Tourisme,

Directrice : Mme Sylvie DINET-GADRAS, ☎ 05 56 52 33 45 @ dgac-det@cg33.fr

Florence ARPIN, chef de projet actions O10 et O14,
Jean-François DESSORT et Géraldine FRANCOIS, chefs de projet action O20,
Joackim DUFOUR, chef de projet action O13,
Frédéric DUPUY, chef de projet action O3 et O11,
Florence GRISSER, chef de projet action O6,
Laurent SALAUN, Chef de projet action O14
Laurent VITRY, chef de projet actions O4 et O10.

DIRCOM : Direction de la Communication,

Directrice : Mme Marie-Claude CLEMARES, Contact : ☎ 05 56 99 33 56 @ dgac-dircom@cg33.fr

Alain KIRAT, chef de projet action E1,
Marie-Claude CLEMARES, chef de projet action E4.

DGAD : Direction Générale Adjointe chargée du Développement,

Directrice Générale Adjointe : Mme Marie-Christine PLESSIET, ☎ 05 56 99 34 95 @ dgad@cg33.fr

CRIT : Centre de Ressources et d'Information Territoriale

Chef du Service : Monsieur Arnaud CUISINIER-RAYNAL, ☎ 05 56 99 68 73 @ dgad@cg33.fr

Arnaud CUISINIER-RAYNAL, chef de projet action D11.

DAT : Direction de l'Aménagement du Territoire,

Directeur : M. Hervé LAURENT, ☎ 05 56 99 35 05 @ dgad-dat@cg33.fr

Dominique BEAUTE, chef de projet actions D1 et D1bis,
Marie-Laure BOCCARDO, chef de projet actions G1, G2 et O7,
Magalie CRESTE, chefs de projet actions O7 et D1,
Christian GAFFORY, chef de projet action O1,
Anne HERMANN, chef de projet actions D1bis et D4 ,
Christophe LADURELLE, chef de projet action O9,
Jean-Michel MARTIN, chef de projet actions I7 et O8,
Séverine PASCAL, chef de projet action D7,
Stéphanie PRIVAT, chef de projet actions G1, G2 et D4,
Alexandre SOLIVERES, chef de projet action D6.

DDT : Direction du Développement Territorial,

Directrice : Mme Christine PERTUIS, ☎ 05 56 99 34 42 @ dgad-ddt@cg33.fr

Cyril BERTEAU, chef de projet action R10,
Aryèle BERTHIER, chef de projet action D12,
Jean-Claude CHUDZINSKI, chef de projet action G4,
Tewfik GUERROUDJ, chef de projet action I6,
Christine PERTUIS, chef de projet action R4.

D2E : Direction de l'Economie et de l'Emploi,

Directrice : Mme Catherine COUTEAUX, ☎ 05 56 99 33 13 @ dgad-d2e@cg33.fr

Catherine COUTEAUX, chef de projet action I11,
Didier DEVILLE, chef de projet action D10,
Éric GONZALEZ, chef de projet actions I1 et D10,
Nadine LOUGNON-DEDIEU, chef de projet action I12,
Julie PASQUIER, chef de projet actions D8 et I11.

LABSA : Laboratoire Départemental d'Analyse Vétérinaire et de Sécurité Alimentaire,

Directeur : M. Jean-clément HERNANDEZ, ☎ 05 57 35 01 90 @ dgad@cg33.fr

DGAJ : Direction Générale Adjointe chargée de la Jeunesse, de l'Éducation, du Sport et de la Vie Associative,

Directeur Général Adjoint : M. Jean-Mary FARGEAS, ☎ 05 56 99 33 57 @ dgaj@cg33.fr

DC : Direction des Collèges,

Directeur : Monsieur Bernard MILLAND, ☎ 05 56 99 69 28 @ dgaj-dc@cg33.fr

Myriam COURTE, chef de projet action O12,
Vincent MORIN, chef de projet action N17,
Patrick SENEGAS, chef de projet action D2.

DJEC : Direction de la Jeunesse, de l'Éducation et de la Citoyenneté,

Directrice : Mme Danièle ORTEGA-CHEVALIER, ☎ 05 56 99 35 63 @ dgaj-djec@cg33.fr

DSVA : Direction des Sports et de la Vie Associative,

Directeur : M. Laurent GAUMET, ☎ 05 56 99 35 13 @ dgaj-dsa@cg33.fr

DRT : Direction Ressources et Territoires,

Directrice : Mme Isabelle COMBARNOUS, ☎ 05 56 99 67 07 @ dgaj-drt@cg33.fr

Sigles des partenaires de l'Institution :

ADEA (association pour le développement de l'épidémiologie en Aquitaine)

ADEME (agence nationale de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) <http://www.ademe.fr>

ADIE (association pour le droit à l'initiative économique) <http://www.adie.org/>

ADULLACT (association des développeurs et des utilisateurs de logiciels libres pour l'administration et les collectivités territoriales) <http://www.adullact.org/>

AEAG (agence de l'eau Adour-Garonne) <http://www.eau-adour-garonne.fr/>

AFAQ-AFNOR (fusion de l'association française pour l'assurance de la qualité avec l'association française de normalisation) <http://www.afnor.org/portail.asp>

ALE (agence locale de l'énergie)

ANAH (agence nationale d'amélioration de l'habitat) <http://www.anah.fr/>

ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche)

Aquitaine Active (accompagne et finance les structures d'insertion et les projets du champs de l'économie sociale et solidaire) <http://www.aquitaineactive.org/>

A'URBA (agenda d'urbanisme bordeaux métropole aquitaine) <http://www.aurba.com/>

CAF (caisse d'allocation familiale) <https://www.caf.fr/>

CGH (conseil girondin de l'habitat)

CAFSA (coopérative agricole forestière sud atlantique) <http://portail.cafsa.fr/>

CAPEB (conférence de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment) <http://www.capeb.fr/>

CAUE (conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement) <http://www.cauegironde.com/>

CBN (conservatoire botanique national)

CCI (chambre de commerce et d'industrie) <http://www.bordeaux.cci.fr/> <http://www.libourne.cci.fr/>

CELRL (conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres) <http://www.conservatoire-du-littoral.fr/>

CIVAM ou **FNCIVAM** ou **FRCIVAM** (fédération nationale – ou régionale des centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural) <http://www.civam.org/>

CM (chambre des métiers et de l'artisanat) <http://www.cm-bordeaux.fr/>

COBAS (communauté d'agglomération du sud bassin d'arcachon) <http://www.agglo-cobas.fr/>

COMETHE (Conception d'Outils METHodologiques et d'Evaluation pour l'écologie industrielle) <http://www.comethe.org/>

CRA (Conseil Régional d'Aquitaine) <http://aquitaine.fr/>

CREAQ (centre régional d'écoénergie d'Aquitaine) <http://www.creaq.org/>

CRESS (chambre régionale de l'économie sociale et solidaire) <http://www.cressaquitaine.org/>

CRPF (centre régional de la propriété forestière) <http://www.crpfaquitaine.fr/>

CSDL (caisse sociale de développement local) <http://www.csdl.asso.fr/>

CSRPN (conseil scientifique régional du patrimoine naturel)

CSTB (centre scientifique et technique du bâtiment) <http://www.cstb.fr/>

CTBA (centre technique du bois et de l'ameublement) <http://www.fcba.fr/accueil.php>

CUB (communauté urbaine de Bordeaux) <http://www.lacub.com/>

CUMA (Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole) <http://www.cuma.fr/>

DDAF (direction départementale de l'agriculture et des forêts) <http://draf.aquitaine.agriculture.gouv.fr/>

DDASS (direction départementale des affaires sanitaires et sociales) <http://aquitaine.sante.gouv.fr/>

DDE (direction départementale de l'équipement) <http://www.gironde.equipement.gouv.fr/>

DDJS (direction départementale jeune et sport) <http://www.aquitaine.jeunesse-sports.gouv.fr/>

DDTEFP (direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle) <http://www.aquitaine.travail.gouv.fr/>

DIREN (direction régionale de l'environnement) <http://www.aquitaine.ecologie.gouv.fr/>

DRAC (direction régionale des affaires culturelles) <http://www.culture.gouv.fr/culture/regions/index.html>

DRASS (direction régionale des affaires sociales) <http://aquitaine.sante.gouv.fr/>

DRE (direction régionale de l'équipement) <http://www.aquitaine.equipement.gouv.fr/>

DRIRE (direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement)

DRTEFP (direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle) <http://www.aquitaine.travail.gouv.fr/>

FFB (fédération française du bâtiment) <http://www.ffbatiment.fr/federation-francaise-du-batiment.htm>

FRBTP (fédération régionale du bâtiment et des travaux publics)

FRCIVAM (voir **CIVAM**) <http://www.civam.org/>

FTP (fédération des travaux publics)

Gironde initiative (stimule la création d'entreprise par l'attribution de prêts d'honneur aux créateurs, sécurise la création en accompagnant les jeunes entreprises pendant deux ans par l'intermédiaire de parrains)

GRSP (groupement régional de santé publique) <http://www.grsp-aquitaine.fr/>

HSEN (association habitat santé environnement) <http://www.hsen.org/>

IDDAC (institut départemental de développement artistique et culturel) <http://www.iddac.net/>

IGN (institut géographique national) <http://www.ign.fr/>

INET (institut national d'enseignement territorial)

INSEE (institut national de la statistique et des études économiques) <http://www.insee.fr/>

IRTS (institut régional des travailleurs sociaux)

ISPED (institut de santé publique)

IUFM (institut universitaire de formation des maîtres)

LAPSAC (laboratoire d'analyse des problèmes sociaux et de l'action collective) <http://www.lapsac.u-bordeaux2.fr/>

LPO (ligue pour la protection des oiseaux) <http://www.lpo.fr/>

MSA (mutualité sociale agricole) <http://www.msa33.fr/>

ONF (office national des forêts) <http://www.onf.fr/>

PNRLG (parc naturel régional des Landes de Gascogne) <http://www.parc-landes-de-gascogne.fr/>

PQA (pays et quartiers d'Aquitaine) <http://aquitaine-pqa.fr/>

SAFER (société d'aménagement foncier et d'établissement rural) <http://www.safer.fr/safer-aquitaine-atlantique.asp>

SEPANSO (fédération régionale des associations de protection de la nature du Sud-ouest) <http://sepanso.org/>

SGAR (secrétariat général aux affaires régionales) <http://www.aquitaine.pref.gouv.fr/>

SIPHEM (syndicat interterritorial du pays du Haut Entre deux Mers)

SMEGREG (syndicat mixte d'études pour la gestion des ressources en eau du département de la Gironde) <http://www.smegreg.org/>

Sysdau (syndicat mixte du Scot de l'aire métropolitaine bordelaise) <http://www.sysdau.fr/>

Trans-Gironde <http://www.transbus.org/reseaux/33.html> et **TBC** <http://www.infotbc.com/> (Tram et bus de la CUB)

UDCCAS (union départementale des centres communaux d'action sociale) <http://www.unccas.org/>

UDOTSI (union départementale des offices de tourisme et des syndicats d'initiative) <http://www.udotsi33.fr/>

URCAM (union régionale des caisses d'assurance maladie) <http://www.aquitaine.assurance-maladie.fr/>

VALT 33 (vacances animation loisirs et tourisme en Gironde) <http://www.valt.com/>

Autres sigles :

ADECE (aide aux demandeurs d'emplois créateurs d'entreprises)

AFDAS (fonds d'assurance formation agréé qui gère, sur le plan national, l'ensemble du dispositif de la formation professionnelle des secteurs du spectacle vivant, du cinéma, de l'audiovisuel, de la publicité et des loisirs.)

AGI (antenne girondine d'insertion)

AMAP (association pour le maintien d'une agriculture paysanne)

AMO (assistance maîtrise d'ouvrage)

AOT (autorisation d'occupation temporaire)

ARTEVER (articulation des temps de vie dans les entreprises rurales)

CAPED (commission d'aide pour les personnes en difficulté)

Capital Data (base de données consultables sur l'intranet départemental)

CCAS (centre communal d'action sociale)

CDC (communauté de communes)

CLE (comité local de l'eau)

CLSH (centre de loisirs sans hébergement)

programme **Comenius** (permet de développer la coopération et la mobilité entre établissements scolaires)

CPAM (caisse primaire d'assurance maladie)

CREAGIR (aide aux créateurs d'entreprise de Gironde)

DCE (dossier de consultation des entreprises)

EDD (éducation au développement durable)

label **EFFIENERGIE** (basse consommation énergétique)
ENS (espace naturel sensible)
EPCI (établissement public de coopération intercommunale)
EPFL (établissement public foncier local)
programme européen **ESPON 2013** (observatoire en réseau de l'aménagement du territoire européen)
EPTB (établissement publics territoriaux de bassin)
ETTI (entreprises de travail temporaire d'insertion)
FSE (fonds social européen)
GEIQ (groupement des employeurs pour l'insertion et la qualification)
label **HPE** (haute performance énergétique)
HQE (haute qualité environnementale)
label **HTPE** (très haute performance énergétique)
IAE (insertion par l'activité économique)
IOD (intervention sur les offres et les demandes)
LEP (lycée d'enseignement professionnel)
MDSI (maison départementale de solidarité et d'insertion)
MHN (musée d'histoire naturelle)
MODALIS (abonnement train et réseau bus sur le territoire girondin)
PDALPD (plan départemental d'action pour le logement des plus démunis)
PLAI (prêt locatif aidé d'intégration)
PNR (parc naturel régional)
PST (programme sociaux thématiques)
PLH (programme local de l'habitat)
PLIE (plan local d'insertion et emploi)
PMI (protection maternelle et infantile)
PNNS (plan national nutrition santé)
PPI (plan prévisionnel d'interventions)
Qualitel (certification officielle portant sur la qualité de conception technique des logements neufs)
RAAR (réseau aquitain des achats responsables)
réseau **RéPOP** (réseau de prévention de l'obésité en pédiatrie)
SAGE (schéma d'aménagement et de gestion des nappes profondes de Gironde pour la préservation de la ressource eau)
SCOT (schéma de cohérence territoriale)
SIAE (structures d'insertion par l'activité économique)
SIG (système d'informations géographiques)
SSO (Single Sign-On : Indentification unique)
TCD (territoire, citoyenneté et durable)
TDENS (taxe départementale des espaces naturels sensibles)
VAE (validation d'acquis de l'expérience)
VAP (validation d'acquis professionnels)